

Gazette officielle du Québec

Partie 1

Avis
juridiques

123^e année

20 avril

1991

No 16

Québec 

Gazette officielle du Québec

Partie 1 Avis juridiques

123^e année
20 avril 1991
No 16

Sommaire

Avis divers
Changement de nom et d'autres qualités de l'état civil, Loi sur le
Compagnies, Loi sur les
Compagnies étrangères, Loi sur les
Curatelle publique, Loi sur la
Déclarations des compagnies et sociétés, Loi sur les
Inspecteur général des institutions financières
Liquidation des compagnies, Loi sur la
Ministères, Avis concernant les
Proclamation
Projet de loi d'intérêt privé, Avis de présentation d'un
Régime des eaux, Loi sur le
Renseignements sur les compagnies, Loi concernant les
Syndicats professionnels, Loi sur les
Ventes par shérif
Ventes pour taxes, avis de publication

AVIS AUX ANNONCEURS

La *Gazette officielle du Québec* est le journal par lequel le Gouvernement du Québec rend officielles ses décisions. Elle est publiée en deux éditions distinctes. La première, intitulée « Avis juridiques », est publiée au moins à tous les samedis; la deuxième, intitulée « Lois et règlements », est publiée en français et en anglais au moins à tous les mercredis.

Contenu:

La Partie 1 de la *Gazette officielle* contient les avis juridiques dont la publication est requise par des lois ou des règlements ou encore par le gouvernement. Elle est publiée en français seulement.

Normes de recevabilité:

Les avis doivent contenir le minimum d'information requis par les lois et règlements qui régissent leur publication. On peut se référer à la *Gazette officielle* pour y retrouver des avis déjà publiés et les utiliser comme modèles. Les avis doivent être dactylographiés. Les annonceurs doivent fournir une lettre d'accompagnement indiquant clairement leurs nom et adresse, leur numéro de téléphone et le nombre de publications requises pour chaque avis.

Conditions générales:

Les manuscrits doivent être reçus au bureau de la *Gazette officielle* au plus tard à 12 h, le jeudi précédant la semaine de publication. Les avis reçus après cette date seront reportés à l'édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec se réserve le droit de retarder ou de refuser la publication de certains documents, à cause de leur longueur, de leur mauvaise formulation ou pour toute autre raison d'ordre administratif.

Les frais de publication sont payables à l'avance et doivent être acquittés par mandat ou par chèque émis à l'ordre de: « Les publications du Québec ». Un exemplaire de la *Gazette officielle* est automatiquement expédié comme preuve de publication pour chaque avis publié.

Toute demande d'annulation doit être faite par écrit et être reçue avant l'heure de tombée. Les frais déjà encourus sont facturés à l'annonceur à qui l'on rembourse tout montant versé en trop.

Si une erreur typographique se glisse dans une première publication, les annonceurs sont priés d'en aviser le responsable de la *Gazette officielle* avant la seconde publication. Les demandes de corrections au texte original doivent aussi être faites par écrit et être reçues avant l'heure de tombée.

Tarif de publication*

Le tarif de publication est de 0,70 \$ la ligne agate quel que soit le nombre de parutions.

Tarif de traduction*

Le tarif de traduction est de 20 \$ les 100 mots.

Tarif pour les feuilles volantes*

Le prix de vente pour les feuilles volantes est de 6 \$ la douzaine.

Prix à l'exemplaire*

Le prix d'un exemplaire de la *Gazette officielle du Québec* est de 4,40 \$.

Les demandes de publication d'avis doivent être adressées comme suit:

Division de la *Gazette officielle*
1279, boul. Charest Ouest, 9^e étage
Québec G1N 4K7
Téléphone: (418) 643-7795

Abonnements

Tous les abonnements sont payables à l'avance. Faire parvenir votre chèque ou mandat-poste émis à l'ordre de « Les Publications du Québec ». Aucune réclamation après 90 jours.

Tarif d'abonnements*

Partie 1 « Avis juridiques »: 53 \$ pour 12 mois
Partie 2 « Lois et règlements »: 77 \$ pour 12 mois
Partie 2 « Laws and Regulations »: 77 \$ pour 12 mois.

Toute correspondance concernant les abonnements doit être adressée au:

Service à la clientèle
Division des abonnements
C.P. 1190
Outremont (Québec)
H2V 4S7
Téléphone: (514) 948-1222

Prière de faire part de tout changement d'adresse six semaines avant la date du déménagement et de retourner l'étiquette portant l'ancienne adresse.

* Taxes non comprises

TABLE DES MATIÈRES

AVIS DIVERS

CARREFOUR DU PLEIN ÉVANGILE DES ASSEMBLÉES DE LA PENTECÔTE DU CANADA À RIMOUSKI (L.P.)	1365
CONSEIL SCOLAIRE DE L'ÎLE DE MONTRÉAL (Rachat d'obligations) (Erratum)	1434
MUNICIPALITÉ DE NAMUR (Mutations immobilières, L.R.Q., c. M-39)	1365
RÉGIE INTERMUNICIPALE DU SERVICE DE PROTECTION DES INCENDIES L'ÉPIPHANIE/ SAINT-GÉRARD-MAJELLA (Demande de dissolution)	1365
SUCCESSION GILLES LADOUCEUR (Bénéfice d'inventaire)	1365
SUCCESSION JACOB BENSUSAN (Bénéfice d'inventaire)	1365
SUCCESSION JULES R. LEBLANC (Bénéfice d'inventaire)	1365
SUCCESSION RAYMOND BOUCHARD (Bénéfice d'inventaire)	1366
VILLE DE BEAUPORT (Rues et ruelles)	1366
VILLE DE LA MALBAIE (Rues et ruelles)	1367

CHANGEMENT DE NOM ET D'AUTRES QUALITÉS DE L'ÉTAT CIVIL — LOI SUR LE

ACCORDÉS

Brian Gerald Smith	1369
Jeffrey Josef Kanel	1369
Joseph Aurèle Georges André Quintal	1369
Joseph Christian David Ferrari	1369
Joseph François Dupeppe-Lamarre	1369
Joseph Michel Pierre Hébert	1369
Joseph Pierre Antoine Michaud	1369
Marie Anita Manon Heidi Foisy	1369
Marie Blanche Oliva Francine Labrecque	1369
Marie Jessica Ghislaine Yolande Gauthier	1369
Marie Nicole Chantal Vicky Garofano	1369
Marie Pierrette Nancy Kirouac	1370
Marie Suzanne Nathalie Lebreux	1370
Nathalie Darocha	1370
Nathalie Marie Lapierre	1370
Philippe Thanh Vinh Buu	1370
Prosper Aimé Kira	1370
Samara Uy	1370
Samuel Pierre-Paul	1370

DEMANDES

Artur Mejer	1370
Bernard Brunet	1370
Bluma Rozalia Krzepicki	1370
Carmelina Bracca	1371
Dominique Ghislain Simond	1371
Ernest McCormick	1371
Eugéna Deschênes	1371
Gilles Perron	1371
Harinder Singh Sachdeva	1371
Hormidas Pomerleau	1371
Joseph Claude Resther	1371
Joseph Denis Christian Bergeron	1371
Joseph Gérard Gaston McFallum	1371

Joseph Hector Marcellin Marjiner	1371
Joseph Réal Stéphane Garand	1372
Josselin Champagne	1372
Khiet Phan Ha	1372
Ling Gao	1372
Lucie Tremblay	1372
Lucienne Langlois	1372
Marie Colette Chassé	1372
Marie Johanne Aurore Gauthier	1372
Marie Raymonde Gemma Chasseur	1372
Marjorie Violet Schratwiser	1372
Patrice Auger-Rochon	1372
Peraskevi Logothetis	1373
Pierre-Louis Reynold	1373
Raymond Christo dit Christin	1373
Robert Morin	1373
Roméo Duchesne	1373
Sylvain Savard	1373
Vincenzo Gimi Perri	1373
Yi-Hau Wang	1373

COMPAGNIES (PARTIE IA) — LOI SUR LES

DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE CONSTITUTION	1374
---	------

DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE CONTINUATION	1391
---	------

DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE FUSION	1392
--------------------------------------	------

DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE MODIFICATION	1393
---	------

DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT RECTIFIÉ/ COMPLÉTÉ	1400
--	------

COMPAGNIES (PARTIE III) — LOI SUR LES

LETTRES PATENTES	1400
------------------	------

CORPORATION DES PROPRIÉTAIRES, 1 ^{re} ET 2 ^e AVENUE, DAM-EN-TERRE LTÉE (Erratum)	1434
---	------

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES	1405
----------------------------------	------

COMPAGNIES (DIVERS) — LOI SUR LES

COMPAGNIES (DIVERS) — LOI SUR LES

DISSOLUTION (Article 28)	1406
--------------------------	------

DISSOLUTION — DEMANDES DE

1285-6381 QUÉBEC INC.	1410
2412-8191 QUÉBEC INC.	1410
2623-1423 QUÉBEC INC.	1410
2634-9597 QUÉBEC INC.	1410
2645-5055 QUÉBEC INC.	1410
2750-4307 QUÉBEC INC.	1410
BCP - DUPUY PUBLICITÉ LIMITÉE	1410
BIJOUTERIE ROGER HÉBERT INC.	1410
BOIS DE FOYER YVON BOYER INC.	1410
CAFÉ CHRÉTIEN DE QUÉBEC INC.	1410
CHARCUTERIE DÉPANNEUR MONTEBELLESE INC.	1410
CLUB DE TIR DE STE-FOY	1410

CONSOLIDATED PONTIAC INC.	1410	SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENTS D.C.R.F.	
CONSOLIDATED-BATHURST NEWSPRINT LIMITED	1414	OUMET INC.	1414
CONSOLIDATED-BATHURST PULP AND PAPER LIMITED	1414	ST. LAWRENCE HARDWARE LTD.	1414
CONSORTIUM DES ARTISTES DE PLACE ROYALE INC.	1411	STRUCTURE MICHAEL INC	1415
CONTRE-JOUR ÉCLAIRAGE INC.	1411	TELECASTING OFFICES OF OLD MONTREAL INC.	1415
CORPORATION D'ACQUISITION UB (CANADA)	1411	THERRIEN FRÈRES FURN LTD	1415
CORPORATION DE L'ÉCOLE D'AGRICULTURE DE STE-CROIX	1411	TRANSPORT R.C. JANELLE INC.	1415
DISTRIBUGLACE INC.	1411	UB (CANADA) ACQUISITION CORPORATION	1411
DOMAINE SHANGRI-LA INC.	1411	VALLÉE ET BILODEAU INC.	1415
EMBOUTEILLAGE S. DESORMEAUX INC.	1411	VIDÉODÉTECH INC.	1415
GARAGE BRUNO MOREAU INC.	1411		
GESTION DUNAFO INC.	1411	COMPAGNIES ÉTRANGÈRES — LOI SUR LES	
GESTION LÉANDRE BOLDUC INC.	1411	PERMIS DE FAIRE AFFAIRES	1415
GESTION MAIDOC LTÉE	1411		
GESTION OUELLET ET LABRIE INC.	1411	CURATELLE PUBLIQUE — LOI SUR LA	
GIFUV INC.	1412	AVIS DE QUALITÉ	
HENRY MARKS OF WESTMOUNT SQUARE LTD.	1412	BEAUBIEN POISSEE, Ginette	1416
HERVÉ THERRIEN INC.	1412	BÉLANGER, André	1417
INVESTISSEMENTS MIQUELON INC.	1412	BÉLANGER, Normand	1417
INVESTISSEMENTS PANCHEN INC.	1412	BELANGER, René	1416
JACQUES O. PAUL-HUS INC	1412	BOROS, Maria (Mme Ernest Varga)	1416
J. BRISSETTE LTÉE	1412	BOUCHARD, Claire	1417
J.B. LEASING INC.	1412	BOUCHARD, Marcel	1417
J.B. PICARD & FILS INC.	1412	BOURBEAU, Michel	1417
J.E. DESILETS INC.	1412	BRISSON, Maurice	1416
LA FILMOTHÈQUE ET LES FILMS DU NOUVEAU MONDE INC.	1412	BROSSEAU, Mathieu	1417
LE CERCLE DE PRESSE DU TÉMISCOUATA INC.	1412	CADIEUX, Victorien	1417
LES CONSULTANTS B.G.N. INC.	1412	CANTON DE SUTTON	1416
LES ENTREPRISES DEFT INC.	1413	CENTRE D'ACHAT MÉTROPOLITAIN	1417
LES ENTREPRISES D. LESSARD INC.	1413	CHEVARIE, André	1417
LES ENTREPRISES PARI-JO INC.	1413	CIE DE CONSTRUCTION MODERNAIRE	1416
LES ENTREPRISES PATRY & MARIN INC.	1413	CLOUTIER, Linda	1417
LES IMMEUBLES DIMENSIONS 2002 LTÉE	1413	COLLIN, Jean	1417
LES MODES SUITMAN INC.	1413	CORBEIL, Martin	1417
LES PEINTURES RAYMOND OLIVIER INC.	1413	CORPORATION MÉTROPOLITAINE DE TRANSPORT DE SHERBROOKE	1416
LES PLACEMENTS GINETTE BOILY INC.	1413	CORPORATION MUNICIPALE DE BIENCOURT	1416
LES RÉALISATIONS AUDIO-VISUELLES DU VIEUX-MONTREAL INC.	1413	CORPORATION MUNICIPALE DE LA PAROISSE DE LA PLAINE	1416
LES TAPIS HENRI INC.	1413	CORPORATION MUNICIPALE DU VILLAGE DE COMPTON	1416
MANUFACTURE CAM PAO INC.	1413	CORPORATION MUNICIPALE DU VILLAGE DE POINTE-AU-PIC	1416
MÉTÉO ACCESSOIRES INC.	1413	COUTURE, Christian	1416
M.L.M. INVESTMENTS (QUEBEC) LTD.	1413	CROSS, Bernard	1417
M.P. JAGER & FILS INTERNATIONAL INC.	1414	DAIGLE, Paul	1417
M.T. CLOUTIER INC.	1414	DAVID, Jean	1417
PAPIER JOURNAL CONSOLIDATED-BATHURST LIMITÉE	1414	DEMERS, Jean-Guy	1417
PÂTES ET PAPIERS CONSOLIDATED-BATHURST LIMITÉE	1414	DENONCOURT, André	1417
PAUL GUILBAULT PRINTING SERVICE LTD.	1414	DURANCEAU, Louis	1416
PAVILLON FAMILIAL DES BOIS FRANCS	1414	GAUTHIER, Guy	1417
POLISSAGE DE MEUBLE MATTE INC.	1414	GAUVREAU, Yvon	1417
QUINCAILLERIE ST-LAURENT LTÉE	1414	GILMOUR, Mathew Bennie	1416
RECHERCHES EN COMMUNICATIONS DE MASSE DU QUÉBEC INC.	1414	GRAVEL, Georges-Albert	1417
SÉLECTION COMMERCE INC.	1414	GUAY, Gérald	1417
SERVICE TÉLÉPHONIQUE VAL D'OR INC.	1414	HARVEY, Lucien	1416
		LABELLE, Gérald	1417
		LALIBERTÉ, Marcel	1417
		LAPIERRE, Michel	1417
		LAROCHELLE, Claude	1417
		LE CARREFOUR DE LA CUISINE INC.	1417
		MALLETTE, Sylvain	1417

MANOLESCO, Stoyan	1416	DISSOLUTION	
MARCIL, Gaétan	1417	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LES JARDINS ST-MARTIN	1419
MARCOTTE, Fabien	1416	FORMATION	
MARTEL, Louis	1417	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE TERRASSES LOUIS ALEXANDRE	1419
MORIN, Viateur	1417	INSPECTEUR GÉNÉRAL DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES	
MUNICIPALITÉ DE CRABTREE	1416	ASSURANCES — LOI SUR LES	
MUNICIPALITÉ DE GRANTHAM	1416	LA CAPITALE, COMPAGNIE D'ASSURANCE GÉNÉRALE (<i>Modification de permis</i>)	1419
MUNICIPALITÉ DE LA PAROISSE DE ST-ANTONIN	1416	LA COMPAGNIE D'ASSURANCE UNION COMMERCIALE LIMITÉE (<i>Modification de permis</i>)	1419
MUNICIPALITÉ DE SAINT-SAUVEUR	1416	SOCIÉTÉ MUTUELLE D'ASSURANCE GÉNÉRALE ROUYN-NORANDA-TÉMISCAMINGUE (<i>Modification de permis</i>)	1420
MUNICIPALITÉ DE ST-THÉOPHILE	1416	TÉMISCOUATA, SOCIÉTÉ MUTUELLE D'ASSURANCE GÉNÉRALE (<i>Modification de permis</i>)	1420
MUNICIPALITÉ DE ST-ELIE-D'ORFORD	1416	VAUDREUIL, SOCIÉTÉ MUTUELLE D'ASSURANCE GÉNÉRALE (<i>Modification de permis</i>)	1420
MUNICIPALITÉ DE THETFORD-MINES	1416	LIQUIDATION DES COMPAGNIES — LOI SUR LA	
NEWSAM BERTHIER, Elizabeth	1416	LES INDUSTRIES BOLTON LTÉE (<i>Dissolution</i>)	1420
NIEWIADOMSKI, Tadeusz Enrick	1416	MINISTÈRES — AVIS CONCERNANT LES	
NITUCH, Paul	1416	AFFAIRES MUNICIPALES	
NOEL, Jacques	1417	DIVERS	
NORD CONTRACTORS AND BUILDERS	1417	MUNICIPALITÉ DE SAINT-ALPHONSE-RODRIGUEZ (<i>Changement de nom</i>)	1421
PAQUETTE, Victor	1417	VILLE DE BUCKINGHAM (<i>Annexion</i>)	1421
PARE, Michel	1417	VILLE DE QUÉBEC (<i>Annexion</i>)	1421
PARENT, Wilfrid	1417	VILLE DE THURSO (<i>Annexion et partage de l'actif et du passif</i>)	1422
PARENTEAU, Alain	1417	ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE	
PELLAND, André	1417	INSTITUT ARMAND-FRAPPIER (<i>L.P.S.</i>)	1422
PELLETIER, René	1417	INDUSTRIE ET DU COMMERCE	
POULIN & AL., Joséphine	1416	EXPO HABITAT DE SAINT-HYACINTHE (<i>Autorisation</i>)	1422
RÉGIE INTERMUNICIPALE DES BOIS-FRANCS	1416	EXPO HABITAT GRANBY (<i>Autorisation</i>)	1423
RIVEST, Pierre-Fernand	1417	VILLAGE DE SAINTE-AGATHE-SUD (<i>Autorisation</i>)	1422
ROSAIRE LAROUCHE INC.	1416	VILLE DE SAINTE-ADÈLE (<i>Autorisation</i>)	1423
ROUILLARD, Henri-Paul	1417	JUSTICE	
ROY, Eve-Anne	1417	TARIF DES FRAIS JUDICIAIRES DES DROITS DE GREFFE ET CAUTIONNEMENT EN MATIÈRE PÉNALE (<i>Avis d'indexation</i>)	1423
SENBORG, Irma Marie	1416	PROCLAMATIONS	
SOCIÉTÉ D'ENTRAIDE ÉCONOMIQUE DE SHERBROOKE	1416	Nouvelles conditions d'extension de la juridiction de la Cour municipale de la ville de Granby sur le territoire de la municipalité du canton de Granby (<i>Erratum</i>)	1434
STEINER ADLER, Rosette	1416		
TREMBLAY, Aimé	1417		
TREMBLAY, Thérèse	1417		
VILLAGE DE SAINTE-MARTHE-SUR-LE-LAC	1416		
VILLE DE BEDFORD	1416		
VILLE DE BROMPTONVILLE	1416		
VILLE DE CHATHAM	1416		
VILLE DE GRAND-MÈRE	1416		
VILLE DE HUNTINGDON	1416		
VILLE DE LEMOYNE	1416		
VILLE DE MATAGAMI	1416		
VILLE DE SAINTE-ANNE-DES-PLAINES	1416		
VILLE D'ASBESTOS	1416		
DÉCLARATIONS DES COMPAGNIES ET SOCIÉTÉS — LOI SUR LES			
CHANGEMENT DANS LA NATURE DE LEURS AFFAIRES			
BEAUTIFUL GIRL I AND COMPANY, LIMITED PARTNERSHIP	1418		
HOOGOVENS ALUMINIUM QUEBEC AND COMPANY, LIMITED	1418		
HOOGOVENS ALUMINIUM QUÉBEC, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	1418		
MONTEBELLO EGYPTIAN BLOODSTOCK INVESTMENTS I AND COMPANY, LIMITED PARTNERSHIP	1418		
PLACEMENTS ÉGYPTIENS MONTEBELLO BLOODSTOCK I, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	1418		
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE BELLE FILLE I	1418		

PROJET DE LOI D'INTÉRÊT PRIVÉ — AVIS DE PRÉSENTATION D'UN

BETTS REALTY LTD. 1423

RÉGIME DES EAUX — LOI SUR LE

PEMBROKE ELECTRIC LIGHT COMPANY
(Dépôt des plans et devis) 1423

RENSEIGNEMENTS SUR LES COMPAGNIES — LOI CONCERNANT LES

REPRISE D'EXISTENCE (AVIS DE) 1425

SYNDICATS PROFESSIONNELS — LOI SUR LES

SYNDICAT DES APICULTEURS DU NORD-OUEST DU QUÉBEC (*Changement de nom*) 1425

VENTES PAR SHÉRIF

CHARLEVOIX

SIMARD c. FORGUES ET AL. 1425

CHICOUTIMI

TRUST GÉNÉRAL DU CANADA c. TURCOTTE 1425

KAMOURASKA

PELLETIER c. LEVESQUE ET AL. 1426

LONGUEUIL

LA CAISSE POPULAIRE ST-HYPPOLITE DE WOTTON c. MONDOUX 1426

MONTREAL

ADVANCE PROCESS SUPPLY c. HUBERMAN 1427

BANCROFT CREDIT CORPORATION c. BOUDREAU 1428

BUREAU DE MARKETING MUNICIPAL (B.M.M.) INC. c. LES RÉSIDENCES TRECO LTÉE 1428

COMPAGNIE TRUST CENTRAL GUARANTY c. SÉGUIN ET AL. 1429

FORGUES c. TETREAU 1429

LA CORPORATION TRUST CAPITAL c. GARGANO ET AL. 1429

LA CORPORATION TRUST CAPITAL c. MELEGE 1430

METRO INDUSTRIAL LEASEHOLD LTD c. FABRICATION & ASSEMBLAGE EN MÉTAL STEVEN INC. ET AL. 1430

THE CHASE MANHATTAN BANK OF CANADA c. CAMIONNAGE TRANSIT INC. ET AL. 1431

QUÉBEC

BANQUE NATIONALE DU CANADA c. GESTION A.C.J.M. INC. 1431

CAISSE POPULAIRE DE ST-MALO c. BOIVIN 1432

LES INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES MONSIEUR WATT (CANADA) INC. c. SCHIROSA ET AL. 1432

TROIS-RIVIÈRES

COMMISSION SCOLAIRE DE GRANDPRÉ c. PYROCEL INC. 1432

MÉGANTIC

CAISSE POPULAIRE NOTRE-DAME DE FATIMA c. TRANSPORT RÉAL BROCHU INC. ET AL. 1427

VENTES POUR TAXES

M.R.C. D'ANTOINE-LABELLE 1433

M.R.C. DE DEUX-MONTAGNES 1433

M.R.C. DE PONTIAC 1433

VILLE DE MONT-JOLI 1433

VILLE DE ROBERVAL 1433

Avis divers

Carrefour du plein évangile des assemblées de la Pentecôte du Canada à Rimouski

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'en vertu de la Loi sur les corporations religieuses (L.R.Q., c. C-71, a. 2), il a accordé des lettres patentes, en date du 1991 02 07, constituant en corporation les requérants suivants: M. Robert Lévesque, ministre du culte, 1061, chemin Price, Price; M. Georges Poirier, mécanicien, 320, du Bosquet, appartement 209, Rimouski; M. Richard Labonté, assureur-vie, 710, 6^e Rue, Rimouski; M. Pierre Boutet, directeur de ventes, 661, boulevard Sainte-Anne, Pointe-au-Père et M. Serge Mireault, vendeur, 58, Jalna, Rimouski, sous la dénomination sociale « Carrefour du plein évangile des assemblées de la Pentecôte du Canada à Rimouski ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est limité à 10 000 000,00 \$.

Le siège social de la corporation est situé au 989, Saint-Germain Ouest, Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD
2840-4739*

72353

Municipalité de Namur

Avis public est, par les présentes, donné par le soussigné, que lors de la séance régulière tenue le 2 avril 1991, le conseil de la municipalité de Namur, a adopté le règlement portant le numéro 75, règlement concernant l'imposition et la perception d'un droit sur les mutations immobilières.

Le bureau de la corporation est l'endroit où quiconque peut prendre connaissance dudit règlement.

Conformément à la Loi, ce règlement entrera en vigueur le quinzième jour suivant la publication d'un avis de son adoption à la Gazette officielle du Québec.

Namur, le 3 avril 1991

*La secrétaire-trésorière,
SHARON BESSON*

72429

Régie intermunicipale du service de protection des incendies L'Épiphanie/Saint-Gérard-Majella

Prenez avis que conformément à l'article 618 du Code municipal du Québec et à l'article 468.49 de la Loi sur les cités et villes, la Régie intermunicipale des incendies L'Épiphanie/Saint-Gérard-Majella demandera sa dissolution au ministre des Affaires municipales de même que le partage de son actif et de son passif dans les trente (30) jours de la publication du présent avis.

L'Épiphanie, le 21 mars 1991

*La secrétaire-trésorière,
MARTINE RACETTE*

72463

Succession Gilles Ladouceur

Avis est, par les présentes, donné que madame Linda Brazeau, caissière, demeurant au 467 de la rue Saint-Luc à Gatineau, province de Québec, en sa qualité de tutrice à Stéphane Bra-

zeau, et madame Nicole Bélisle, assistée sociale, résidant au chemin Pontiac, Quyon, comté de Pontiac, province de Québec, en sa qualité de tutrice à Denis Ladouceur et Nancy Ladouceur, ont accepté, sous bénéfice d'inventaire, au nom de ces enfants mineurs, seuls héritiers, la succession du père de ces derniers, Gilles Ladouceur, en son vivant domicilié à Saint-Louis-de-Masham, municipalité de La Pêche, province de Québec, décédé le 12 juin 1989 sans laisser de testament, aux termes d'un acte reçu devant Germain Dion, notaire, le 22 mars 1991.

Un inventaire des biens du défunt a été fait devant Germain Dion, notaire, 333, boulevard Saint-Joseph, à Hull, QC, et peut être consulté à ses bureaux à l'adresse ci-dessus.

Après deux mois du présent avis, les bénéficiaires payeront les créanciers à mesure qu'ils se présenteront, selon la loi.

Hull, le 4 avril 1991

*Le procureur,
GERMAIN DION, notaire*

72388

Succession Jacob Bensusan

Avis est, par les présentes, donné par suite du décès de Jacob Bensusan, en son vivant demeurant au 4891, rue Bennett, en la ville de Laval (Chomedey), province de Québec, H7W 1T3, et décédé à Laval le trente (30) novembre mil neuf cent quatre-vingt-dix (1990), sans laisser de testament, que:

A) Bella Benhamou, en sa qualité de tutrice à sa fille mineure, Esther Bensusan, suivant un jugement rendu en Cour supérieure du district de Montréal, le quatre (4) avril mil neuf cent quatre-vingt-onze (1991), sous le numéro 500-14-001393-917, a accepté la succession du défunt, sous bénéfice d'inventaire, aux termes d'un acte exécuté devant Réal Lavoie, notaire, le quatre (4) avril mil neuf cent quatre-vingt-onze (1991), et dont copie a été enregistrée au bureau d'enregistrement de Laval sous le numéro 763052 pour la part revenant à ladite enfant mineure.

B) Un inventaire des biens du défunt a été fait devant Réal Lavoie, notaire, le quatre (4) avril mil neuf cent quatre-vingt-onze (1991), sous le numéro 16492 des minutes dudit notaire, et peut être consulté à son bureau au 2550, boulevard Daniel-Johnson, 7^e étage, Chomedey, Laval (Québec), H7T 2L1.

Laval, le 5 avril 1991

*Le procureur,
RÉAL LAVOIE, notaire*

72389

Succession Jules R. Leblanc

Avis est, par les présentes, donné que Liette Sabourin a été nommée tutrice à ses enfants mineurs, Josée et Martin Leblanc, aux termes d'un jugement de la Cour supérieure du district de Hull, rendu le six mars mil neuf cent quatre-vingt-onze (6 mars 1991), sous le numéro 550-14-000042-916 des dossiers de ladite Cour. Aux termes d'un acte reçu devant Hugues St-Jacques, notaire, le 19 mars 1991, et dont copie a été dûment enregistrée au bureau de la division d'enregistrement de Papineau, le 28 mars 1991, sous le numéro 220033, Liette Sabourin, en sa qualité de tutrice, a accepté, sous bénéfice d'inventaire, la succession de feu Jules R. Leblanc, en son vivant domicilié sur le chemin Mineault, Angers, province de Québec, où il est décédé le 17 novembre 1990, sans testament, laissant comme seuls héritiers ses enfants mineurs, Josée et Martin Leblanc.

Un inventaire des biens du défunt a été fait devant le notaire soussigné et peut être consulté à ses bureaux au 49, chemin de Montréal Est, Masson, QC, J0X 2H0.

Après deux mois du présent avis, le bénéficiaire paiera les créanciers à mesure qu'ils se présenteront selon la loi.

Masson, le 3 avril 1991

Le procureur,

72428

HUGUES ST-JACQUES, notaire

Succession Raymond Bouchard

Avis est, par les présentes, donné suite au décès survenu le 12 août 1990 de monsieur Raymond Bouchard, célibataire, que Les oeuvres de la maison du père a, par acte reçu le 25 mars 1991 devant André Charland, notaire, à Montréal, enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal, sous le numéro 4371558 accepté ladite succession sous bénéfice d'inventaire. L'inventaire a été dressé le 26 mars 1991.

Deux (2) mois après la parution du présent avis, les créanciers de la succession seront payés et les actifs distribués.

Montréal, le 2 avril 1991

Le procureur,

72461

ANDRÉ CHARLAND, notaire

Ville de Beauport

Avis public est, par les présentes, donné que la ville de Beauport, par résolution 91-03-229, en date du 18 mars 1991 régulièrement adoptée par son conseil, a approuvé les descriptions des rues ou parties de rues indiquées ci-après préparées par Roch Lefrançois, arpenteur-géomètre, en date du 14 mars 1991 d'après le plan cadastral et le livre de renvoi du cadastre officiel de la paroisse de Beauport.

L'original de ces descriptions techniques et plans est déposé au bureau de la soussignée, greffière de la ville de Beauport, et une copie certifiée en a été déposée au bureau du registraire de la division d'enregistrement de Québec.

Parcelle:	Numéro(s) du cadastre officiel de la paroisse de Beauport	Dossier/Minute:
Parcelle 1 (rue Breton)	partie de lot 409 superficie: 1 017,2 m ²	dossier: 3295 minute: 3962
Parcelle 2 (rue Breton)	partie de lot 409 superficie: 1 709,4 m ²	dossier: 3295 minute: 3963
Parcelle 3 (rue Breton)	partie de lot 410 superficie: 3 079,2 m ²	dossier: 3295 minute: 3964
Parcelle 4 (rue Breton)	partie de lot 410A superficie: 569,8 m ²	dossier: 3295 minute: 3964
Parcelle 5 (rue Rodrigue)	partie de lot 413 superficie: 726,8 m ²	dossier: 3295 minute: 3965
Parcelle 6 (rue Rodrigue)	partie de lot 897 superficie: 663,0 m ²	dossier: 3295 minute: 3966
Parcelle 7 (rue Rodrigue)	partie de lot 898 superficie: 645,1 m ²	dossier: 3295 minute: 3966
Parcelle 8 (rue Rodrigue)	partie de lot 899 superficie: 1 488,8 m ²	dossier: 3295 minute: 3966

Numéro(s) du cadastre officiel de la paroisse de Beauport

Parcelle:	Numéro(s) du cadastre officiel de la paroisse de Beauport	Dossier/Minute:
Parcelle 9 (rue Rodrigue)	partie de lot 900 superficie: 531,1 m ²	dossier: 3295 minute: 3967
Parcelle 10 (rue Rodrigue)	partie de lot 900A superficie: 830,6 m ²	dossier: 3295 minute: 3967
Parcelle 11 (rue Rodrigue)	partie de lot 901 superficie: 272,4 m ²	dossier: 3295 minute: 3967

La ville de Beauport entend se prévaloir à l'égard desdites rues ou parties de rues des dispositions de l'article 422 de la Loi sur les cités et villes dont le texte est reproduit au présent avis et en devenir propriétaire.

Ces rues ou parties de rues sont ouvertes au public depuis plus de dix (10) ans et la ville de Beauport n'a prélevé aucune taxe sur lesdites rues ou parties de rues au cours des dix (10) années précédant le présent avis.

Avis est, en conséquence, donné que la ville de Beauport deviendra propriétaire desdites rues ou parties de rues dès l'accomplissement des formalités édictées par l'article 422 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C-19) reproduit ci-après:

« 422. Les rues ou ruelles ouvertes au public depuis au moins dix (10) ans deviennent propriété de la municipalité dès que sont accomplies les formalités suivantes:

1° le conseil approuve par résolution, une description de toutes rues ou ruelles ou de toute partie de celles-ci, pour lesquelles la municipalité entend se prévaloir du présent article;

2° cette description doit être faite d'après un plan cadastral et un livre de renvoi faits et déposés conformément à la Loi sur le cadastre (L.R.Q., c. C-1);

3° l'original de cette description doit être déposé au bureau du greffier de la municipalité et une copie certifiée par un arpenteur-géomètre doit être déposée au bureau du registraire de la division d'enregistrement où se trouvent les terrains visés;

4° le greffier de la municipalité fait publier deux (2) fois à la *Gazette officielle du Québec* et dans un journal quotidien circulant dans la municipalité, avec un intervalle d'au moins trois (3) mois et d'au plus quatre (4) mois entre chaque publication, un avis concernant:

a) le texte intégral du présent article;

b) une description sommaire des rues ou ruelles concernées;

c) une déclaration à l'effet que les formalités prévues aux paragraphes 1° et 2° ont été accomplies.

Tout droit auquel des tiers pourraient prétendre à la propriété du fonds desdites rues ou ruelles est prescrit s'il n'est pas exercé par action devant le tribunal compétent dans l'année suivant la dernière publication à la *Gazette officielle du Québec*.

La municipalité ne peut se prévaloir du présent article à l'égard de rues ou ruelles sur lesquelles elle a prélevé une taxe au cours des dix (10) années précédentes.

S.R. 1964, c. 193, a. 430; 1968, c. 23, a. 8 »

Beauport, le 11 avril 1991

72464-16-2

La greffière,
JOSETTE TESSIER, notaire

Ville de La Malbaie

Avis public est donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la ville de La Malbaie, M.R.C. de Charlevoix-Est, que le Conseil municipal a adopté à sa séance régulière du 10^e jour de décembre 1990, une résolution approuvant une description des rues de la Gare, Vincent, Blackburn et Trudel, ouvertes au public depuis au moins dix (10) ans et ce, dans le but que la ville devienne propriétaire de ces rues conformément aux dispositions de l'article 422 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C-19); cet article se lit comme suit:

Article 422:

« Les rues et ruelles ouvertes au public depuis au moins dix ans deviennent propriété de la municipalité dès que sont accomplies les formalités suivantes:

1. Le conseil approuve par résolution une description de toutes rues ou ruelles ou de toute partie de celles-ci, pour lesquelles la municipalité entend se prévaloir du présent article;

2. Cette description doit être faite d'après un plan cadastral et un livre de renvoi faits et déposés conformément à la Loi sur le cadastre (chapitre C-1);

3. L'original de cette description doit être déposé au bureau du greffier de la municipalité et une copie certifiée par un arpenteur-géomètre doit être déposée au bureau du registraire de la division d'enregistrement où se trouvent les terrains visés;

4. Le greffier de la municipalité fait publier deux fois à la *Gazette officielle du Québec* et dans un journal quotidien circulant dans la municipalité, avec un intervalle d'au moins trois mois et d'au plus quatre mois entre chaque publication, un avis contenant:

a) le texte intégral du présent article;

b) une description sommaire des rues et ruelles concernées;

c) une déclaration à l'effet que les formalités prévues aux paragraphes 1 et 2 ont été accomplies.

Tout droit auquel des tiers pourraient prétendre à la propriété du fonds desdites rues ou ruelles est prescrit s'il n'est pas exercé par action devant le tribunal compétent dans l'année suivant la dernière publication à la *Gazette officielle du Québec*.

La municipalité ne peut se prévaloir du présent article à l'égard des rues ou ruelles sur lesquelles elle a prélevé une taxe au cours des dix années précédentes.»

Les rues que la ville entend acquérir par la procédure prévue à l'article 422 de la Loi sur les cités et villes sont décrites sommairement comme suit:

Rue de la Gare:**Périmètre C-D-E-F-G-H-I-J-K-L-M-N-O-P-C.**

Un terrain, de figure irrégulière, faisant partie du lot 580 du cadastre officiel de la paroisse de La Malbaie, division d'enregistrement de Charlevoix no 1, municipalité de la ville de La Malbaie, se décrivant comme suit: partant de l'intersection de la limite sud-ouest du lot 568 et de la ligne séparative des lots 566 et 580, soit du point A; du point A, considérant la ligne séparative des lots 566 et 580 avec une direction de 292°47'20" (ligne A-B), suivant une direction de 257°53'11"; une distance de 53,649 mètres jusqu'au point C; le point C est situé à l'intersection des limites nord-ouest et nord-est du terrain présentement décrit; du point C, suivant une direction de 202°52'43", une distance de 7,205 mètres jusqu'au point D; du point D, suivant une direction de 195°44'52", une distance de 55,321 mètres

jusqu'au point E; ce point E est situé sur l'emprise sud-ouest des Chemins de Fer Nationaux du Canada; du point E, suivant l'emprise des Chemins de Fer Nationaux du Canada sur une distance le long de la courbe de 30,166 mètres dont le rayon est de 294,594 mètres jusqu'au point F; du point F, suivant une direction de 317°36'05", une distance de 1,284 mètres jusqu'au point G; du point G, suivant une direction de 48°18'54", une direction de 7,376 mètres jusqu'au point H; du point H, suivant une direction de 46°21'41", une distance de 6,677 mètres jusqu'au point I; du point I, suivant une direction de 38°08'48", une distance de 5,796 mètres jusqu'au point J; du point J, suivant une direction de 35°32'48", une distance de 8,959 mètres jusqu'au point K; du point K, suivant une direction de 19°35'50", une distance de 6,801 mètres jusqu'au point L; du point L, suivant une direction de 13°59'13", une distance de 8,368 mètres jusqu'au point M; du point M, suivant une direction de 0°01'04", une distance de 5,809 mètres jusqu'au point N; du point N, suivant une direction de 14°16'16", une distance de 18,024 mètres jusqu'au point O; du point O, suivant une direction de 15°24'58", une distance de 24,635 mètres jusqu'au point P; du point P, suivant une direction de 111°35'54", une distance de 5,148 mètres jusqu'à nouveau le point C; ce terrain correspondant à une partie de la rue de la Gare possède une superficie de 251,15 mètres carrés. Les distances sont en mètres (SI) et les directions conventionnelles. Le tout tel qu'indiqué à la description technique préparée à Pointe-au-Pic le 12 novembre 1990 par l'arpenteur-géomètre, Gualbert Tremblay, sous le numéro 10396 de ses minutes et au plan 10395-160-11 y annexé.

Rue Vincent:**Périmètre A-B-C-D-E-F-G-H-I-J-K-L-M-N-O-P-Q-A.**

Un terrain, de figure irrégulière, étant et composant les lots 564 partie et 564A, du cadastre officiel de la paroisse de La Malbaie, division d'enregistrement de Charlevoix no 1, municipalité de la ville de La Malbaie se décrivant comme suit: partant de l'intersection de la limite sud-ouest de la rue Saint-Étienne et de la limite sud-est du lot 564A, soit du point A; du point A, en direction sud-ouest, suivant la limite sud-est du lot 564A avec une direction de 315°37'04", une distance de 5,983 mètres jusqu'au point B; du point B, suivant une direction de 311°53'08", une distance de 10,362 mètres jusqu'au point C; du point C, suivant une direction de 281°07'38", une distance de 9,449 mètres jusqu'au point D; du point D, suivant une direction de 288°37'28", une distance de 21,967 mètres jusqu'au point E; du point E, suivant une direction de 289°58'56", une distance de 55,102 mètres jusqu'au point F; du point F, suivant une direction de 292°47'31", une distance de 9,024 mètres jusqu'au point G; du point G, suivant une direction de 31°05'16", une distance de 4,273 mètres jusqu'au point H; du point H, suivant une direction de 111°06'33", une distance de 34,996 mètres jusqu'au point I; du point I, suivant une direction de 110°33'50", une distance de 17,694 mètres jusqu'au point J; du point J, suivant une direction de 110°47'49", une distance de 16,894 mètres jusqu'au point K; du point K, suivant une direction de 108°58'47", une distance de 9,991 mètres jusqu'au point L; du point L, suivant une direction de 104°15'38", une distance de 15,758 mètres jusqu'au point M; du point M, suivant une direction de 128°46'32", une distance de 3,920 mètres jusqu'au point N; du point N, suivant une direction de 131°52'48", une distance de 6,017 mètres jusqu'au point O; du point O, suivant une direction de 131°36'43", une distance de 4,837 mètres jusqu'au point P; du point P, suivant une direction de 128°46'47", une distance de 2,060 mètres jusqu'à la limite sud-ouest de la rue Saint-Étienne, soit le point Q; du point Q,

suivant la limite sud-ouest de la rue Saint-Étienne avec une direction de 220°03'33", une distance de 4,128 mètres jusqu'à nouveau le point A. Ce terrain occupé par la rue Vincent possède une superficie de 426,57 mètres carrés.

N.B. Ce terrain n'est pas situé dans la zone où s'applique la Loi sur la protection du territoire agricole.

Les distances sont en mètres (SI) et les directions conventionnelles.

Le tout tel qu'indiqué à la description technique préparée à Pointe-au-Pic le 12 novembre 1990 par l'arpenteur-géomètre, Gualbert Tremblay, sous le numéro 10394 de ses minutes et au plan 10393-160-09 y annexé.

Rue Blackburn:

Périmètre A-B-C-D-E-F-G-H-I-K-L-M-N-O-P-Q-R-S-A.

Un terrain, de figure irrégulière, faisant partie du lot 703, du cadastre officiel de la paroisse de La Malbaie, division d'enregistrement de Charlevoix no 1, municipalité de la ville de La Malbaie, se décrivant comme suit: partant de l'intersection de la limite sud du chemin Mailloux et de la limite sud-est de la propriété de M. Laurent Belley, soit du point A; du point A, suivant la limite sud du chemin Mailloux avec une direction de 220°12'36", une distance de 12,300 mètres jusqu'au point B; du point B, suivant une direction de 357°10'18", une distance de 17,936 mètres jusqu'au point C; du point C, suivant une direction de 357°35'35", une distance de 25,028 mètres jusqu'au point D; du point D, suivant une direction de 355°00'52", une distance de 27,431 mètres jusqu'au point E; du point E, suivant une direction de 356°18'43", une distance de 23,085 mètres jusqu'au point F; du point F, suivant une direction de 357°44'14", une distance de 46,847 mètres jusqu'au point G; du point G, suivant une direction de 356°25'36", une distance de 41,559 mètres jusqu'au point H; du point H, suivant une direction de 357°04'53", une distance de 47,784 mètres jusqu'au point I; du point I, suivant une direction de 356°21'48", une distance de 55,758 mètres jusqu'au point K; du point K, suivant une direction de 88°19'23", une distance de 15,249 mètres jusqu'au point L; du point L, suivant une direction de 176°21'48", une distance de 55,332 mètres jusqu'au point M; du point M, suivant une direction de 177°04'53", une distance de 47,792 mètres jusqu'au point N; du point N, suivant une direction de 176°25'36", une distance de 41,646 mètres jusqu'au point O; du point O, suivant une direction de 177°44'14", une distance de 44,512 mètres jusqu'au point P; du point P, suivant une direction de 256°42'26", une distance de 3,095 mètres jusqu'au point Q; du point Q, suivant une direction de 177°19'45", une distance de 51,679 mètres jusqu'au point R; du point R, suivant une direction de 224°11'51", une distance de 2,674 mètres jusqu'au point S; du point S, suivant une direction de 178°06'08", une distance de 32,766 mètres jusqu'à nouveau le point A; ce terrain qui correspond à la partie de la rue Blackburn située du côté Sud du chemin Mailloux possède une superficie de 3 832,86 mètres carrés.

N.B. Ce terrain n'est pas situé dans la zone où s'applique la Loi sur la protection du territoire agricole.

Les distances sont en mètres (SI) et les directions conventionnelles.

Le tout tel qu'indiqué à la description technique préparée à Pointe-au-Pic le 1^{er} novembre 1990 par l'arpenteur-géomètre, Gualbert Tremblay, sous le numéro 10380 de ses minutes et au plan 10379-128-60 y annexé.

Rue Trudel:

Périmètre A-B-C-D-E-F-G-H-I-J-K-L-M-N-O-P-Q-R-S-A.

Un terrain, de figure irrégulière, faisant partie des lots 549, 550, 551, 552 et 554, du cadastre officiel de la paroisse de La Malbaie, division d'enregistrement de Charlevoix no 1, municipalité de la ville de La Malbaie, se décrivant comme suit: partant du point A, qui correspond au point F sur le plan accompagnant le procès-verbal de bornage préparé par l'arpenteur Lucien Gravel en date du 2 décembre 1949 et enregistré sous le numéro 33338; de ce point, suivant la limite sud-est de la rue Trudel en direction sud-ouest avec une direction de 0°15'47", une distance de 29,084 mètres jusqu'au point B; du point B, suivant une direction de 354°05'14", une distance de 8,35 mètres jusqu'au point C; du point C, suivant une direction de 352°06'56", une distance de 11,861 mètres jusqu'au point D; du point D, suivant une direction de 349°16'46", une distance de 12,704 mètres jusqu'au point E; du point E, suivant une direction de 349°40'39", une distance de 25,16 mètres jusqu'au point F; ce point F est situé sur l'emprise nord-est du terrain appartenant à Les Chemins de Fer Nationaux du Canada; du point F, suivant l'emprise nord-est des Chemins de Fer Nationaux du Canada avec une direction de 87°14'18", une distance de 5,40 mètres jusqu'au point G; du point G, suivant une direction de 172°51'03", une distance de 16,024 mètres jusqu'au point H; du point H, suivant une direction de 171°00'14", une distance de 6,378 mètres jusqu'au point I; du point I, suivant une direction de 164°29'46", une distance de 5,423 mètres jusqu'au point J; du point J, suivant une direction de 171°14'14", une distance de 7,149 mètres jusqu'au point K; du point K, suivant une direction de 167°44'55", une distance de 9,658 mètres jusqu'au point L; du point L, suivant une direction de 171°40'48", une distance de 17,256 mètres jusqu'au point M; du point M, suivant une direction de 179°35'14", une distance de 8,182 mètres jusqu'au point N; du point N, suivant une direction de 179°50'51", une distance de 9,26 mètres jusqu'au point O; du point O, suivant une direction de 177°00'25", une distance de 7,98 mètres jusqu'au point P; du point P, suivant une direction de 174°29'08", une distance de 10,975 mètres jusqu'au point Q; du point Q, suivant une direction de 171°01'51", une distance de 10,526 mètres jusqu'au point R; du point R, suivant une direction de 276°33'34", une distance de 0,581 mètre jusqu'au point S; ce point correspond au point 15 sur le plan accompagnant le procès-verbal de bornage préparé par l'arpenteur Lucien Gravel en date du 7 octobre 1960 et enregistré sous le numéro 42348 du point S, suivant une direction de 337°09'03", une distance de 22,827 mètres jusqu'à nouveau le point A; ce terrain contient une superficie de 539,21 mètres carrés.

N.B. Ce terrain n'est pas situé dans la zone où s'applique la Loi sur la protection du territoire agricole.

Les distances sont en mètres (SI) et les directions conventionnelles.

Le tout tel qu'indiqué à la description technique préparée à Pointe-au-Pic le 1^{er} novembre 1990 par l'arpenteur-géomètre, Gualbert Tremblay, sous le numéro 10378 de ses minutes et au plan 10377-115-34 y annexé.

Je, soussigné, déclare que le Conseil municipal de la ville de La Malbaie a approuvé, par sa résolution numéro 12-14-90, à la séance régulière du 10^e jour de décembre 1990, une description des rues ci-haut décrites pour lesquelles la ville entend devenir propriétaire suivant les prescriptions de l'article 422 de la Loi sur les cités et villes. Cette dernière déclaration est faite aux dispositions du paragraphe 4 c dudit article.

La Malbaie, le 10 décembre 1990

70692-3-2

Le secrétaire-trésorier,
ROGER ARPIN, O.M.A.**Changement de nom et d'autres
qualités de l'état civil — Loi sur le****Accordés****Brian Gerald Smith**

Par le certificat numéro 91-113 du 20 mars 1991, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Brian Gerald Favreau, né le 6 février 1955, en celui de Brian Gerald Smith.

Sainte-Foy, le 27 mars 1991

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

2537

Jeffrey Josef Kanel

Par le certificat numéro 91-107 du 20 mars 1991, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Josef Kanel, né le 13 mai 1968, en celui de Jeffrey Josef Kanel.

Sainte-Foy, le 27 mars 1991

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

2537

Joseph Aurèle Georges André Quintal

Par le certificat numéro 91-106 du 20 mars 1991, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de André Frappier, né le 8 novembre 1946, en celui de Joseph Aurèle Georges André Quintal.

Sainte-Foy, le 27 mars 1991

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

2537

Joseph Christian David Ferrari

Par le certificat numéro 91-119 du 20 mars 1991, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Christian David Paquette, né le 22 août 1969, en celui de Joseph Christian David Ferrari.

Sainte-Foy, le 2 avril 1991

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

2537

Joseph François Duceppe-Lamarre

Par le certificat numéro 91-111 du 20 mars 1991, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph-François Lopez, né le 5 avril 1967, en celui de Joseph François Duceppe-Lamarre.

Sainte-Foy, le 27 mars 1991

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

2537

Joseph Michel Pierre Hébert

Par le certificat numéro 91-112 du 20 mars 1991, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Michel Pierre Landry, né le 9 janvier 1961, en celui de Joseph Michel Pierre Hébert.

Sainte-Foy, le 27 mars 1991

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

2537

Joseph Pierre Antoine Michaud

Par le certificat numéro 91-120 du 20 mars 1991, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Pierre Antoine Sirois, né le 30 juillet 1936, en celui de Joseph Pierre Antoine Michaud.

Sainte-Foy, le 2 avril 1991

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

2537

Marie Anita Manon Heidi Foisy

Par le certificat numéro 91-118 du 20 mars 1991, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Anita Manon Foisy, née le 27 novembre 1966, en celui de Marie Anita Manon Heidi Foisy.

Sainte-Foy, le 2 avril 1991

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

2537

Marie Blanche Oliva Francine Labrecque

Par le certificat numéro 91-110 du 20 mars 1991, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Blanche Oliva Françoise Labrecque, née le 18 décembre 1938, en celui de Marie Blanche Oliva Francine Labrecque.

Sainte-Foy, le 27 mars 1991

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

2537

Marie Jessica Ghislaine Yolande GauthierPar le certificat numéro 91-108 du 20 mars 1991, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Antoinette Ghislaine Yolande Gauthier, née le 1^{er} septembre 1943, en celui de Marie Jessica Ghislaine Yolande Gauthier.

Sainte-Foy, le 27 mars 1991

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

2537

Marie Nicole Chantal Vicky Garofano

Par le certificat numéro 91-109 du 20 mars 1991, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Nicole Chantal Garofano, née le 16 novembre 1970, en celui de Marie Nicole Chantal Vicky Garofano.

Sainte-Foy, le 27 mars 1991

2537 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Pierrette Nancy Kirouac

Par le certificat numéro 91-103 du 20 mars 1991, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Pierrette Dency Kirouac, née le 9 janvier 1950, en celui de Marie Pierrette Nancy Kirouac.

Sainte-Foy, le 27 mars 1991

2537 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Suzanne Nathalie Lebreux

Par le certificat numéro 91-104 du 20 mars 1991, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Suzanne Nathalie Wagner, née le 4 mars 1971, en celui de Marie Suzanne Nathalie Lebreux.

Sainte-Foy, le 27 mars 1991

2537 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Nathalie Darocha

Par le certificat numéro 91-114 du 20 mars 1991, le ministre de la Justice a effectué le changement d'indication de sexe et de prénom de João Silva Ferreira Darocha, né le 27 août 1959, en celui de Nathalie.

Sainte-Foy, le 2 avril 1991

2537 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Nathalie Marie Lapierre

Par le certificat numéro 91-117 du 20 mars 1991, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Nathalie Marie St-Jean-Lapierre, née le 15 juin 1972, en celui de Nathalie Marie Lapierre.

Sainte-Foy, le 2 avril 1991

2537 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Philippe Thanh Vinh Buu

Par le certificat numéro 91-102 du 20 mars 1991, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Thanh Vinh Buu, né le 21 février 1964, en celui de Philippe Thanh Vinh Buu.

Sainte-Foy, le 27 mars 1991

2537 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Prosper Aimé Kira

Par le certificat numéro 91-105 du 20 mars 1991, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Prosper Aimé Kiraranyanya, né le 25 janvier 1972, en celui de Prosper Aimé Kira.

Sainte-Foy, le 27 mars 1991

2537 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Samara Uy

Par le certificat numéro 91-115 du 20 mars 1991, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Sam Ourn Uy, né le 9 août 1952, en celui de Samara Uy.

Sainte-Foy, le 2 avril 1991

2537 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Samuel Pierre-Paul

Par le certificat numéro 91-116 du 20 mars 1991, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Salmat junior Pierre-Paul, né le 16 décembre 1969, en celui de Samuel Pierre-Paul.

Sainte-Foy, le 2 avril 1991

2537 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Changement de nom et d'autres qualités de l'état civil — Loi sur le

Demands**Arthur Mejer**

Prenez avis que Arthur Mejer, domicilié au 7920, côte Saint-Luc, appartement 300, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Arthur Aaron Meyer.

Montréal, le 4 avril 1991

72412-16-2 *Le requérant,*
ARTHUR MEJER

Bernard Brunet

Prenez avis que Bernard Brunet, domicilié au 1662, Massenet, Chomedey, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph Omer Jacques Bernard.

Montréal, le 27 mars 1991

72322-15-2 *Le requérant,*
BERNARD BRUNET

Bluma Rozalia Krzepicki

Prenez avis que Bluma Rozalia Krzepicki, domiciliée au 2351, Paddock Row, Saint-Lazare, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Bebe Krzepicki.

Montréal, le 28 mars 1991

72395-16-2 *Le procureur de la requérante,*
J. DANIEL PHELAN

Carmelina Bracca

Prenez avis que Carmelina Bracca, domiciliée au 3297, Aubry, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Carmelina Braca.

Montréal, le 26 mars 1991

La requérante,

CARMELINA BRACCA

72284-15-2

Dominique Ghislain Simond

Prenez avis que Dominique Ghislain Simond, domicilié au 160, rue des Jonquilles, Hull, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Dominique Ghislain Obomsawin.

Hull, le 22 mars 1991

Le requérant,

DOMINIQUE GHISLAIN SIMOND

72345-16-2

Ernest McCormick

Prenez avis que Ernest McCormick, domicilié au 62, boulevard Hôtel-de-Ville, Val-d'Or, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Ernest Tomlin.

La personne dont le nom peut être changé à la suite de la requête est son épouse, Rita Degagné.

Val-d'Or, le 25 mars 1991

Le procureur du requérant,
NORMAND GÉLINAS, notaire

72255-15-2

Eugéna Deschênes

Prenez avis que Eugéna Deschênes, domiciliée au 3405, rue De Courval, appartement 2, Trois-Rivières, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Gina Deschênes.

Trois-Rivières, le 22 mars 1991

Les procureurs de la requérante,
LEGRIS, MICHAUD & LACOURSIERE

72252-15-2

Gilles Perron

Prenez avis que Gilles Perron, domicilié au 2415, Terrasse Guindon, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Gilles St-Pierre.

Le nom d'aucune autre personne n'est affecté par la requête.
Montréal, le 26 mars 1991

Le procureur du requérant,
GUYLAINE PLOURDE, avocate

72325-15-2

Harinder Singh Sachdeva

Prenez avis que Harinder Singh Sachdeva, domicilié au 5387, place Belfield, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui

de Bobby Harinder Sachdeva.

Montréal, le 28 mars 1991

Le requérant,

HARINDER SINGH SACHDEVA

72344-16-2

Hormidas Pomerleau

Prenez avis que Hormidas Pomerleau, domicilié au 4568 D, des Bosquets, Saint-Augustin, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Harry Pomerleau.

Saint-Augustin, le 2 avril 1991

Le requérant,

HORMIDAS POMERLEAU

72354-16-2

Joseph Claude Resther

Prenez avis que Joseph Claude Resther, domicilié au 18, chemin des Daim, Lac-Guindon, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph Claude Patrice Resther.

Montréal, le 9 avril 1991

Le procureur du requérant,
MICHEL SYNNOTT, avocat

72450-16-2

Joseph Denis Christian Bergeron

Prenez avis que Joseph Denis Christian Bergeron, domicilié au 9085, place du Berger, Charlesbourg, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Anthony Sterling.

Charlesbourg, le 3 avril 1991

Le requérant,

JOSEPH DENIS CHRISTIAN BERGERON

72355-16-2

Joseph Gérard Gaston McFallum

Prenez avis que Joseph Gérard Gaston McFallum, domicilié au 125, rue des Oeillet, Lauzon, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph Gérard Gaston Turcotte.

Lauzon, le 8 avril 1991

Le requérant,

JOSEPH GÉRARD GASTON MCFALLUM

72384-16-2

Joseph Hector Marcellin Marinier

Prenez avis que Joseph, Hector, Marcellin Marinier, domicilié au 98, Principale Nord, Maniwaki, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph, Hector, Marcel Marinier.

Maniwaki, le 26 mars 1991

Le procureur du requérant,
ALAIN VILLENEUVE, avocat

72324-15-2

Joseph Réal Stéphane Garand

Prenez avis que Joseph Réal Stéphane Garand, domicilié au 226, 13^e Avenue Nord, Sherbrooke, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph Stéphane Jean-Christophe Garand.

Sherbrooke, le 8 avril 1991

Le requérant,
STÉPHANE GARAND

72460-16-2

Josselin Champagne

Prenez avis que Josselin Champagne, domicilié au 273, rang 9, Saint-Honoré, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Jocelyn Champagne.

Saint-Honoré, le 27 mars 1991

Le requérant,
JOSSELIN CHAMPAGNE

72282-15-2

Khiet Phan Ha

Prenez avis que Khiet Phan Ha, domiciliée au 7090, rue Saint-Denis, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Jennifer Ha.

Montréal, le 20 mars 1991

Le procureur de la requérante,
MARION THIBAUT, avocate

72396-16-2

Ling Gao

Prenez avis que Ling Gao, domiciliée au 65, rue d'Auteuil, Québec, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Aline Ling Ko.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que la requérante elle-même.

Sainte-Foy, le 8 avril 1991

Le procureur de la requérante,
ANDRÉ FLEURY, notaire

72453-16-2

Lucie Tremblay

Prenez avis que Lucie Tremblay, domiciliée au 235, chemin Fitch Bay, C.P. 352, Magog, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Lucie Saint-Pierre.

Magog, le 4 avril 1991

Le procureur de la requérante,
ANDRÉ CARON, notaire

72422-16-2

Lucienne Langlois

Prenez avis que Lucienne Langlois, domiciliée au 286, route 109 Sud, Saint-Félix-de-Dalquier, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en

celui de Germaine Langlois.

Amos, le 14 mars 1991

Le procureur de la requérante,
PIERRE BÉLANGER, avocat

72216-15-2

Marie Colette Chassé

Prenez avis que Marie Colette Chassé, domiciliée au 3120, de la Paix, Sainte-Foy, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marie Danièle Colette Horth.

Sainte-Foy, le 2 avril 1991

La requérante,
MARIE COLETTE CHASSÉ

72343-16-2

Marie Johanne Aurore Gauthier

Prenez avis que Marie Johanne Aurore Gauthier, domiciliée au 8, chemin Lac-des-Piles, Saint-Gérard-des-Laurentides, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marie Joane Aurore Gauthier.

Shawinigan, le 25 mars 1991

Le procureur de la requérante,
PAUL DESAULNIERS, notaire

72281-15-2

Marie Raymonde Gemma Chasseur

Prenez avis que Marie Raymonde Gemma Chasseur, domiciliée au 319, rue Principale, Saint-Octave-de-Métis, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marie Raymonde Gemma Lechasseur.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que la requérante elle-même.

Mont-Joli, le 5 avril 1991

Le procureur de la requérante,
GUY VOYER, avocat

72410-16-2

Marjorie Violet Schratwiser

Prenez avis que Marjorie Violet Schratwiser, domiciliée au 5255, chemin Côte-Saint-Luc, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marjorie Violet Howarth.

Montréal, le 6 avril 1991

La requérante,
MARJORIE VIOLET SCHRATWISER

72416-16-2

Patrice Auger-Rochon

Prenez avis que Patrice Auger-Rochon, domicilié au 824, Moreau, Sainte-Foy, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Patrice Rochon.

Sainte-Foy, le 26 mars 1991

72326-15-2

Le requérant,
PATRICE AUGER-ROCHON

Peraskevi Logothetis

Prenez avis que Peraskevi Logothetis, domiciliée au 6800, chemin Côte-Saint-Luc, appartement 709, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Patricia Vicki Stevens.

Montréal, le 2 avril 1991

Le procureur de la requérante,
NORMAN LAZARE, avocat

72368-16-2

Pierre-Louis Reynold

Prenez avis que Pierre-Louis Reynold, domicilié au 5453, Van Horne, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph Eddyson.

Montréal, le 26 mars 1991

Le procureur du requérant,
JOSEPH W. ALLEN

72276-15-2

Raymond Christo dit Christin

Prenez avis que Raymond Christo dit Christin, domicilié au 12450, 89^e Avenue, quartier Rivière-des-Prairies, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Raymond Christin.

La seule personne dont le nom peut être changé à la suite de la requête est son épouse, Denise Trépanier, domiciliée sur la 32^e Avenue, quartier Pointe-aux-Trembles à Montréal.

Montréal, le 28 mars 1991

Le procureur du requérant,
LOUIS JEANNOTTE, notaire

72427-16-2

Robert Morin

Prenez avis que Robert Morin, domicilié au 7165, chemin Chambly, appartement 4, Longueuil, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Robert Gagné.

Longueuil, le 4 avril 1991

Le procureur du requérant,
SERGE POUPART, avocat

72415-16-2

Roméo Duchesne

Prenez avis que Roméo Duchesne, domicilié au 636, rue Laurier, Trois-Rivières, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Roméo Lyonnais.

Trois-Rivières, le 3 avril 1991

72385-16-2

Le procureur du requérant,
JEAN MARTIN, notaire

Sylvain Savard

Prenez avis que Sylvain Savard, domicilié au 8350, boulevard Sainte-Anne, Château-Richer, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Sylvain Lamarre.

Château-Richer, le 2 avril 1991

Le requérant,
SYLVAIN SAVARD

72323-15-2

Vincenzo Gimi Perri

Prenez avis que Vincenzo Gimi Perri, domicilié au 22, rue Morin, Saint-Constant, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Vincenzo Jimmy Perri.

Les personnes dont le nom peut être changé à la suite de la requête sont: dame Maria Rubiano, épouse du requérant, et leur fils mineur non émancipé, Robert Rosario Perri, tous deux domiciliés à la même adresse que le requérant.

Montréal, le 2 avril 1991

Le procureur du requérant,
NATHALIE MUNGER, notaire

72364-16-2

Yi-Hau Wang

Prenez avis que Yi-Hau Wang, domicilié au 83, Watford, Beaconsfield, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Edward Yi-Hau Wang.

Montréal, le 3 avril 1991

Le procureur du requérant,
CLAUDETTE DAGENAI, avocate

72386-16-2

Compagnies (Partie IA) — Loi sur les

Délivrance d'un certificat de constitution

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat de constitution à chacune des compagnies suivantes:

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2851-6797 2851-6797 QUÉBEC INC.	1991 02 25	Trois-Rivières
2852-1680 2852-1680 QUÉBEC INC.	1991 03 25	Iberville
2852-1698 2852-1698 QUÉBEC INC.	1991 03 25	Bedford
2852-3371 2852-3371 QUÉBEC INC.	1991 03 18	Rimouski
2852-3389 2852-3389 QUÉBEC INC.	1991 03 18	Trois-Rivières
2852-3397 2852-3397 QUÉBEC INC.	1991 03 18	Drummond
2852-3405 2852-3405 QUÉBEC INC.	1991 03 15	Drummond
2852-3413 2852-3413 QUÉBEC INC.	1991 03 14	Saint-François
2852-3421 2852-3421 QUÉBEC INC.	1991 03 19	Drummond
2852-3439 2852-3439 QUÉBEC INC.	1991 03 21	Drummond
2852-3447 2852-3447 QUÉBEC INC.	1991 03 22	Abitibi
2852-3454 2852-3454 QUÉBEC INC.	1991 03 22	Abitibi
2852-3462 2852-3462 QUÉBEC INC.	1991 03 22	Abitibi
2852-3470 2852-3470 QUÉBEC INC.	1991 03 21	Beauharnois
2852-3488 2852-3488 QUÉBEC INC.	1991 03 21	Beauharnois
2852-3496 2852-3496 QUÉBEC INC.	1991 03 26	Saint-François
2852-3736 2852-3736 QUÉBEC INC.	1991 03 25	Montréal
2852-3744 2852-3744 QUÉBEC INC.	1991 03 25	Drummond
2852-3751 2852-3751 QUÉBEC INC.	1991 03 26	Saint-François
2852-3835 2852-3835 QUÉBEC INC.	1991 03 27	Chicoutimi
2852-3843 2852-3843 QUÉBEC INC.	1991 03 27	Rimouski
2852-4114 2852-4114 QUÉBEC INC.	1991 03 22	Québec

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2852-4411		
2852-4411 QUÉBEC INC.	1991 03 26	Longueuil
2852-4429		
2852-4429 QUÉBEC INC.	1991 03 26	Rimouski
2852-4445		
2852-4445 QUÉBEC INC.	1991 03 26	Joliette
2852-4486		
2852-4486 QUÉBEC INC.	1991 03 27	Trois-Rivières
2852-4502		
2852-4502 QUÉBEC INC.	1991 04 01	Frontenac
2852-4528		
2852-4528 QUÉBEC INC.	1991 03 27	Québec
2852-4536		
2852-4536 QUÉBEC INC.	1991 04 01	Québec
2852-4684		
2852-4684 QUÉBEC INC.	1991 03 25	Québec
2852-4692		
2852-4692 QUÉBEC INC.	1991 03 25	Montréal
2852-4809		
2852-4809 QUÉBEC INC.	1991 03 26	Québec
2852-4825		
2852-4825 QUÉBEC INC.	1991 03 27	Québec
2852-4890		
2852-4890 QUÉBEC INC.	1991 03 27	Québec
2852-4908		
2852-4908 QUÉBEC INC.	1991 03 27	Québec
2852-4924		
2852-4924 QUÉBEC INC.	1991 03 27	Rimouski
2852-4940		
2852-4940 QUÉBEC INC.	1991 03 27	Québec
2852-5087		
2852-5087 QUÉBEC INC.	1991 03 22	Québec
2852-5103		
2852-5103 QUÉBEC INC.	1991 03 22	Québec
2852-5160		
2852-5160 QUÉBEC INC.	1991 03 19	Bedford
2852-5178		
2852-5178 QUÉBEC INC.	1991 03 26	Québec
2852-5194		
2852-5194 QUÉBEC INC.	1991 03 26	Québec
2852-6002		
2852-6002 QUÉBEC INC.	1991 03 25	Beauharnois
2852-6036		
2852-6036 QUÉBEC INC.	1991 03 26	Saint-François
2852-6044		
2852-6044 QUÉBEC INC.	1991 03 25	Trois-Rivières
2852-6051		
2852-6051 QUÉBEC INC.	1991 03 25	Trois-Rivières
2852-6069		
2852-6069 QUÉBEC INC.	1991 03 25	Beauharnois
2852-6192		
2852-6192 QUÉBEC INC.	1991 03 20	Frontenac

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2852-6200		
2852-6200 QUÉBEC INC.	1991 03 28	Arthabaska
2852-7067		
2852-7067 QUÉBEC INC.	1991 03 28	Richelieu
2852-7257		
2852-7257 QUÉBEC INC.	1991 03 27	Kamouraska
2852-7265		
2852-7265 QUÉBEC INC.	1991 03 27	Kamouraska
2852-7273		
2852-7273 QUÉBEC INC.	1991 03 27	Kamouraska
2852-7281		
2852-7281 QUÉBEC INC.	1991 03 27	Kamouraska
2853-7355		
2853-7355 QUÉBEC INC.	1991 03 21	Abitibi
2853-7413		
2853-7413 QUÉBEC INC.	1991 04 01	Arthabaska
2854-4971		
2854-4971 QUÉBEC INC.	1991 03 21	Montréal
2854-4989		
2854-4989 QUÉBEC INC.	1991 03 21	Beauharnois
2854-4997		
2854-4997 QUÉBEC INC.	1991 03 21	Montréal
2854-5069		
2854-5069 QUÉBEC INC.	1991 03 20	Mingan
2854-5077		
2854-5077 QUÉBEC INC.	1991 03 20	Mingan
2854-5093		
2854-5093 QUÉBEC INC.	1991 03 20	Montréal
2854-5119		
2854-5119 QUÉBEC INC.	1991 03 20	Richelieu
2854-5135		
2854-5135 QUÉBEC INC.	1991 03 20	Longueuil
2854-5143		
2854-5143 QUÉBEC INC.	1991 03 20	Montréal
2854-5150		
2854-5150 QUÉBEC INC.	1991 03 20	Montréal
2854-5192		
2854-5192 QUÉBEC INC.	1991 03 21	Montréal
2854-5267		
2854-5267 QUÉBEC INC.	1991 03 20	Saint-Hyacinthe
2854-5275		
2854-5275 QUÉBEC INC.	1991 03 20	Longueuil
2854-5283		
2854-5283 QUÉBEC INC.	1991 03 20	Montréal
2854-5309		
2854-5309 QUÉBEC INC.	1991 03 20	Richelieu
2854-5317		
2854-5317 QUÉBEC INC.	1991 03 20	Montréal
2854-5325		
2854-5325 QUÉBEC INC.	1991 03 21	Québec
2854-5358		
2854-5358 QUÉBEC INC.	1991 03 21	Longueuil

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2854-5366		
2854-5366 QUÉBEC INC.	1991 03 21	Terrebonne
2854-5382		
2854-5382 QUÉBEC INC.	1991 03 21	Montréal
2854-5390		
2854-5390 QUÉBEC INC.	1991 03 21	Terrebonne
2854-5416		
2854-5416 QUÉBEC INC.	1991 03 22	Montréal
2854-5424		
2854-5424 QUÉBEC INC.	1991 03 22	Terrebonne
2854-5432		
2854-5432 QUÉBEC INC.	1991 03 22	Saint-François
2854-5465		
2854-5465 QUÉBEC INC.	1991 03 22	Montréal
2854-5473		
2854-5473 QUÉBEC INC.	1991 03 22	Joliette
2854-5481		
2854-5481 QUÉBEC INC.	1991 03 22	Saint-Hyacinthe
2854-5499		
2854-5499 QUÉBEC INC.	1991 03 22	Montréal
2854-5515		
2854-5515 QUÉBEC INC.	1991 03 22	Montréal
2854-5531		
2854-5531 QUÉBEC INC.	1991 03 22	Montréal
2854-5556		
2854-5556 QUÉBEC INC.	1991 03 22	Longueuil
2854-5572		
2854-5572 QUÉBEC INC.	1991 03 25	Montréal
2854-5580		
2854-5580 QUÉBEC INC.	1991 03 25	Montréal
2854-5622		
2854-5622 QUÉBEC INC.	1991 03 21	Beauharnois
2854-5648		
2854-5648 QUÉBEC INC.	1991 03 21	Montréal
2854-5697		
2854-5697 QUÉBEC INC.	1991 03 22	Montréal
2854-5713		
2854-5713 QUÉBEC INC.	1991 03 22	Montréal
2854-5721		
2854-5721 QUÉBEC INC.	1991 03 25	Laval
2854-5747		
2854-5747 QUÉBEC INC.	1991 03 25	Montréal
2854-5754		
2854-5754 QUÉBEC INC.	1991 03 25	Longueuil
2854-5762		
2854-5762 QUÉBEC INC.	1991 03 25	Longueuil
2854-5796		
2854-5796 QUÉBEC INC.	1991 03 25	Montréal
2854-5812		
2854-5812 QUÉBEC INC.	1991 03 21	Laval
2854-5820		
2854-5820 QUÉBEC INC.	1991 03 21	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2854-5838		
2854-5838 QUÉBEC INC.	1991 03 21	Montréal
2854-5861		
2854-5861 QUÉBEC INC.	1991 03 22	Labelle
2854-5903		
2854-5903 QUÉBEC INC.	1991 03 21	Longueuil
2854-5911		
2854-5911 QUÉBEC INC.	1991 03 21	Abitibi
2854-5929		
2854-5929 QUÉBEC INC.	1991 03 21	Bonaventure
2854-5960		
2854-5960 QUÉBEC INC.	1991 03 21	Montréal
2854-5986		
2854-5986 QUÉBEC INC.	1991 03 22	Montréal
2854-5994		
2854-5994 QUÉBEC INC.	1991 03 22	Montréal
2854-6000		
2854-6000 QUÉBEC INC.	1991 03 22	Montréal
2854-6042		
2854-6042 QUÉBEC INC.	1991 03 22	Montréal
2854-6067		
2854-6067 QUÉBEC INC.	1991 03 22	Montréal
2854-6075		
2854-6075 QUÉBEC INC.	1991 03 22	Montréal
2854-6091		
2854-6091 QUÉBEC INC.	1991 03 22	Longueuil
2854-6133		
2854-6133 QUÉBEC INC.	1991 03 22	Iberville
2854-6141		
2854-6141 QUÉBEC INC.	1991 03 22	Bedford
2854-6174		
2854-6174 QUÉBEC INC.	1991 03 22	Longueuil
2854-6182		
2854-6182 QUÉBEC INC.	1991 03 22	Joliette
2854-6190		
2854-6190 QUÉBEC INC.	1991 03 25	Montréal
2854-6208		
2854-6208 QUÉBEC INC.	1991 03 25	Terrebonne
2854-6224		
2854-6224 QUÉBEC INC.	1991 03 25	Laval
2854-6232		
2854-6232 QUÉBEC INC.	1991 03 25	Saint-François
2854-6240		
2854-6240 QUÉBEC INC.	1991 03 25	Terrebonne
2854-6281		
2854-6281 QUÉBEC INC.	1991 03 25	Terrebonne
2854-6299		
2854-6299 QUÉBEC INC.	1991 03 25	Chicoutimi
2854-6422		
2854-6422 QUÉBEC INC.	1991 03 25	Montréal
2854-6455		
2854-6455 QUÉBEC INC.	1991 03 26	Chicoutimi

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2854-6539		
2854-6539 QUÉBEC INC.	1991 03 26	Montréal
2854-6570		
2854-6570 QUÉBEC INC.	1991 03 26	Beauharnois
2854-6588		
2854-6588 QUÉBEC INC.	1991 03 26	Laval
2854-6596		
2854-6596 QUÉBEC INC.	1991 03 26	Montréal
2854-6620		
2854-6620 QUÉBEC INC.	1991 03 26	Montréal
2854-6679		
2854-6679 QUÉBEC INC.	1991 03 26	Beauharnois
2854-6695		
2854-6695 QUÉBEC INC.	1991 03 26	Longueuil
2854-6703		
2854-6703 QUÉBEC INC.	1991 03 25	Longueuil
2854-6711		
2854-6711 QUÉBEC INC.	1991 03 25	Drummond
2854-6729		
2854-6729 QUÉBEC INC.	1991 03 25	Terrebonne
2854-6778		
2854-6778 QUÉBEC INC.	1991 03 25	Drummond
2854-6786		
2854-6786 QUÉBEC INC.	1991 03 25	Montréal
2854-6802		
2854-6802 QUÉBEC INC.	1991 03 25	Laval
2854-6877		
2854-6877 QUÉBEC INC.	1991 03 27	Trois-Rivières
2854-6885		
2854-6885 QUÉBEC INC.	1991 03 27	Trois-Rivières
2854-6893		
2854-6893 QUÉBEC INC.	1991 03 27	Trois-Rivières
2854-6935		
2854-6935 QUÉBEC INC.	1991 03 25	Laval
2854-6968		
2854-6968 QUÉBEC INC.	1991 03 26	Laval
2854-6976		
2854-6976 QUÉBEC INC.	1991 03 26	Terrebonne
2854-7065		
2854-7065 QUÉBEC INC.	1991 03 26	Montréal
2854-7073		
2854-7073 QUÉBEC INC.	1991 03 26	Longueuil
2854-7081		
2854-7081 QUÉBEC INC.	1991 03 26	Laval
2854-7099		
2854-7099 QUÉBEC INC.	1991 03 26	Laval
2854-7107		
2854-7107 QUÉBEC INC.	1991 03 26	Montréal
2854-7164		
2854-7164 QUÉBEC INC.	1991 03 26	Montréal
2854-7172		
2854-7172 QUÉBEC INC.	1991 03 26	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2854-7180		
2854-7180 QUÉBEC INC.	1991 03 26	Montréal
2854-7222		
2854-7222 QUÉBEC INC.	1991 03 26	Saint-François
2854-7255		
2854-7255 QUÉBEC INC.	1991 03 26	Montréal
2854-7263		
2854-7263 QUÉBEC INC.	1991 03 26	Longueuil
2854-7271		
2854-7271 QUÉBEC INC.	1991 03 26	Saint-François
2854-7297		
2854-7297 QUÉBEC INC.	1991 03 26	Beauharnois
2854-7313		
2854-7313 QUÉBEC INC.	1991 03 26	Montréal
2854-7321		
2854-7321 QUÉBEC INC.	1991 03 26	Montréal
2854-7339		
2854-7339 QUÉBEC INC.	1991 03 26	Montréal
2854-7354		
2854-7354 QUÉBEC INC.	1991 03 27	Longueuil
2854-7404		
2854-7404 QUÉBEC INC.	1991 03 27	Saint-Maurice
2854-7412		
2854-7412 QUÉBEC INC.	1991 03 27	Trois-Rivières
2854-7420		
2854-7420 QUÉBEC INC.	1991 03 27	Trois-Rivières
2854-7438		
2854-7438 QUÉBEC INC.	1991 03 27	Longueuil
2854-7446		
2854-7446 QUÉBEC INC.	1991 03 27	Saint-Maurice
2854-7511		
2854-7511 QUÉBEC INC.	1991 03 26	Abitibi
2854-7552		
2854-7552 QUÉBEC INC.	1991 03 27	Saint-François
2854-7560		
2854-7560 QUÉBEC INC.	1991 03 27	Rimouski
2854-7578		
2854-7578 QUÉBEC INC.	1991 03 27	Montréal
2854-7586		
2854-7586 QUÉBEC INC.	1991 03 28	Montréal
2854-7628		
2854-7628 QUÉBEC INC.	1991 03 28	Montréal
2854-7644		
2854-7644 QUÉBEC INC.	1991 03 28	Montréal
2854-7651		
2854-7651 QUÉBEC INC.	1991 03 28	Longueuil
2854-7669		
2854-7669 QUÉBEC INC.	1991 03 27	Longueuil
2854-7701		
2854-7701 QUÉBEC INC.	1991 03 27	Montréal
2854-7743		
2854-7743 QUÉBEC INC.	1991 03 26	Bonaventure

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2854-7750		
2854-7750 QUÉBEC INC.	1991 03 26	Laval
2854-7768		
2854-7768 QUÉBEC INC.	1991 03 26	Richelieu
2854-7776		
2854-7776 QUÉBEC INC.	1991 03 26	Richelieu
2854-7792		
2854-7792 QUÉBEC INC.	1991 03 27	Terrebonne
2854-7800		
2854-7800 QUÉBEC INC.	1991 03 27	Abitibi
2854-7826		
2854-7826 QUÉBEC INC.	1991 03 27	Laval
2854-7842		
2854-7842 QUÉBEC INC.	1991 03 27	Laval
2854-7859		
2854-7859 QUÉBEC INC.	1991 03 27	Longueuil
2854-7941		
2854-7941 QUÉBEC INC.	1991 03 27	Joliette
2854-7958		
2854-7958 QUÉBEC INC.	1991 03 27	Saint-François
2854-7966		
2854-7966 QUÉBEC INC.	1991 03 27	Montréal
2854-7974		
2854-7974 QUÉBEC INC.	1991 03 27	Terrebonne
2854-8006		
2854-8006 QUÉBEC INC.	1991 03 27	Frontenac
2854-8014		
2854-8014 QUÉBEC INC.	1991 03 27	Frontenac
2854-8022		
2854-8022 QUÉBEC INC.	1991 03 27	Montréal
2852-4767		
ALAIN BLANCHETTE INC.	1991 03 26	Québec
2854-6257		
ALIMENTATION BEDROS INC.	1991 03 25	Montréal
2854-5176		
ALIMENTATION S.C.D. INC.	1991 03 21	Longueuil
2854-6521		
AMÉNAGEMENT PROFEX INC.	1991 03 26	Terrebonne
2854-6653		
L'AMI DES ANIMAUX R.L. INC.	1991 03 26	Laval
2854-5044		
AUBAINES BARAKA INC.	1991 03 20	Montréal
2852-4346		
AUBERGE DE LA MER A.D.L.M. INC.	1991 03 25	Baie Comeau
2852-4387		
LES AUTOMOBILES FLEURY INC.	1991 03 26	Québec
2852-4189		
AUTOS FUSION INC.	1991 03 25	Québec
2854-5788		
A.A. SOMMET RÉFRIGÉRATION (1991) INC.	1991 03 25	Montréal
2854-7867		
BENMARK INC.	1991 03 27	Terrebonne

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2852-3363 BERNIER, CONSEILLERS CANINS INC.	1991 03 22	Québec
2852-4759 BOIS DE CHAUFFAGE ÉCONAUD INC.	1991 03 26	Québec
2854-6083 BOIS DE CHAUFFAGE J.M.R. INC.	1991 03 22	Montréal
2854-7032 BONNEAU GENDRON INC.	1991 03 25	Joliette
2852-3637 BOUFFON FÊTE INC.	1991 03 25	Rimouski
2854-5523 BO-RESTO INC.	1991 03 25	Montréal
2854-5085 BUANDERIE FRANMAR INC. FRANMAR LAUNDROMAT INC.	1991 03 20	Montréal
2854-6018 LE BUREAU D'EXPERTISE THERMIQUE M.R.J. INC.	1991 03 22	Montréal
2852-4130 BUREAU PLUS G.D. (1991) INC.	1991 03 22	Québec
2854-6927 B.D. VISION INC.	1991 03 25	Montréal
2854-7230 CAFÉ CARTMA INC.	1991 03 26	Montréal
2854-6497 CAN EMRO IMMOBILIER CANADA INC.	1991 03 26	Montréal
2852-4437 CARMAGEST INC.	1991 03 26	Montréal
2852-4361 LE CARROSSIER MICHEL COUTURE INC.	1991 03 26	Québec
2852-5095 CARROSSIERS ALAIN BOUSQUET INC.	1991 03 22	Montréal
2852-4205 LA CÉDRIÈRE DES GRONDINES INC.	1991 03 25	Québec
2852-6010 CENTRE CANIN ET FÉLIN DU SAGUENAY INC.	1991 03 21	Chicoutimi
2852-3827 CENTRE D'ÉCONOMIE ET D'ÉNERGIE DU NORD-OUEST INC.	1991 03 22	Rouyn-Noranda
2854-7784 CFI COULEUR INC. CFI COLOUR INC.	1991 03 27	Beauharnois
2854-5291 CHARCAN INC.	1991 03 21	Montréal
2854-5598 CHARRIOT ÉLEVATEUR RIVE NORD INC.	1991 03 26	Terrebonne
2854-6356 CHAUSSURES KRISS INC.	1991 03 25	Montréal
2852-3355 CLUB VIDÉO ULTRA INC.	1991 03 22	Frontenac
2854-7883 COMMUNICATIONS DANIEL WILD INC.	1991 03 27	Terrebonne

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2854-7248 COMMUNICATIONS POINT À POINT INC.	1991 03 26	Montréal
2854-7008 LA COMPAGNIE DE COMMERCE ABOUD INC. ABOUD TRADING COMPANY INC.	1991 03 25	Montréal
2852-5293 CONCEPTION TRIFAB INC.	1991 03 28	Trois-Rivières
2854-6430 LES CONCERTS DAVIS JOACHIM INC.	1991 03 25	Montréal
2854-6836 CONSTRUCTION CHRISTIAN BERTRAND INC.	1991 03 25	Abitibi
2852-4791 CONSTRUCTION MARLIN INC.	1991 04 01	Québec
2854-7115 CONSTRUCTION VAFCO INC.	1991 03 26	Terrebonne
2852-5111 LES CONSTRUCTIONS HAMEL & VANNEAU INC. HAMEL & VANNEAU CONSTRUCTIONS INC.	1991 03 22	Québec
2852-4510 CONSTRUCTIONS J.R. TOUCHETTE INC.	1991 03 27	Québec
2854-6661 CONSTRUCTIONS LIONEL LAVOIE & FILS INC.	1991 03 26	Longueuil
2854-6737 LES CONSTRUCTIONS MICHEL VERVILLE INC.	1991 03 25	Terrebonne
2852-5285 LES CONSTRUCTIONS PIERRE VEILLEUX INC.	1991 03 27	Beauce
2854-5895 CONSTRUCTION-RÉNOVATION 4 X 4 INC.	1991 03 22	Montréal
2854-4948 LES CONSULTANTS ARCHIMAITRES INC.	1991 03 20	Arthabaska
2854-6919 LES CONSULTANTS BROLAY INC.	1991 03 25	Bedford
2854-6414 LES CONSULTANTS CUSMAC INC.	1991 03 25	Terrebonne
2852-5186 LES CONSULTANTS EN ENVIRONNEMENT PROGESTECH INC.	1991 03 26	Trois-Rivières
2854-7529 LES CONSULTANTS R.W.C. MARCOTTE INC.	1991 03 27	Montréal
2854-5804 CONSULTEX CGSA INC.	1991 03 22	Longueuil
2853-7389 LES COURTIER AUTOMOBILES LOGIBEC INC.	1991 03 21	Longueuil
2854-6547 CRÈMERIE AUX QUATRE C INC.	1991 03 26	Terrebonne
2852-4627 C.L. LAVALLÉE INC.	1991 03 28	Québec
2854-5564 C.Y.P. POMPAGE DE BÉTON INC.	1991 03 25	Terrebonne
2854-7602 LES DÉMARREURS UNITECH INC.	1991 03 28	Longueuil

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2852-6119 DÉMOLITION J.P.M. INC.	1991 03 25	Montréal
2854-4922 LE DÉPANNÉUR R.A.M. INC.	1991 03 21	Montréal
2854-7545 DÉVELOPPEMENT DUTRISAC INC.	1991 03 26	Montréal
2852-4932 DISTRIBUTION FRANCINE SOUCY BEAULIEU INC.	1991 03 27	Québec
2854-7735 DISTRIBUTION GAÉTAN GRENIER INC.	1991 03 26	Saint-Maurice
2852-6184 LES DISTRIBUTIONS AM-PRO INC.	1991 03 25	Saint-Maurice
2852-4981 LES DISTRIBUTIONS DE GANTS R.M.G. INC.	1991 03 27	Kamouraska
2852-5251 LES DISTRIBUTIONS MAURICE GOSSELIN INC.	1991 03 25	Iberville
2854-7156 LES DISTRIBUTIONS PROMAR LTÉE	1991 03 26	Joliette
2854-7214 DOMAINE DU MARQUIS DÉVELOPPEMENT INC.	1991 03 26	Montréal
2854-6562 D. RICARD SERVICE INC.	1991 03 26	Terrebonne
2854-6406 D.S. SERVICE SANITAIRE INC.	1991 03 25	Laval
2854-5333 ÉBÉNISTERIE ARCHITECTURALE ROUYN-NORANDA INC.	1991 03 20	Rouyn-Noranda
2854-6513 ÉCONO-TOITS CLL INC.	1991 03 25	Montréal
2854-5101 LES ENTREPRENEURS FRAN-MAG AFFILIÉS INC.	1991 03 20	Laval
2854-6273 LES ENTREPRISES ALAIN OUMET INC.	1991 03 25	Joliette
2852-5152 LES ENTREPRISES BOU-TUR INC.	1991 03 25	Beauce
2854-6760 LES ENTREPRISES CAM CONSTRUCTION INC.	1991 03 26	Longueuil
2854-6380 LES ENTREPRISES DODECA INC.	1991 03 25	Montréal
2854-7362 LES ENTREPRISES ÉLECTRIQUES RO-MARC INC.	1991 03 27	Terrebonne
2854-7206 LES ENTREPRISES FABAGAL INC.	1991 03 26	Montréal
2854-6463 ENTREPRISES J.L.G. BLAIS INC.	1991 03 26	Terrebonne
2853-7397 LES ENTREPRISES LA TOISE INC.	1991 03 21	Chicoutimi
2854-6034 LES ENTREPRISES LARINA INTERNATIONALES INC.	1991 03 22	Montréal
2854-6489 LES ENTREPRISES MAJY LTÉE	1991 03 26	Terrebonne

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2854-6117 LES ENTREPRISES MARCEL DESROCHES INC.	1991 03 22	Montréal
2854-4930 LES ENTREPRISES MARC-VIL INC.	1991 03 21	Saint-Hyacinthe
2852-5269 LES ENTREPRISES NELSON LANDRY INC.	1991 03 25	Frontenac
2852-7083 LES ENTREPRISES (JARDINAGE & DÉNEIGEMENT) 4 TEMPS INC.	1991 03 28	Québec
2852-6143 ÉQUIPE DE COURSE ROY INC. ROY RACING TEAM INC.	1991 03 25	Arthabaska
2852-4734 ÉQUIPEMENT INDUSTRIEL CHAMPION	1991 03 26	Québec
2854-6265 LES ÉQUIPEMENTS FUTURAMA INC.	1991 03 25	Montréal
2852-6135 LES ÉQUIPEMENTS MICHEL GIGUÈRE INC.	1991 03 25	Frontenac
2854-6372 ESTHÉTIQUE LORRAINE BUJOLD INC.	1991 03 25	Montréal
2854-5168 EXCAVATION BERNARD LACROIX INC.	1991 03 21	Terrebonne
2854-7149 FALCO-LUB INC.	1991 03 26	Montréal
2854-6992 FENESTRATION D.B. CONCEPT INC.	1991 03 26	Joliette
2852-4973 FERME MON PARADIS L'ISLE-VERTE INC.	1991 03 27	Kamouraska
2851-8777 FERME R. VAILLANCOURT ET FILS INC.	1991 03 08	Trois-Rivières
2854-5671 FLEURISTE L'OISEAU DE RÊVE INC.	1991 03 21	Longueuil
2854-5127 GALERIE D'ART DU BARON INC.	1991 03 20	Terrebonne
2852-2829 GÉOMAR AMÉNAGEMENT INC.	1991 03 25	Beauce
2852-2837 GÉOMAR GÉOMATIQUE INC.	1991 03 25	Beauce
2854-5952 GÉRARD LEBOEUF & ASSOCIÉS INC.	1991 03 21	Longueuil
2852-4171 GESTION ALONZO ET ESTELLE LEMAY LTÉE	1991 03 21	Kamouraska
2854-7891 GESTION ASD INC. ASD MANAGEMENT INC.	1991 03 27	Montréal
2854-5051 GESTION DANIEL LOIGNON INC.	1991 03 20	Montréal
2854-5440 GESTION ET MARKETING POINT ZÉRO + INC.	1991 03 22	Laval
2852-3876 GESTION FERME NUTRI-PORCS INC.	1991 03 28	Québec

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2852-4452 GESTION GHISLAIN THÉBERGE INC.	1991 03 26	Québec
2852-5129 GESTION IMMOBILIÈRE J.E. SAVARD INC.	1991 03 25	Québec
2852-7000 GESTION JACQUES LECLERC INC.	1991 03 28	Québec
2854-6349 GESTION JAGAUT INC.	1991 04 01	Montréal
2854-6828 GESTION JOHNNY CARRIER INC.	1991 03 25	Montréal
2854-5739 GESTION JULIEN TURGEON INC.	1991 03 25	Joliette
2854-5614 GESTION J.B. KIROUAC INC.	1991 03 21	Baie-Comeau
2852-4403 GESTION J.N. TURMEL INC.	1991 03 26	Québec
2854-7024 GESTION MAPRO INC.	1991 03 25	Montréal
2852-5277 GESTION MAUFIL INC.	1991 03 25	Québec
2854-7370 GESTION M.C. ROBERT INC.	1991 03 28	Labelle
2854-7727 GESTION PAYNE ET ALLARD INC.	1991 03 26	Montréal
2852-3793 GESTION RHUMEX INC.	1991 03 25	Montréal
2854-7933 GESTIONS MAN-VIC INC. MAN-VIC HOLDINGS INC.	1991 03 27	Montréal
2852-4353 LE GLACIER ABERDEEN INC.	1991 03 25	Québec
2854-7719 GOURMET OCÉAN INC. OCEAN GOURMET INC.	1991 03 26	Montréal
2852-7075 LE GROUPE D.R.Y.S. I.I.M. INC.	1991 03 25	Drummond
2852-5137 LE GROUPE D'ENTRETIEN SALIBEC INC.	1991 03 25	Québec
2854-6059 LE GROUPE TECHNO DESIGN BM LTÉE	1991 03 22	Laval
2854-6026 HABIB-EXCEL INC.	1991 03 22	Montréal
2854-7610 LES HABITATIONS ANRY INC.	1991 03 28	Montréal
2852-4379 HÔTEL G.H.R. INC.	1991 03 26	Baie-Comeau
2854-6794 IMMEUBLES T.G.S. INC.	1991 03 25	Montréal
2854-5663 LES IMMEUBLES VI-JEAN INC.	1991 03 21	Chicoutimi
2852-6127 LES IMPRESSIONS GUTENBERG INC.	1991 03 26	Québec

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2854-6844 LES INDUSTRIES DISCONO-TECH INC.	1991 03 25	Montréal
2852-4775 LES INDUSTRIES P.N. INC.	1991 03 25	Beauce
2852-5145 INNOVATION MÉDICALE P.B. INC.	1991 03 25	Québec
2852-3801 INVESTISSEMENTS BC INC.	1991 03 25	Beauharnois
2854-7289 LES INVESTISSEMENTS CAPCON INC.	1991 03 27	Montréal
2854-5846 LES INVESTISSEMENTS IERAFAM INC.	1991 03 21	Montréal
2853-7405 LES INVESTISSEMENTS MAFARI INC.	1991 03 21	Laval
2854-5184 INVESTISSEMENTS N.T. INC.	1991 03 21	Mégantic
2854-5937 LES INVESTISSEMENTS PAUL FONTAINE INC.	1991 03 21	Montréal
2854-6554 LES INVESTISSEMENTS ROY RACINE ET ASSOCIÉS INC.	1991 03 26	Laval
2852-3785 IRENÉE TERRASSEMENT DÉNEIGEMENT INC.	1991 03 26	Joliette
2851-9767 ITM CONSTRUCTION INC.	1991 03 15	Québec
2854-5705 LES JARDINIERS E.J. INC.	1991 03 22	Joliette
2854-6810 JULES FRADET ÉBÉNISTE INC.	1991 03 25	Roberval
2854-7347 KOMAX SANTÉ TOTALE INC.	1991 03 27	Chicoutimi
2853-7363 LIPAUL INTERNATIONAL INC.	1991 03 21	Longueuil
2854-7636 L.E.M. MAINTENANCE INC.	1991 03 28	Montréal
2854-6166 MAÇONNERIE A. DODIER & FILS LTÉE	1991 03 22	Joliette
2852-5228 MAÇONNERIE BÉDARD, TESSIER INC.	1991 03 25	Québec
2854-7537 MAÇONNERIE G.L. INC.	1991 03 27	Terrebonne
2854-6323 MANON BARBEAU INC.	1991 03 25	Montréal
2854-6687 MARCHÉ AUX PUCES DE LA CAPITALE INC.	1991 03 26	Longueuil
2854-7917 MARCHÉ A. & L. DAGENAI INC.	1991 03 27	Terrebonne
2854-6471 MENUISERIE CENTRE DU PATIO RIVE-SUD INC.	1991 03 26	Iberville
2852-7034 MENUISERIE CHARO INC.	1991 03 28	Québec

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2852-3652 MESSI-OEUF INC.	1991 03 26	Saint-Hyacinthe
2854-5341 LES MEUBLES MARIE SÉLECTION INC.	1991 03 20	Montréal
2854-5374 MEUNERIE DUMOULIN INC.	1991 03 22	Labelle
2854-5689 MICRO SYSTÈME INTERNATIONAL ALPHA/BÊTA LTÉE	1991 03 21	Montréal
2852-4999 MOTEL IDÉAL ALMA INC.	1991 03 21	Roberval
2854-7834 MULTI CRISTAL INC. MULTI CRYSTAL INC.	1991 03 26	Montréal
2852-4056 MULTIPROPRIÉTÉ MONT SAINTE-ANNE INC.	1991 03 22	Terrebonne
2854-7057 M. G. S. P. CONSTRUCTION INC.	1991 03 25	Montréal
2854-6984 M. & P. FORTIER INC.	1991 03 26	Bedford
2854-5630 PATRICE BLAIN, ENTREPRENEUR ÉLECTRICIEN INC.	1991 03 21	Longueuil
2854-6448 PEGASE TRANSPORT INC.	1991 03 25	Richelieu
2852-1607 PEPCHEM INC.	1991 03 22	Montréal
2854-6604 PHOTO STUDIO MICHELANGELO INC.	1991 03 26	Montréal
2854-7925 PISCINES OCÉAN INC.	1991 03 27	Laval
2854-6869 PLACEMENT LAMAR INC.	1991 03 27	Montréal
2854-5457 LES PLACEMENTS ANDRÉ DAVIAU INC.	1991 03 22	Bedford
2854-7982 PLACEMENTS MATHIEU & TOMASSO INC.	1991 03 27	Montréal
2854-7305 LES PLACEMENTS PICARION INC.	1991 03 26	Québec
2854-6125 LES PLACEMENTS RÉAL & MONIQUE DAVIAU INC.	1991 03 22	Bedford
2854-6216 LES PLANCHERS MESSIER INC.	1991 03 25	Beauharnois
2852-3819 PLOMBERIE DU PORTAGE INC.	1991 03 22	Mingan
2854-5978 PLOMBERIE ET DÉCORATION DU COTEAU INC.	1991 03 22	Terrebonne
2854-6331 LES PNEUS ROBERT BERNARD (BEAUCE) LTÉE	1991 03 25	Saint-Hyacinthe
2854-7818 POINT BLEU RÉNOVATION INC.	1991 03 27	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2854-6158 POULIN MORISSETTE INC.	1991 03 22	Montréal
2854-7040 POURVOIRIE CLUB FONTBRUNE LTÉE	1991 03 25	Labelle
2854-6950 PRE SEC INC.	1991 03 25	Saint-François
2854-5879 LES PRODUCTIONS DOUZE VOIX INC.	1991 03 22	Montréal
2852-3777 PRODUITS DE BOIS GUILLAUME TELL INC. GUILLAUME TELL WOOD PRODUCTS INC.	1991 03 26	Bedford
2854-7131 LES PRODUITS MANDEVILLE INC.	1991 03 27	Joliette
2854-6646 RANDONNÉE AUTO Z.L. INC.	1991 03 26	Iberville
2854-7198 RAYMONDE RIVIÈRE INC.	1991 03 26	Joliette
2852-1631 RELAIS 152 LTÉE	1991 03 21	Saint-Hyacinthe
2852-4957 REMBOURRAGE REMTECK INC.	1991 03 27	Frontenac
2854-5887 LE RESTAURANT CAFÉ MOZART TROIS-RIVIÈRES INC.	1991 03 22	Trois-Rivières
2852-5244 RESTO ROBY-SUB INC.	1991 03 25	Iberville
2854-4955 RESTOGEST INC.	1991 03 21	Laval
2852-4635 LES REVÊTEMENTS PRÉFAB M.L. INC.	1991 03 28	Beauce
2852-5236 ROBERT NOËL COURTIER INC.	1991 03 25	Iberville
2854-6109 RONSURANCE INC.	1991 03 22	Montréal
2854-7990 LE ROYAUME DU QUILLEUR (CHICOUTIMI) INC.	1991 03 27	Chicoutimi
2852-4155 SALON DE COIFFURE 1047 INC.	1991 03 21	Trois-Rivières
2854-6315 SAMARAS AUTO INC.	1991 03 25	Laval
2854-6901 SELECT PRODUITS INTERNATIONAL INC.	1991 03 25	Montréal
2854-5945 SERULUX INC.	1991 03 21	Terrebonne
2854-6752 SERVICE D'AIDE À DOMICILE LA BELLE VIE INC.	1991 03 25	Montréal
2854-7503 SERVICE D'ENTRETIEN M.G.S. INC.	1991 03 26	Laval
2853-7348 SERVICE MÉCANIQUE PR INC.	1991 04 01	Laval

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2854-4914 SERVICES DE TRANSPORT G. BROSEAU INC.	1991 03 21	Montréal
2854-5853 LES SERVICES S.D. DUBÉ INC.	1991 03 22	Trois-Rivières
2852-4650 SOCIÉTÉ DE LOGISTIQUES INTERNATIONALE CANADIENNE (S.O.L.I.C.) INC.	1991 03 28	Québec
2854-5549 SOCIÉTÉ D'ÉCHANGE COMMERCIAL SODECO INC.	1991 03 25	Montréal
2854-6745 SOUDURE ARC-NORD INC.	1991 03 25	Laval
2853-7371 LES SOUDURES D.L. ARC INC.	1991 03 21	Longueuil
2854-6851 SPEQ CINÉMA INC.	1991 03 25	Montréal
2852-4783 STORES CITÉ INC.	1991 03 25	Québec
2854-6398 STUDIO DE PHOTOGRAPHIE STEPHEN GALLUP INC.	1991 03 25	Chicoutimi
2852-4965 STUDIO MOBILE LE SONOGRAPHE INC.	1991 03 27	Québec
2854-6612 SUITE CONSULTANTS INC.	1991 03 26	Terrebonne
2854-7594 SURFACE CONTRATS INC.	1991 03 28	Longueuil
2854-7123 SYSTÈME INTÉRIEUR SHAWINIGAN INC.	1991 03 26	Saint-Maurice
2854-7388 SYSTÈMES INTÉRIEURS SIMARD INC.	1991 03 27	Longueuil
2854-7875 TAXI DÉJEAN INC.	1991 03 27	Montréal
2852-5012 TECHNIKON ENTREPRISE INC.	1991 03 21	Québec
2852-4817 TERRASSEMENT ET INSTALLATION FLEUR DE LYS INC.	1991 03 27	Québec
2854-5655 TERRENOR ENTREPRENEUR GÉNÉRAL (TERRASSEMENT-PAYSAGISTE) INC.	1991 03 21	Abitibi
2854-6638 LES TRAITEMENTS INFO QUALI-DATA INC.	1991 03 26	Longueuil
2852-4163 TRANSPORT MAROU INC.	1991 03 21	Arthabaska
2852-4460 TRANSPORT THI-LEC INC.	1991 03 27	Québec
2854-5507 TUILES CÉRAMIQUE LANA INC.	1991 03 22	Terrebonne
2854-4963 TURGUILL (1991) INC.	1991 03 20	Laval
2852-6028 V & S TRANSPORT INC.	1991 03 21	Bedford

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2854-6364 LES VENTES R.L.P. INC.	1991 03 26	Longueuil
2854-6943 VERBATION INC.	1991 03 25	Laval
2854-7016 VIGEN KESHISHI VÊTEMENTS D'ENFANTS INC. VIGEN KESHISHI CHILDREN CLOTHING INC.	1991 03 25	Montréal
2854-5770 VITRERIE FORTIN & BLAIS INC.	1991 03 25	Laval
2854-7909 W. G. WATCHORN TRANSPORT INC.	1991 03 27	Terrebonne

*L'Inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

2522

Délivrance d'un certificat de continuation

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat de continuation à chacune des compagnies suivantes:

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de continuation	Nouvelle dénomination sociale s'il y a lieu
1359-6168 BAR DION INC.	1974 10 10	1991 03 15	VILLA DU ROI INC.
1475-3370 LES CONSTRUCTIONS PIERRE PAQUETTE INC.	1977 03 16	1991 03 25	
1348-5354 DAVIAU ET FRÈRES INC.	1973 11 16	1991 03 25	
1623-9162 DÉBOSSSELAGE A. & R. THÉRIAULT DE ST-PACÔME INC.	1978 02 28	1991 03 25	DÉBOSSSELAGE RÉJEAN THÉRIAULT INC.
1365-5782 DISTRIBUTEURS V. & B. INC.	1975 05 29	1991 02 25	COMPAGNIE DE COMMERCE H & L LTÉE H & L TRADING COMPANY LTD.
1465-0402 GARAGE LARAMIE INC.	1976 02 25	1991 03 26	
1504-0488 LES HABITATIONS R.T.V. INC.	1976 06 29	1991 03 25	
1247-0076 HÔPITAL MARIE-CLARET	1965 01 20	1990 12 19	HÔPITAL MARIE-CLARET INC.
1211-0698 MANUFACTURE D'HABITS ST-EUSTACHE INC.	1971 12 09	1991 02 26	
1274-7853 MATTEAU & ASSOCIÉS INC.	1961 04 28	1991 03 26	

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de continuation	Nouvelle dénomination sociale s'il y a lieu
1468-3379 VENTILATION QUEMONT INC.	1976 07 07	1991 03 21	
2523			<i>L'inspecteur général des institutions financières, JEAN-MARIE BOUCHARD</i>

Délivrance d'un certificat de fusion

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat de fusion à chacune des compagnies suivantes:

Dénomination sociale et sa version	Dénomination sociale des compagnies fusionnées	Date de fusion	District judiciaire
2852-6101 ACCESSOIRES DE SOUDURE RICHELIEU LTÉE	OXYGÈNE AMPRO LTÉE ACCESSOIRES DE SOUDURE RICHELIEU LTÉE	1991 04 01	Longueuil
2852-4395 ASPHALTE R.V. INC.	ASPHALTE R.V. INC. 2642-5298 QUÉBEC INC.	1991 03 30	Saint-Maurice
2852-3348 AUTO G.Y.M. INC.	AUTO G.Y.M. INC. LES AMBULANCES GUY BRUNEAU INC.	1991 03 15	Joliette
2852-3769 BRASSERIE LE CARREFOUR DES SAISONS INC.	BRASSERIE LE CARREFOUR DES SAISONS INC. 2749-5597 QUÉBEC INC.	1991 04 01	Laval
2852-3611 CAFÉ LA COUREUSE DES GRÈVES INC.	CAFÉ LA COUREUSE DES GRÈVES INC. 2846-3180 QUÉBEC INC.	1991 03 20	Montmagny
2852-3553 CENTRE HOSPITALIER LE CHÂTEAU DE BERTHIER INC.	CENTRE HOSPITALIER LE CHÂTEAU DE BERTHIER INC. SOCIÉTÉ GESTIONNAIRE FIACRE INC.	1991 04 01	Joliette
2852-5301 CONSTRUCTION R.L.P. INC.	CONSTRUCTION R.L.P. INC. GESTION R.L.P. INC.	1991 03 31	Montmagny
2852-5210 LES ENTREPRISES JEAN-HUGUES TREMBLAY LTÉE	LES ENTREPRISES JEAN-HUGUES TREMBLAY LTÉE 2422-4024 QUÉBEC INC.	1991 04 01	Chicoutimi
2854-2801 FOYER SOLEIL INC.	FOYER SOLEIL INC. 2737-6342 QUÉBEC INC.	1991 04 01	Terrebonne
2852-5202 GESTION ANDRÉ BEAULIEU INC.	GESTION ANDRÉ BEAULIEU INC. 1182-7359 QUÉBEC INC.	1991 03 31	Bonaventure

Dénomination sociale et sa version	Dénomination sociale des compagnies fusionnées	Date de fusion	District judiciaire
2852-3645 GESTION MICHEL SAVARD INC.	FAUCHER & FRÈRES INC. GESTION MICHEL SAVARD INC.	1991 03 22	Québec
2852-4742 LOUVET, FOURREURS INC.	LOUVET, FOURREURS INC. LOUVET MAÎTRE FOURREUR INC.	1991 03 31	Iberville
2852-1664 RICON CANADA INC.	JURÉ INC. 2848-8955 QUÉBEC INC.	1991 03 15	Montréal
2852-3330 SUPERMARCHÉ N.G. INC.	SUPERMARCHÉ N.G. INC. MARCHÉ N. GIRARD INC.	1991 03 17	Laval
2852-4874 SYNERTECH INC.	SYNERTECH INC. 2638-3919 QUÉBEC INC.	1991 04 01	Québec
2852-1672 TRANSPORT G. COURCHESNE INC.	TRANSPORT G. COURCHESNE INC. SOLIVRAC SERVICES (1991) INC.	1991 03 19	Drummond
2852-3587 VIGI SANTÉ LTÉE	VIGI SANTÉ LTÉE CENTRE HOSPITALIER RÉGINA LTÉE MONT ST-JUDE INC.	1991 04 01	Montréal

*L'Inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

2524

Délivrance d'un certificat de modification

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat de modification à chacune des compagnies suivantes:

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2328-1363 2328-1363 QUÉBEC INC.	1985 10 03	1991 03 25	du district: Saint-Maurice
2411-8713 2411-8713 QUÉBEC INC.	1986 02 13	1991 03 20	1) de la dénomination sociale: LES ENTREPRISES SERPE INC. 2) du district: Terrebonne
2527-8599 2527-8599 QUÉBEC INC.	1987 07 02	1991 03 25	du district: Joliette
2545-1154 2545-1154 QUÉBEC INC.	1987 12 29	1991 03 25	du district: Arthabaska
2545-2525 2545-2525 QUÉBEC INC.	1991 01 24	1991 03 18	de la dénomination sociale: ENTREPRISES FRANÇOIS DESROCHERS LTÉE
2742-0819 2742-0819 QUÉBEC INC.	1989 10 27	1991 03 22	de la dénomination sociale: AXSYS TECHNOLOGIE INC.
2745-7407 2745-7407 QUÉBEC INC.	1989 12 28	1991 03 22	de la dénomination sociale: GESTION POLARIS (1991) INC.

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2746-1680 2746-1680 QUÉBEC INC.	1990 01 31	1991 03 18	1) de la dénomination sociale: FERME ROLLAND VINCENT INC. 2) du district: Beauharnois
2747-4824 2747-4824 QUÉBEC INC.	1990 01 18	1991 03 19	de la dénomination sociale: CONTENEUR OCÉANIS INC. OCEANIS CONTAINER INC.
2752-7076 2752-7076 QUÉBEC INC.	1990 03 26	1991 03 20	1) de la dénomination sociale: LES VIANDERIES C.M.G. INC. 2) du district: Joliette
2756-8138 2756-8138 QUÉBEC INC.	1990 05 18	1991 03 25	de la dénomination sociale: COUBERTIN/LA TOURELLE INC.
2758-7252 2758-7252 QUÉBEC INC.	1990 08 02	1991 03 25	du district: Montréal
2759-0165 2759-0165 QUÉBEC INC.	1990 08 27	1991 03 21	de la dénomination sociale: CENTRE DE L'AUTO G.L. INC.
2759-8333 2759-8333 QUÉBEC INC.	1990 07 09	1991 03 22	1) de la dénomination sociale: CONSTRUCTION D'ÉDIMBOURG INC. 2) du district: Laval
2840-6049 2840-6049 QUÉBEC INC.	1990 09 26	1991 03 25	de la dénomination sociale: BÉTONNIÈRES DU GOLFE INC.
2843-5618 2843-5618 QUÉBEC INC.	1990 11 13	1991 03 22	du district: Montréal
2844-2374 2844-2374 QUÉBEC INC.	1990 09 21	1991 03 22	de la dénomination sociale: AUTO SÉLECTION T.P. INC.
2844-7274 2844-7274 QUÉBEC INC.	1990 10 03	1991 03 21	de la dénomination sociale: LE GROUPE JORDI-BRIEN INC.
2845-6820 2845-6820 QUÉBEC INC.	1990 10 30	1991 03 25	de la dénomination sociale: LES PORTES ET FENÊTRES RIVE- SUD DU BOULEVARD COUSINEAU INC.
2846-1820 2846-1820 QUÉBEC INC.	1990 12 07	1991 03 18	de la dénomination sociale: LES PAPIERS M.C. INC.
2846-6738 2846-6738 QUÉBEC INC.	1990 11 13	1991 03 27	de la dénomination sociale: M. & E. TRANSPORT CANADA LTÉE
2847-9996 2847-9996 QUÉBEC INC.	1990 12 14	1991 03 26	du district: Rouyn-Noranda
2848-4897 2848-4897 QUÉBEC INC.	1990 12 27	1991 03 11	de la dénomination sociale: RECHERCHE NORDIC INC. NORDIC RESEARCH INC.

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2848-6157 2848-6157 QUÉBEC INC.	1990 12 28	1991 03 22	de la dénomination sociale: LES ENTREPRISES GILLES ET RÉJEAN INC.
2849-1298 2849-1298 QUÉBEC INC.	1991 01 15	1991 03 26	de la dénomination sociale: ENSEIGNES DENOMMÉ (1991) INC.
2849-4086 2849-4086 QUÉBEC INC.	1991 01 24	1991 03 15	1) de la dénomination sociale: R.M.F. ÉQUIPEMENTS INC. 2) du district: Iberville
2849-4680 2849-4680 QUÉBEC INC.	1991 01 25	1991 03 21	de la dénomination sociale: LES TEINTURIERS HUBBARD (1991) INC. HUBBARD DYERS (1991) INC.
2850-5642 2850-5642 QUÉBEC INC.	1991 01 18	1991 03 25	de la dénomination sociale: LE PERMANENT DE BEAUCE INC.
2851-0907 2851-0907 QUÉBEC INC.	1991 01 30	1991 03 18	de la dénomination sociale: GESTION PERRON & LAPOINTE INC.
2851-9056 2851-9056 QUÉBEC INC.	1991 02 27	1991 03 25	de la dénomination sociale: INFOTEC SERVICE ISI INC.
2852-0732 2852-0732 QUÉBEC INC.	1991 03 15	1991 03 27	de la dénomination sociale: RESTAURANT PIZZA BOUM INC.
2853-6274 2853-6274 QUÉBEC INC.	1991 02 27	1991 03 21	de la dénomination sociale: RAVENCO (1991) INC.
2641-9754 ALIMENTATION JEAN-CLAUDE RAINVILLE INC.	1989 04 12	1991 03 25	de la dénomination sociale: 2641-9754 QUÉBEC INC.
2549-8064 ALIMENTATION J.C.P. INC.	1988 04 14	1991 03 25	de la dénomination sociale: JEAN-CLAUDE TESSIER ET ASSOCIÉS INC.
2737-4271 AMEUBLEMENTS GAUDET INC.	1989 10 31	1991 03 26	du capital-actions
2624-8856 ASSURANCES CÔTÉ MCDOUGALL INC.	1988 09 28	1991 03 14	1) de la dénomination sociale: ASSURANCES RONALD MCDOUGALL INC. 2) du district: Joliette
2638-3117 ASSURANCES PAUL ROUSSEAU INC.	1989 03 20	1991 03 22	de la dénomination sociale: ROUGAR LOCATION D'AUTOS INC.
2434-6645 L'AUBERGE ST-ALPHONSE INC.	1986 03 10	1991 03 21	1) de la dénomination sociale: LES ASSURANCES PIERRE MÉNARD INC. 2) du district: Montréal

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
1240-1030 BOTTIN LOCAL ORANGE INC.	1965 07 12	1991 03 22	de la dénomination sociale: 1240-1030 QUÉBEC INC.
2542-7162 BRASSERIE LE VINIER INC.	1988 01 18	1991 03 26	de la dénomination sociale: GESTION R.L.G.H. INC.
2759-6360 CARREFOUR LINCOLN MERCURY INC.	1990 07 03	1991 03 21	1) du district: Iberville 2) du capital-actions 3) des dispositions
2740-6016 CENTRE DE MÉCANIQUE M. BLANCHET INC.	1989 12 08	1991 03 14	de la dénomination sociale: PNEUS M. BLANCHET INC.
2631-7404 CENTURY 21 LES IMMEUBLES CONFORT INC.	1988 11 17	1991 03 21	de la dénomination sociale: R. FORLINI COURTIER INC.
2630-7629 CHOCOLAT PASQUIER (1988) INC.	1988 11 30	1991 03 26	de la dénomination sociale: BOUTIQUE CHOCOLAT CHOCOLAT L.M. INC.
2622-0962 LA CIE REMO-CONTE INC.	1988 06 17	1991 03 19	de la dénomination sociale: SOUDAFIL INC.
2169-8485 LES CONSTRUCTIONS DE MAUSOLÉES CARRIER INC.	1984 05 04	1991 03 26	du capital-actions
2526-1009 LES CONSULTANTS GIROCOR INC.	1987 06 01	1991 03 25	du district: Joliette
2852-0526 CORPORATION FINANCIÈRE PHÉNIX	1991 03 12	1991 03 26	1) du capital-actions 2) des dispositions
2632-2784 DISTRIBUTION ALIMENTAIRE EMPIRE LTÉE	1988 11 29	1991 03 25	de la dénomination sociale: ENTREPRISES VIDTEX INC. VIDTEX ENTERPRISES INC.
1850-9505 DOMAINE M.J.C. BELLEFEUILLE INC.	1981 10 01	1991 03 25	du nombre des administrateurs: minimum: 1 maximum: 11
1852-1716 LES ENTREPRISES JESCA LTÉE	1981 11 11	1991 03 28	1) du capital-actions 2) des dispositions
2736-7317 ENTRETIEN DANIEL MARCOUX INC.	1989 10 03	1991 03 25	de la dénomination sociale: OUVERTURES QUÉBÉCOISES INC.
1157-6287 EUGÈNE LECLERC INC.	1955 12 21	1991 03 28	du capital-actions
2849-9721 GARAGE FRANCIS NOISEUX INC.	1991 02 22	1991 03 26	de la dénomination sociale: STATION SERVICE CÔTE DE LIESSE INC.

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2425-6034 GESTION ALLARD-NADEAU INC.	1986 12 29	1991 03 20	de la dénomination sociale: GESTION ANDRÉ NADEAU INC.
2847-1399 GESTION ANDRÉ TURMEL INC.	1990 11 27	1991 03 19	1) de la dénomination sociale: BOISSON DIÉTÉTIQUE TRANSFORME INC. 2) du district: Longueuil
2544-8713 GESTION CELLULAIRE INC.	1988 02 10	1991 03 26	de la dénomination sociale: GOBEIL & FILLES, DIVISION CHICOUTIMI INC.
1859-2717 GESTION DANYVES INC.	1982 06 29	1991 03 22	de la dénomination sociale: LES ENTREPRISES MARTIN SPINOZZI INC.
2847-1860 GESTION JEAN TURMEL INC.	1990 11 27	1991 03 19	1) de la dénomination sociale: COMPLÉMENT ALIMENTAIRE PERFORME PLUS INC. 2) du district: Longueuil
2543-2915 GESTION MAURICE HÉNAULT INC.	1987 12 11	1991 03 25	du district: Longueuil
2638-6300 GESTION ROGER MONETTE LTÉE	1989 03 01	1991 03 19	de la dénomination sociale: SYSTÈME D'INVENTAIRE PERMANENT SERVICE PROTECTION PLUS LTÉE
2414-2648 GESTION T. BOUCHARD INC.	1986 03 27	1991 03 28	de la dénomination sociale: GESTION A. ANGERS INC.
2746-9485 GOUTTIÈRES C.M. INC.	1990 02 26	1991 03 25	de la dénomination sociale: GOUTTIÈRES J.M.C. INC.
2151-2959 GUYMAR AUTO INC.	1983 02 10	1991 03 26	de la dénomination sociale: SOUDURE YVON MAROIS INC.
2524-7339 LES IMMEUBLES MARY-EVELYN INC.	1987 04 22	1991 03 25	1) du capital-actions 2) des dispositions
2843-0395 LES IMMEUBLES SAINT-GEORGES INC.	1990 11 09	1991 03 26	du capital-actions
2847-0623 LES IMMEUBLES VALEUR SÛRE INC.	1990 11 22	1991 03 25	de la dénomination sociale: IM-NO ST-JOVITE INC.
1351-3718 LES INDUSTRIES C.A.T. INC.	1974 01 09	1991 02 28	des dispositions
1296-6172 INDUSTRIES DUFF INC.	1971 03 25	1991 03 25	1) du district: Terrebonne 2) du capital-actions
1181-6246 INDUSTRIES LING INC.	1952 01 23	1991 03 22	du capital-actions

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2310-9614 JACQUES DUCHARME AUTOMOBILE INC.	1984 10 04	1991 03 20	1) de la dénomination sociale: AUTOMOBILES DUCHARME & LAPORTE INC. 2) du capital-actions 3) des dispositions
2628-3150 JEAN-PAUL Fiset & Fils Ltée	1988 12 01	1991 03 12	de la dénomination sociale: COURTAGES GILBERT Fiset INC.
1632-1721 J.C. & M. MARCOUX INC.	1978 12 08	1991 03 21	de la dénomination sociale: JAUNIAUX & JAUNIAUX CENTRE DE L'AUTO INC.
2150-6167 J.E. MONDOU (1983) Ltée	1983 01 19	1991 03 21	de la dénomination sociale: J. E. MONDOU Ltée
2524-6208 LAMER-PLUS AMEUBLEMENT DE BUREAU INC.	1987 04 21	1991 03 19	1) de la dénomination sociale: MÉTAL M.D.R. INC. 2) du district: Bedford
2626-0679 LAMIMEUBLE INC.	1988 08 30	1991 03 22	1) de la dénomination sociale: HABITATIONS JARO INC. 2) du district: Joliette
2530-2951 LETRA CONSTRUCTION INC.	1989 04 10	1991 03 21	de la dénomination sociale: CONSTRUCTION LIMPEX INC.
2524-6463 MARCHÉ J.J. INC.	1987 04 16	1991 03 25	1) de la dénomination sociale: LES ENTREPRISES FILTRAFLAMME INC. 2) du nombre des administrateurs: minimum: 1 maximum: 10
2841-2039 ORDI ML INC.	1990 10 15	1991 03 25	1) du capital-actions 2) des dispositions
1647-3944 LES PIÈCES D'AUTO PAUL PLAMONDON INC.	1980 09 03	1991 03 19	1) de la dénomination sociale: PIÈCES D'AUTOS ST-FRANÇOIS INC. 2) du district: Laval 3) des dispositions
2430-6474 PLACEMENTS DALTON INC.	1987 03 13	1991 03 25	du capital-actions
2534-0050 PLACEMENTS ROCK HARVEY INC.	1987 06 01	1991 03 31	1) de la dénomination sociale: PLACEMENTS ROCK HARVEY INC. 2) du capital-actions
2165-8802 LA POURVOIRIE DU CERF-SAU INC.	1984 01 18	1991 03 26	du capital-actions
2853-9922 PROCÉTECH INC.	1991 03 08	1991 03 21	du district: Richelieu

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2629-8810 LES PRODUCTIONS M.J. RICARD INC.	1988 10 31	1991 02 25	du district: Arthabaska
2160-0986 RESSOURCES VAL D'OR INC.	1983 09 14	1991 03 27	de la dénomination sociale: RESSOURCES UNIFIÉES VAL D'OR INC. CONSOLIDATED VAL D'OR RESOURCES INC.
1218-6375 SEMICO INC.	1971 12 10	1991 03 25	du capital-actions
2431-8628 SERGE TURCOTTE INC.	1987 04 07	1991 03 15	1) de la dénomination sociale: LES ENTREPRISES DE PLASTRAGE LOUIS-JACQUES INC. 2) du capital-actions 3) des dispositions
2641-9259 SERVICES BEAULAUERS INC.	1989 04 13	1991 03 22	de la dénomination sociale: PISCIGATHE INC.
2757-9390 SOCIÉTÉ DE MARKETING CHEUNG INC.	1990 07 01	1991 03 21	du nombre des administrateurs: 1
1861-0907 SOUDURE M.F.C. INC.	1982 09 07	1991 03 25	1) du capital-actions 2) des dispositions
1631-4379 SUPERMARCHÉ LOUIS DUBÉ INC.	1978 11 16	1991 03 25	du capital-actions
2850-0643 SYMPHONIE DESIGN INC.	1991 01 01	1991 03 15	de la dénomination sociale: TRIO COMMUNICATION VISUELLE INC.
1626-8922 TAVERNE AMHERST INC.	1978 05 24	1991 03 13	de la dénomination sociale: 1626-8922 QUÉBEC INC.
1361-6941 TRANSPORT CAPRI LTÉE	1975 02 12	1991 03 25	de la dénomination sociale: LES PROMOTIONS MGM LTÉE MGM PROMOTIONS LTD.
2415-0484 TRANSPORT DU SUD INC.	1986 04 08	1991 03 25	du district: Montmagny
2547-0352 TRANSPORT STE-GERTRUDE INC.	1988 03 17	1991 04 01	de la dénomination sociale: TRANSPORT DENIS DEMERS ET FILS INC.
2550-2154 LES TRANSPORTEURS ALLWAYS-QUÉBEC INC.	1988 03 09	1991 03 19	de la dénomination sociale: LES DISTRIBUTEURS ALLWAYS QUÉBEC INC.

*L'Inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

Délivrance d'un certificat rectifié/complété

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat rectifié/complété à chacune des compagnies suivantes:

Dénomination sociale	Nature du certificat remplacé	Date du certificat remplacé	Date du certificat rectifié/complété
2427-0969 BOUTIQUE FRÉGEAU INC.	Constitution	1986 12 10	1991 03 25
2526			<i>L'Inspecteur général des institutions financières, JEAN-MARIE BOUCHARD</i>

Compagnies (Partie III) — Loi sur les**Lettres patentes**

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a accordé des lettres patentes constituant en corporation chacune des corporations suivantes:

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2854-2413 1001 NATIONS INC.	1991 03 27	6336, de Châteaubriand, Montréal
2852-4320 ALLIANCE AUTOCHTONE SECTEUR NORMANDIN LOCAL 45 INC.	1991 03 25	Roberval
2852-4254 LES AMIS DE ST-RENÉ	1991 03 25	179, boulevard St-René ouest, Gatineau
2852-4700 ASSOCIATION ANTI-ABUS SEXUELS DU QUÉBEC	1991 03 26	999, Beauregard, app. 119, Sainte-Foy
2852-4148 ASSOCIATION ARTISANALE LES MAINS CRÉATRICES	1991 03 25	620, Ste-Geneviève, Trois-Rivières
2852-4478 ASSOCIATION A.P.A.M.M. BAS RICHELIEU	1991 03 27	189, rue Prince, bureau 311, Sorel
2852-4221 ASSOCIATION DE CERVINARA DU QUÉBEC ASSOCIAZIONE CERVINARESE DEL QUÉBEC	1991 03 25	3621, L.O. David, Montréal
2852-2407 ASSOCIATION DE DÉVELOPPEMENT DES ALGONQUINS INC. ALGONQUINS DEVELOPMENT ASSOCIATION INC.	1991 03 27	Témiscamingue Indienne Réserve, Route 101, Notre-Dame-du-Nord
2850-5857 ASSOCIATION DES BÉNÉVOLES DU CENTRE D'ACCUEIL DE PIERREFONDS INC.	1991 03 27	14775, boulevard Pierrefonds, Pierrefonds

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2852-7018 ASSOCIATION DES CITOYENS ET CITOYENNES POUR L'INFORMATION SUR LES DROITS DES ACCIDENTÉS ET ACCIDENTÉES DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN (ACCIDAAMM) INC.	1991 03 28	3689, rue Saint-Hubert, Montréal
2852-4296 ASSOCIATION DES GENS DE DAMASSIN À MONTRÉAL (A.G.D.A.M.) INC.	1991 03 25	877, Hudson, Greenfield Park
2852-4718 ASSOCIATION DES SERVICES PROFESSIONNELS ET SPORTIFS D'ANIMAUX DU CANADA	1991 03 26	376, boulevard St-Joseph est, Montréal
2852-4601 ASSOCIATION DES UTILISATEURS DU P.C. DU QUÉBEC (A.U.P.C.Q.)	1991 03 28	56, Highlands, Lasalle
2852-3314 ASSOCIATION ENVIROLAC SAINTE-MARIE INC.	1991 03 25	43, rue Principale, Saint-Aimé des Lacs
2852-2415 ASSOCIATION GRANDS FRÈRES/GRANDES SOEURS D'AMOS INC.	1991 03 28	262, Principale nord, Amos
2851-7092 ASSOCIATION POUR L'INTÉGRATION EN RÉSIDENTE DE L'ESTRIE (AIRE) INC.	1991 03 25	636, rue Québec, Sherbrooke
2852-7026 ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES ÉDITEURS DE MAGAZINES	1991 03 28	600, de la Gauchetière ouest, bureau 2400, Montréal
2852-2381 ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES PSYCHOLOGUES EN CLSC	1991 03 26	30, St-Joseph est, bureau 910, Montréal
2852-4882 ASSOCIATION QUÉBÉCOISE POUR LA RÉADAPTATION PSYCHOSOCIALE	1991 03 27	55, rue Latouche, Beauport
2852-4262 ASSOCIATION TOURISTIQUE DE L'ISLET SUD	1991 03 25	Saint-Pamphile
2852-4726 BASE PLEIN AIR DU PORTAGE INC.	1991 03 26	6166, Notre-Dame, Laterrière
2852-4593 CAMP MUSICAL D'ÉTÉ DE MONTRÉAL	1991 03 28	Université de Montréal, 2332, boulevard Edouard-Montpetit, Montréal
2852-3694 CAMPAGNE CADEAUX DE NOËL, ROUYN-NORANDA	1991 03 28	1, 9 ^e Rue, Rouyn-Noranda
2852-4494 CELCO CONSEIL DES ÉCOLES DE LANGUE ET DE CULTURE D'ORIGINES	1991 03 27	5777, avenue Wilderton, Montréal
2852-7042 CENTRE DE CHEMINEMENT HUMAIN ET SPIRITUEL ST-ALPHONSE INC.	1991 03 28	161, rue Principale, Aylmer
2852-4213 LE CENTRE D'AIDE AUX ENTREPRISES POINTE DE GASPÉ	1991 03 25	27, boulevard York est, Gaspé

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2852-3686 CENTRE D'ALPHABÉTISATION ET D'ACTION COMMUNAUTAIRE L'OUVERTURE DE MONTRÉAL	1991 03 28	605, rue Tait, Saint-Laurent
2852-4288 LE CHOEUR SYLVIE PÉLADEAU	1991 03 25	2569, boulevard Perrot, Notre-Dame Île Perrot
2854-4203 CLUB DE CUIR ÉQUINOXE 2	1991 03 28	1407, Champlain, Montréal
2852-6150 CLUB DES INITIÉS DE BROSSARD	1991 03 28	1580, boulevard Provencher, bureau 204, Brossard
2852-2399 LE CLUB DES LIONS DE GRANBY INC.	1991 03 26	Granby
2852-3561 CLUB DES MERISIERS INC.	1991 03 26	1225, Route du Lac ouest, Alma
2852-3868 LE CLUB DES MONTAGNARDS DES BOIS-FRANCS INC.	1991 03 28	4001, Rang Roberge, Chesterfield
2852-6093 CLUB DES SUPPORTEURS DU SPORT EN MAURICIE	1991 03 28	1791, Père Daniel, Trois-Rivières
2852-2373 CLUB V E 2-R G T INC.	1991 03 26	321, Martel-Portal, Chicoutimi
2851-6086 COMITÉ DE PRÉVENTION DE L'ALCOOLISME ET DES TOXICOMANIES DE LA M.R.C. D'ASBESTOS	1991 03 27	309, rue Chassé, Asbestos
2852-4312 COMITÉ INTERMUNICIPAL DE VIGILANCE ST-BARNABÉ-SUD, ST-BERNARD-DE- MICHAUDVILLE, ST-JUDE, ST-LOUIS	1991 03 25	59, rang Fleury, Saint-Bernard-de-Michaudville
2852-4643 CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT RÉCRÉO-TOURISTIQUE DU VERSANT SUD	1991 03 28	178, Route rurale numéro 3, Saint-Luc de Dijon
2852-4916 CORPORATION DE LA COUPE DU MONDE DE VÉLO DE MONTAGNE MONT STE-ANNE	1991 03 28	333, 12 ^e Rue, Québec
2852-6168 CORPORATION DU LOISIR AUTOMATIQUE DU QUÉBEC INC.	1991 03 28	28, rue Notre-Dame est, bureau 202, Montréal
2852-4866 COUP DE COEUR FRANCOPHONE	1991 03 27	102, boulevard Saint-Joseph est, app. 3, Montréal
2852-4833 LE COUPLE, RÊVE OU RÉALITÉ?	1991 03 27	33, rue Desjardins, Saint-Étienne Lauzon
2852-2811 DOMAINE FAMILIAL RICHARD POULIOT INC.	1991 03 25	203, Rang VIII, Sainte-Germaine du Lac Etchemin

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2852-4551 DSM - ÉCOLE DE LANGUE ALLEMANDE MONTRÉAL DSM - DEUTSCHE SPRACHSCHULE MONTRÉAL	1991 03 28	1601, avenue Le Caron, Laval
2852-4338 L'ENTRAIDE POUR HOMMES DE MONTRÉAL	1991 03 25	6830, boulevard Joseph-Renaud, bureau 203, Anjou
2852-4304 ENVIRONNEMENT-TRACY	1991 03 25	Tracy
2852-1656 ENVISAGE (ABOUTFACE) ORGANISME DE CHARITÉ: SECTION QUÉBÉCOISE	1991 03 25	4346, avenue Girouard, Montréal
2852-4544 FONDATION AMIE DES CAB INC.	1991 03 28	20, boulevard Saint-Benoit nord, Amqui
2852-3306 FONDATION BEL ENVIRON D'EAST HEREFORD	1991 03 25	15, rue de l'Église, East Hereford
2852-4569 FONDATION MARÉCAGES MEMPHRÉMAGOG MEMPHRÉMAGOG WETLAND FOUNDATION	1991 03 28	88, chemin Southière, Magog
2852-3629 FONDATION SANS NOM QUÉBEC INC.	1991 03 28	3080, boulevard Le Carrefour, bureau 400, Laval
2852-4197 LA FONDATION TESSERACT THE TESSERACT FOUNDATION	1991 03 25	21, Hillcrest, Pointe-Claire
2852-4841 FONDS D'EXPLORATION MINÈRE DU HAUT-PAYS DE LA NEIGETTE	1991 03 27	69, rue Principale, Esprit-Saint
2852-4239 LE GROUPE DE CRÉATION ET D'ÉDUCATION M.M. DANSE INC.	1991 03 25	81, rue St-Jean, Longueuil
2852-7059 GROUPE ENVIRONNEMENTAL POUR L'ÉDUCATION, LA RÉDUCTION, LA RÉCUPÉRATION, LA RÉUTILISATION ET LE RECYCLAGE (E.N.V.E.R.R.R.)	1991 03 28	333, boulevard Cité des Jeunes, Hull
2852-3280 GROUPE JEUNESSE ACTIVE LANAUDIÈRE	1991 03 25	1334, chemin du Gouvernement, Sainte-Julienne
2852-3884 HABITATIONS POPULAIRES DE SAINT-JOSEPH DE SAINT-HYACINTHE	1991 03 28	750, rue Villeneuve, Saint-Hyacinthe
2852-4858 LIAISON QUÉBEC-EL SALVADOR	1991 03 27	880, Père Marquette, Québec
2851-5104 MAISON DES JEUNES DE POVUNGNITUK INC. UVIKAIT ILLIQUATINGAT POVINGNITUK	1991 03 28	École Patsuraaluk, Povungnituk

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2854-3007 MOUVEMENT CONTRE LA POLLUTION ÉLECTROMAGNÉTIQUE (M.P.E.)	1991 03 27	5574, avenue Decelles, app. 5, Montréal
2852-4122 LE MUSÉE DE LA VERRERIE DE PLACE-ROYALE	1991 03 25	58, rue Sous-le-Fort, Québec
2852-4577 ORATOIRE SAN GABRIELE DELL'ADDOLORATA INC.	1991 03 28	6299, Rameau, Saint-Léonard
2851-7050 ORGANISME DE RÉCUPÉRATION DES ALIMENTS DE PLESSISVILLE/O.R.A.P.	1991 03 27	1789, rue Saint-Calixte, Plessisville
2852-2803 QUÉBEC-FRANCE 1993 INC.	1991 03 25	80, rue Peel, Sherbrooke
2852-2845 LE REGROUPEMENT DES CITOYENS ST-ALPHONSE- RODRIGUEZ INC.	1991 03 25	Domaine des 4 Hétu, 32, rue Payette, Saint-Alphonse-Rodriguez
2851-8835 REGROUPEMENT DES DIABÉTIQUES DU KAMOURASKA INC.	1991 03 28	La Pocatière
2852-6085 RENAÎTRE DE LA NUIT	1991 03 28	25, rue Gérard Ouellet, Saint-Jean-Port-Joli
2852-3579 RÉSEAUX DES ARTS MÉDIATIQUES	1991 03 26	2994, de Soissons, Montréal
2852-4585 RE-LÈVE SUD OUEST	1991 03 28	2327, rue Centre, Montréal
2853-3818 SOCIÉTÉ DES RÉSIDENCES COMMUNAUTAIRES DE ROSEMONT INC.	1991 03 27	3730, rue Bellechasse, Montréal
2852-4247 SOCIÉTÉ POUR LA PROMOTION ET L'INTERPRÉTATION DE L'AMÉRIQUE FRANÇAISE P.I.A.F.	1991 03 25	351, Bellefleur, Saint-Jean-sur-Richelieu
2852-3660 SOCIÉTÉ POUR L'AVANCEMENT DE L'ART ET LA CULTURE DANS LES LOISIRS DE LANAUDIÈRE	1991 03 28	46, Perreault, L'Assomption
2852-3678 SOCIÉTÉ PROTECTRICE DES EIDERS DE L'ESTUAIRE	1991 03 28	181, Saint-Paul, Bic
2852-3603 STUDIO CUBE ATELIER DE RECHERCHE ARCHITECTURALE	1991 03 27	237, avenue Querbes, Outremont
2852-2365 THÉÂTRE GO-FTA	1991 03 26	Montréal

Lettres patentes supplémentaires

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a accordé des lettres patentes supplémentaires à chacune des corporations suivantes:

Dénomination sociale	Date de constitution	Date des lettres patentes supplémentaires	Modifications
1338-7733 ASSOCIATION DES SPORTIFS DE TEMPLETON-OUEST INC.	1972 06 13	1991 03 27	de la valeur des biens immobiliers
1288-9440 CENTRE HOSPITALIER PORTNEUF	1957 09 23	1991 03 25	1) des objets 2) des dispositions
2151-5150 CENTRE VIE-SOLEIL INC.	1983 02 16	1991 03 27	des objets
1476-2033 CLUB DE SOCCER FOOTBALL DUVERNAY- ST-VINCENT INC.	1977 04 04	1991 03 25	de la dénomination sociale: CLUB DE SOCCER LES ÉTOILES DE L'EST INC.
1857-3725 LA CORDÉE TRANSIT DE JOUR	1982 05 03	1991 03 25	1) des objets 2) des dispositions
1852-3316 CORPORATION DES SPORTS D'HIVER DU K.R.T. INC.	1981 11 13	1991 03 25	de la valeur des biens immobiliers
1364-9546 GARDERIE LE CEP INC.	1976 01 21	1991 03 26	1) de la dénomination sociale: GARDERIE LE CEPT (COLLECTIF ENFANT-PARENT-TRAVAILLEUSE) INC. 2) des objets
1647-9354 ÂGÉES DE JOLIMONT	1980 09 24	1991 03 27	1) de la dénomination sociale: CENTRE COMMUNAUTAIRE PERSONNES ÂGÉES DE JOLIMONT 2) des objets
1478-9762 THÉÂTRE DE LA RALLONGE INC.	1977 06 27	1991 03 28	1) des objets 2) de la valeur des biens immobiliers 3) des dispositions
1846-6516 LA TROUPE FOLKLORIQUE GRECQUE	1981 06 26	1991 03 25	1) de la dénomination sociale: LA TROUPE FOLKLORIQUE GRECQUE SYRTAKI 2) du siège social: 445, rue Jean-Talon ouest, bureau 308, Montréal

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

Compagnies (Divers) — Loi sur les

Dissolution (Article 28)

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a accepté de dissoudre chacune des corporations suivantes:

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de dissolution
1864-4823 1864-4823 QUÉBEC INC.	1982 12 16	1991 03 25
2157-7036 2157-7036 QUÉBEC INC.	1983 07 13	1991 03 20
2158-1624 2158-1624 QUÉBEC INC.	1983 08 12	1991 03 20
2318-4047 2318-4047 QUÉBEC INC.	1985 03 25	1991 03 19
2431-0278 2431-0278 QUÉBEC INC.	1987 03 24	1991 03 19
2435-0100 2435-0100 QUÉBEC INC.	1986 03 21	1991 03 25
2440-4592 2440-4592 QUÉBEC INC.	1986 09 17	1991 03 25
2528-2427 2528-2427 QUÉBEC INC.	1987 07 14	1991 03 25
2541-6462 2541-6462 QUÉBEC INC.	1987 11 30	1991 03 20
2541-9391 2541-9391 QUÉBEC INC.	1987 12 10	1991 03 20
2549-9492 2549-9492 QUÉBEC INC.	1988 04 20	1991 03 20
2625-0688 2625-0688 QUÉBEC INC.	1988 10 11	1991 03 20
2736-4793 2736-4793 QUÉBEC INC.	1989 10 01	1991 03 25
2739-3446 2739-3446 QUÉBEC INC.	1989 10 03	1991 03 25
2840-1032 2840-1032 QUÉBEC INC.	1990 08 30	1991 03 25
2440-7611 AGENCE DE SERVICES À DOMICILE CÔTE-NORD INC.	1986 09 26	1991 03 25
1473-3083 ANNUAIRES UNIS (QUÉBEC) INC.	1977 01 19	1991 03 25
1854-2373 ARMAND LAROCHELLE INC.	1982 01 20	1991 03 20
1478-7998 ASSURANCES JEAN W. BARRY INC.	1977 06 20	1991 03 19
1630-1129 LES ATELIERS SEIMEC INC.	1978 10 02	1991 03 25
1631-3579 AUTOMOBILES F. BOUTHILLIER INC.	1978 11 15	1991 03 25
1635-2908 BOULANGERIE TOP INC.	1979 04 06	1991 03 19

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de dissolution
1843-0884 LES BOUTS-CHOUX DE BEAUPORT INC.	1981 02 20	1991 03 25
1295-5555 BRÛLEURS À L'HUILE L. & M. INC.	1972 04 25	1991 03 19
1643-9234 LES CASCADES DE BEAUPORT INC.	1980 04 23	1991 03 25
2171-5487 CENTRE DE DIFFUSION EN ARTS VISUELS DE QUÉBEC INC.	1984 07 09	1991 03 20
2432-4915 LE CENTRE ÉQUESTRE DE JOLIETTE INC.	1987 03 18	1991 03 19
1114-5117 CHAPEAUX LE CHARME INC.	1944 07 24	1991 03 25
2740-7030 CLUB DE DARD SAINT-EUSTACHE	1989 09 11	1991 03 25
2756-7080 CONSULTANTS RHO INC.	1990 05 18	1991 03 19
2318-3536 LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT SOCIO-JURIDIQUE, CÔTE-NORD, (C.D.S.J.) INC.	1985 04 24	1991 03 25
1466-5871 DATAGRAM INC.	1976 06 06	1991 03 20
2328-0142 DÉPANNEUR GILLES DUBÉ INC.	1985 10 01	1991 03 20
1266-8737 LES DÉVELOPPEMENTS DE L'ÎLE ST-JOSEPH INC.	1972 05 01	1991 03 19
2158-9395 DIEUDONNÉ PAQUET ET FILS INC.	1983 08 11	1991 03 19
1296-4631 LES DISTRIBUTEURS DE PUBLICITÉ DE L'EST INC.	1969 04 28	1991 03 19
1859-1966 DOMERICA INC.	1982 07 05	1991 03 20
1223-2245 DONAT CLOUTIER INC.	1972 01 25	1991 03 20
2318-7008 LES ÉCURIES LÉGARÉ INC.	1985 03 28	1991 03 19
1214-7369 LES ÉDITIONS DU TEMPS LTÉE	1971 10 20	1991 03 20
2537-6286 ENSEIGNES QUÉBÉCOISES ROBY INC.	1987 08 13	1991 03 19
2310-0514 LES ENTREPRISES BERNIER & LUSSIER INC.	1984 09 11	1991 03 20
1853-6573 LES ENTREPRISES B. ST-PIERRE INC.	1981 12 29	1991 03 19
2538-1724 LES ENTREPRISES JEAN ANDRÉ & LOUISE INC.	1987 08 18	1991 03 20
1848-2539 ENTREPRISES LAURIER ANGERS INC.	1981 07 06	1991 03 20
1635-3823 ENTREPRISES SAAD ET MASRI INC.	1979 05 03	1991 03 19

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de dissolution
1477-2560 EXCAVATION R.R.M. MATANE LTÉE	1977 05 04	1991 03 25
2152-9557 FANFAN LAFLÈCHE INC.	1983 03 21	1991 03 25
2553-3563 LA FROMAGERIE D'AUJOURD'HUI S.M. INC.	1988 06 02	1991 03 19
1854-7604 GEORGES BLAIS ASSURANCES INC.	1982 02 08	1991 03 20
1629-2203 GESTION CELPA INC.	1978 08 21	1991 03 25
2850-1377 GESTION R. PAPINEAU INC.	1991 01 01	1991 03 25
2627-3581 GILBERT & ANGÈLE INC.	1988 10 06	1991 03 20
1109-5189 GILICK NÉGOCIANT EN FOURRURES INC.	1964 10 26	1991 03 25
2539-7860 LE GROUPE DE PLACEMENTS DES SORBIERS INC.	1987 09 30	1991 03 19
1369-2355 LE GROUPE DES SERVICES D'AFFAIRES SYNTES INC.	1974 08 06	1991 03 19
1116-9349 HOME HEALTH EQUIPMENT CORP.	1960 04 01	1991 03 25
1168-2671 H.P. CYRENNE LTÉE	1962 08 31	1991 03 20
1648-4628 IMMEUBLES G.F.C. INC.	1980 10 22	1991 03 25
1119-0154 INVESTISSEMENTS PEDITH INC.	1964 01 12	1991 03 25
2158-9288 LES JARDINS ARCAND ET COLLIN INC.	1983 08 10	1991 03 19
2423-2282 LES JARDINS RIVIERA INC.	1986 10 21	1991 03 20
2634-7013 JEAN YVES BOUTET INC.	1989 02 01	1991 03 25
2529-1238 JEAN-JACQUES BERTRAND INC.	1987 08 11	1991 03 19
1370-6288 LABORATOIRE DENTAIRE L. & D. INC.	1974 12 09	1991 03 25
1637-2930 LARRELLE LTÉE	1979 07 26	1991 03 20
2423-1847 LES LIMOUSINES LIMAGE LTÉE	1986 10 20	1991 03 20
1340-9842 LA MAISON MOON WAH INC.	1973 08 20	1991 03 25
1124-4787 MONDON INC.	1950 02 23	1991 03 25
2157-5055 MOREST, RHÉAULT & ASSOCIÉS INC.	1983 07 07	1991 03 19
1841-4847 MSS, INC.	1980 12 15	1991 03 20

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de dissolution
1174-1980 NORANDA BREAD CO. LTD.	1948 06 18	1991 03 25
2431-1615 N. CHOUINARD ÉLECTRIQUE INC.	1987 03 20	1991 03 19
2755-1548 PISCINES HORS PAIR INC.	1990 06 11	1991 03 25
1286-8766 LES PLACEMENTS UNEX INC.	1970 05 21	1991 03 19
2152-2966 LES PLASTIQUES RICHMOND INC.	1983 03 07	1991 03 20
2413-7028 PRODEDIT INC.	1986 03 20	1991 03 25
2421-2409 PROMOTIONS FIESTA INC.	1986 10 17	1991 03 25
2433-1571 PULSATION DESIGN INC.	1987 02 20	1991 03 25
1281-5684 RANDA INC.	1965 02 10	1991 03 20
1327-4238 RENÉ QUENNEVILLE INC.	1972 05 03	1991 03 19
2425-5184 RESSORTS ORDIS INC.	1986 12 22	1991 03 25
2644-4729 RESSOURCES AMCP INC.	1989 06 01	1991 03 20
1468-8436 ROBERT LEFORT INC.	1964 20 20	1991 03 25
1117-1865 ROBERT ROWE COMPANY INCORPORATED	1941 03 28	1991 03 19
2425-7735 SABLE & GRAVIER MARCEL CAMERON INC.	1987 01 09	1991 03 25
2631-1555 LA SAINTE BOUFFE INC.	1989 01 05	1991 03 19
2411-7558 LA SOCIÉTÉ DE TAI CHI TAOISTE DE TROIS-RIVIÈRES	1986 02 10	1991 03 25
1843-3037 SOCIÉTÉ MINIÈRE NORIQUE INC.	1981 02 16	1991 03 20
1480-5659 SOUDURE GÉNÉRALE ET VOITURES USAGÉES ROMA RENAUD INC.	1975 10 27	1991 03 19
2631-8238 SYSTÈMES D'ALARME COBRA INC.	1988 11 16	1991 03 25
2331-3646 SYSTÈMES D'INFORMATION CANASSURANCE INC.	1985 11 29	1991 03 19
1167-8596 TÉLÉCÂBLE BLACK LAKE-ROBERTSON INC.	1956 10 01	1991 03 19
2843-6673 TÉLESAG INC.	1990 12 01	1991 03 25
2631-2405 VIE NOUVELLE SUD-OUEST INC.	1989 01 06	1991 03 25

L'Inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD

Dissolution — Demandes de**1285-6381 QUÉBEC INC.**

Prenez avis que la compagnie «1285-6381 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 3 avril 1991

Le procureur de la compagnie,
HÉLÈNE COSSETTE, *avocate*

72394

2412-8191 QUÉBEC INC.

Prenez avis que la compagnie «2412-8191 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Drummondville, le 2 avril 1991

Le président,
GILLES GIROUX

72397

2623-1423 QUÉBEC INC.

Prenez avis que la compagnie «2623-1423 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Sorel, le 4 avril 1991

Le président,
BERTRAND COURNOYER

72413

2634-9597 QUÉBEC INC.

Prenez avis que la compagnie «2634-9597 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Saint-Laurent, le 4 mars 1991

Le président,
DENIS ROY

72351

2645-5055 QUÉBEC INC.

Prenez avis que la compagnie «2645-5055 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Westmount, le 22 mars 1991

Le secrétaire de la compagnie,
WILLIAM D. HART

72424

2750-4307 QUÉBEC INC.

Prenez avis que la compagnie «2750-4307 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Chibougamau, le 12 mars 1991

Le président,
MICHAEL BUBAR

72358

BCP — DUPUY PUBLICITÉ LIMITÉE

Prenez avis que la compagnie «BCP — DUPUY PUBLICITÉ LIMITÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 28 mars 1991

Le secrétaire-trésorier,
J. LALONDE

72435

BIJOUTERIE ROGER HÉBERT INC.

Prenez avis que la compagnie «BIJOUTERIE ROGER HÉBERT INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Saint-Léonard, le 2 avril 1991

Le président,
ROGER HÉBERT

72371

BOIS DE FOYER YVON BOYER INC.

Prenez avis que la compagnie «BOIS DE FOYER YVON BOYER INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Saint-Jovite, le 3 avril 1991

Le président,
YVON BOYER

72418

CAFÉ CHRÉTIEN DE QUÉBEC INC.

Prenez avis que la corporation «CAFÉ CHRÉTIEN DE QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Québec, le 6 avril 1991

Pour la corporation,
MICHEL VALLÉE

72411

CHARCUTERIE DÉPANNEUR MONTEBELLE INC.

Prenez avis que la compagnie «CHARCUTERIE DÉPANNEUR MONTEBELLE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 25 mars 1991

Le président,
GILBERT DESCHENES

72454

CLUB DE TIR DE STE-FOY

Prenez avis que la corporation «CLUB DE TIR DE STE-FOY» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Beauport, le 4 avril 1991

Le secrétaire de la corporation,
RAYMOND CONTRÉ

72387

CONSOLIDATED PONTIAC INC.

Prenez avis que la compagnie «CONSOLIDATED PONTIAC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 2 avril 1991

72379

Le secrétaire de la compagnie,
E.C. ROBICHAUD

CONSORTIUM DES ARTISTES DE PLACE ROYALE INC.

Prenez avis que la compagnie «CONSORTIUM DES ARTISTES DE PLACE ROYALE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 28 mars 1991

72436

Le secrétaire-trésorier,
J. LALONDE

CONTRE-JOUR ÉCLAIRAGE INC.

Prenez avis que la compagnie «CONTRE-JOUR ÉCLAIRAGE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Québec, le 28 mars 1991

72417

Le président,
ANDRÉ BOLDUC

CORPORATION D'ACQUISITION UB (CANADA) UB (CANADA) ACQUISITION CORPORATION

Prenez avis que la compagnie «CORPORATION D'ACQUISITION UB (CANADA) — UB (CANADA) ACQUISITION CORPORATION» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 3 avril 1991

72409

Les procureurs de la compagnie,
BENNETT JONES VERCHERE

CORPORATION DE L'ÉCOLE D'AGRICULTURE DE STE-CROIX

Prenez avis que la corporation «CORPORATION DE L'ÉCOLE D'AGRICULTURE DE STE-CROIX» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Sainte-Foy, le 11 mars 1991

2538

Les procureurs de la corporation,
POTHIER, BÉGIN, avocats

DISTRIBUGLACE INC.

Prenez avis que la compagnie «DISTRIBUGLACE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Saint-Hyacinthe, le 3 avril 1991

72361

Les procureurs de la compagnie,
MORIER CORBEIL ALLARD ET ASSOCIÉS

DOMAINE SHANGRI-LA INC.

Prenez avis que la compagnie «DOMAINE SHANGRI-LA INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Pointe-Claire, le 21 mars 1991

72367

Le procureur de la compagnie,
LAURENT TARDIF, notaire

EMBOUTEILLAGE S. DESORMEAUX INC.

Prenez avis que la compagnie «EMBOUTEILLAGE S. DESORMEAUX INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 9 avril 1991

72451

Les procureurs de la compagnie,
MACKENZIE GERVAIS

GARAGE BRUNO MOREAU INC.

Prenez avis que la compagnie «GARAGE BRUNO MOREAU INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Drummondville, le 28 mars 1991

72419

Le président,
LÉO-PAUL THERRIEN

GESTION DUNAFO INC.

Prenez avis que la compagnie «GESTION DUNAFO INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Laval, le 4 avril 1991

72456

Les procureurs de la compagnie,
LEDUC, LAMBERT

GESTION LÉANDRE BOLDUC INC.

Prenez avis que la compagnie «GESTION LÉANDRE BOLDUC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Québec, le 2 avril 1991

72347

Le procureur de la compagnie,
BLAISE DUPERREY, avocat

GESTION MAIDOC LTÉE

Prenez avis que la compagnie «GESTION MAIDOC LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Laval, le 4 avril 1991

72426

Les procureurs de la compagnie,
LEDUC, LAMBERT

GESTION OUELLET ET LABRIE INC.

Prenez avis que la compagnie «GESTION OUELLET ET LABRIE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Québec, le 2 avril 1991

72346

Le procureur de la compagnie,
BLAISE DUPERREY, avocat

GIFUV INC.

Prenez avis que la compagnie «GIFUV INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Notre-Dame-de-l'Île-Perrot, le 22 février 1991

72393

La vice-présidente,
LIETTE MONTPETIT

HENRY MARKS OF WESTMOUNT SQUARE LTD.

Prenez avis que la compagnie «HENRY MARKS OF WESTMOUNT SQUARE LTD.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 1^{er} avril 1991

72369

Les procureurs de la compagnie,
LIBERMAN SEGALL FINKELBERG & ASSOCIÉS

HERVÉ THERRIEN INC.

Prenez avis que la compagnie «HERVÉ THERRIEN INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Lac-Mégantic, le 13 février 1991

72421

Le procureur de la compagnie,
ALAIN TALBOT, notaire

INVESTISSEMENTS MIQUELON INC.

Prenez avis que la compagnie «INVESTISSEMENTS MIQUELON INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

72360

Les procureurs de la compagnie,
OGILVY, RENAULT

INVESTISSEMENTS PANCHEN INC.

Prenez avis que la compagnie «INVESTISSEMENTS PANCHEN INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 28 mars 1991

72391

Les procureurs de la compagnie,
OGILVY, RENAULT

JACQUES O. PAUL-HUS INC.

Prenez avis que la compagnie «JACQUES O. PAUL-HUS INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Saint-Luc, le 23 mars 1991

72357

La présidente,
FRANCINE LEMAIRE

J.B. LEASING INC.

Prenez avis que la compagnie «J.B. LEASING INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 28 mars 1991

72431

Le secrétaire-trésorier,
J. LALONDE

J.B. PICARD & FILS INC.

Prenez avis que la compagnie «J.B. PICARD & FILS INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Rimouski, le 8 avril 1991

72452

Le président,
LOUIS BELLAVANCE

J. BRISSETTE LTÉE

Prenez avis que la compagnie «J. BRISSETTE LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 28 mars 1991

72392

Le président,
L.J. BRISSETTE

J.E. DESILETS INC.

Prenez avis que la compagnie «J.E. DESILETS INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Drummondville, le 2 avril 1991

72362

Le secrétaire de la compagnie,
JEAN-LOUIS BOISVERT

LA FILMOTHÈQUE ET LES FILMS DU NOUVEAU MONDE INC.

Prenez avis que la compagnie «LA FILMOTHÈQUE ET LES FILMS DU NOUVEAU MONDE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 28 mars 1991

72434

Le secrétaire-trésorier,
J. LALONDE

LE CERCLE DE PRESSE DU TÉMISCOUATA INC.

Prenez avis que la compagnie «LE CERCLE DE PRESSE DU TÉMISCOUATA INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Dégelis, le 2 avril 1991

72398

Le président,
GILLES CARON

LES CONSULTANTS B.G.N. INC.

Prenez avis que la compagnie «LES CONSULTANTS B.G.N. INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Prévost, le 25 mars 1990

72374

Le secrétaire de la compagnie,
RICHARD BÉGIN

LES ENTREPRISES DEFT INC.

Prenez avis que la compagnie «LES ENTREPRISES DEFT INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Saint-Jean-sur-Richelieu, le 1^{er} avril 1991

72390

La secrétaire de la compagnie,
DENISE LANGE

LES ENTREPRISES D. LESSARD INC.

Prenez avis que la compagnie «LES ENTREPRISES D. LESSARD INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 4 avril 1991

72425

L'administratrice,
RENÉE BOIVIN

LES ENTREPRISES PARI-JO INC.

Prenez avis que la compagnie «LES ENTREPRISES PARI-JO INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Anjou, le 28 mars 1991

72373

Pour la compagnie,
DANIEL MARC-AURÉLE

LES ENTREPRISES PATRY & MARIN INC.

Prenez avis que la compagnie «LES ENTREPRISES PATRY & MARIN INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 12 mars 1991

72383

Le secrétaire-trésorier,
JEAN-PAUL MARIN

LES IMMEUBLES DIMENSIONS 2002 LTÉE

Prenez avis que la compagnie «LES IMMEUBLES DIMENSIONS 2002 LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 21 mars 1991

72376

Le procureur de la compagnie,
JOSEPH LANNI, avocat

LES MODES SUITMAN INC.

Prenez avis que la compagnie «LES MODES SUITMAN INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 4 décembre 1990

72437

Les procureurs de la compagnie,
ADESSKY, POULIN, avocats

LES PEINTURES RAYMOND OLIVIER INC.

Prenez avis que la compagnie «LES PEINTURES RAYMOND OLIVIER INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Joliette, le 4 avril 1991

72366

Le procureur de la compagnie,
ROBERT GAGNON, notaire

LES PLACEMENTS GINETTE BOILY INC.

Prenez avis que la compagnie «LES PLACEMENTS GINETTE BOILY INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Jonquière, le 26 mars 1991

72348

La présidente,
GINETTE BOILY

LES RÉALISATIONS AUDIO-VISUELLES DU VIEUX-MONTRÉAL INC.

Prenez avis que la compagnie «LES RÉALISATIONS AUDIO-VISUELLES DU VIEUX-MONTRÉAL INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 28 mars 1991

72430

Le secrétaire-trésorier,
J. LALONDE

LES TAPIS HENRI INC.

Prenez avis que la compagnie «LES TAPIS HENRI INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Marieville, le 1^{er} mars 1991

72382

Le secrétaire de la compagnie,
CHARLES-HENRI SOREL

MANUFACTURE CAM PAO INC.

Prenez avis que la compagnie «MANUFACTURE CAM PAO INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 7 avril 1991

72457

Pour la compagnie,
KINH HA, C.A.

MÉTÉO ACCESSOIRES INC.

Prenez avis que la compagnie «MÉTÉO ACCESSOIRES INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 4 avril 1991

72408

Le président,
MARWAN MASRI

M.L.M. INVESTEMENTS (QUÉBEC) LTD.

Prenez avis que la compagnie «M.L.M. INVESTEMENTS (QUÉBEC) LTD.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 31 décembre 1990

72423

Les procureurs de la compagnie,
PHILLIPS & VINEBERG

M.P. JAGER & FILS INTERNATIONAL INC.

Prenez avis que la compagnie «M.P. JAGER & FILS INTERNATIONAL INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 20 mars 1991

72352

Les procureurs de la compagnie,
LETTE & ASSOCIÉS

M.T. CLOUTIER INC.

Prenez avis que la compagnie «M.T. CLOUTIER INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Trois-Rivières, le 2 avril 1991

72381

Les procureurs de la compagnie,
BEAUMIER, RICHARD

**PAPIER JOURNAL CONSOLIDATED-BATHURST
LIMITÉE
CONSOLIDATED-BATHURST NEWSPRINT
LIMITED**

Prenez avis que la compagnie «PAPIER JOURNAL CONSOLIDATED-BATHURST LIMITÉE — CONSOLIDATED-BATHURST NEWSPRINT LIMITED» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 2 avril 1991

72378

Le secrétaire de la compagnie,
E.C. ROBICHAUD

**PÂTES ET PAPIERS CONSOLIDATED-BATHURST
LIMITÉE
CONSOLIDATED-BATHURST PULP AND PAPER
LIMITED**

Prenez avis que la compagnie «PÂTES ET PAPIERS CONSOLIDATED-BATHURST LIMITÉE — CONSOLIDATED-BATHURST PULP AND PAPER LIMITED» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 2 avril 1991

72377

Le secrétaire de la compagnie,
E.C. ROBICHAUD

PAUL GUILBAULT PRINTING SERVICE LTD.

Prenez avis que la compagnie «PAUL GUILBAULT PRINTING SERVICE LTD.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 3 avril 1991

72359

Le procureur de la compagnie,
SOPHIE DUCHARME

PAVILLON FAMILIAL DES BOIS FRANCS

Prenez avis que la compagnie «PAVILLON FAMILIAL DES BOIS FRANCS» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Sainte-Thérèse, le 3 avril 1991

72465

Le président,
PIERRE FERLAND

POLISSAGE DE MEUBLE MATTE INC.

Prenez avis que la compagnie «POLISSAGE DE MEUBLE MATTE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 2 avril 1991

72356

Le président,
RUDOLF MUELLER

**QUINCAILLERIE ST-LAURENT LTÉE
ST. LAWRENCE HARDWARE LTD.**

Prenez avis que la compagnie «QUINCAILLERIE ST-LAURENT LTÉE — ST. LAWRENCE HARDWARE LTD.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 28 mars 1991

72375

Les procureurs de la compagnie,
MENDELSON ROSENZWEIG SHACTER

**RECHERCHES EN COMMUNICATIONS DE
MASSE DU QUÉBEC INC.**

Prenez avis que la compagnie «RECHERCHES EN COMMUNICATIONS DE MASSE DU QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 28 mars 1991

72432

Le secrétaire-trésorier,
J. LALONDE

SÉLECTION COMMERCES INC.

Prenez avis que la compagnie «SÉLECTION COMMERCES INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 18 février 1991

72455

Les procureurs de la compagnie,
MONDOR, FOURNIER, avocats

SERVICE TÉLÉPHONIQUE VAL D'OR INC.

Prenez avis que la compagnie «SERVICE TÉLÉPHONIQUE VAL D'OR INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Val-d'Or, le 25 novembre 1990

72365

Le président,
MARCEL RICARD

**SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENTS D.C.R.F.
OUMET INC.**

Prenez avis que la compagnie «SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENTS D.C.R.F. OUMET INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Laval, le 25 février 1991

72349

Pour la compagnie,
DANIEL OUMET

STRUCTURE MICHAEL INC

Prenez avis que la compagnie «STRUCTURE MICHAEL INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Cap-de-la-Madeleine, le 8 avril 1991

72459

Le président,
MICHEL COOKE

TELECASTING OFFICES OF OLD MONTREAL INC.

Prenez avis que la compagnie «TELECASTING OFFICES OF OLD MONTREAL INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 28 mars 1991

72433

Le secrétaire-trésorier,
J. LALONDE

THERRIEN FRÈRES FURN LTD

Prenez avis que la compagnie «THERRIEN FRÈRES FURN LTD» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Trois-Lacs, le 18 mars 1991

72414

Le secrétaire de la compagnie,
PAUL THERRIEN

TRANSPORT R.C. JANELLE INC.

Prenez avis que la compagnie «TRANSPORT R.C. JANELLE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Drummondville, le 25 mars 1991

72458

Le président,
RICHARD JANELLE

VALLÉE ET BILODEAU INC.

Prenez avis que la compagnie «VALLÉE ET BILODEAU INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Lac-Mégantic, le 15 mars 1991

72420

Le procureur de la compagnie,
ALAIN TALBOT, notaire

VIDÉODÉTECH INC.

Prenez avis que la compagnie «VIDÉODÉTECH INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Anjou, le 28 mars 1991

72372

Pour la compagnie,
DANIEL MARC-AURÉLE

Compagnies étrangères — Loi sur les**Permis de faire affaires**

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a accordé un permis de faire affaires aux corporations suivantes:

*Nom de la compagnie **Nom d'emprunt	Date du permis	Nom et adresse de l'agent principal	Adresse du bureau principal
2928-7885 ** ATLANTIC SPEEDY PROPANE LTÉE	1991 03 28	M. Mark Fortier, 55, d'Auteuil, Québec	Cabano
2714-0706 ** LIGNES AÉRIENNES CARGOLUX INTERNATIONAL S.A. LTÉE	1991 03 28	Me J. Lucien Perron, 8045, boulevard Pelletier, Brossard	Tour de la Bourse, 25 ^e étage, 800, Place Victoria, Montréal

2530

L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD

Curatelle publique — Loi sur la

Avis de qualité

Le soussigné donne avis, conformément à l'article 32 de la Loi sur le Curateur public (1989, c. 54), qu'il est curateur d'office aux successions vacantes ou administrateur provisoire des biens appartenant à:

1° UN ABSENT: NIL

2° Biens trouvés sur le cadavre d'un inconnu ou sur un cadavre non réclamés: NIL

3° Biens situés au Québec dont les propriétaires, les ayants cause ou les héritiers ou successibles sont inconnus ou introuvables:

Nom	No dossier	En son vivant	Date du décès
Beaubien Poissée, Ginette	880413-0	inconnue	inconnue
Bélanger, René	880404-9	5877, avenue du Parc, Montréal	20 06 1990
Boros, Maria (Mme Ernest Varga)	880415-5	Hongrie	01 10 1984
Brisson, Maurice	880410-6	5325, avenue Victoria, Montréal	13 11 1990
Couture, Christian	880426-2	590, rue Gosselin, Saint-Hyacinthe	19 11 1989
Duranceau, Louis	880411-4	inconnue	inconnue
Gilmour, Mathew Bennie	880412-2	inconnue	inconnue
Harvey, Lucien	880424-7	1102, rue Ontario, appartement 6, Montréal	15 02 1991
Manolesco, Stoyan	880427-0	90, Montée Sainte-Marie, Gérard-Majella	24 02 1991
Marcotte, Fabien	880390-0	401, Saint-Paul, Québec	25 01 1991
Newsam Berthier, Elizabeth	880384-3	6116, Côte-Saint-Luc, Montréal	07 01 1991
Niewiadomski, Tadeusz Enrick	880406-4	2025, rue Wellington, appartement 5-B, Montréal	03 03 1991
Nituch, Paul	880425-4	C.H. des Laurentides, L'Annonciation	05 02 1991
Poulin <i>et al.</i> , Joséphine	880414-8	inconnue	inconnue
Senberg, Irma Marie	880423-9	5727, rue Chabot, Montréal	01 03 1991
Société d'entraide économique de Sherbrooke	880403-1	inconnue	inconnue
Steiner Adler, Rosette	880405-6	125, rue Wilson, Longueuil	18 01 1990

4° Sommes d'argent destinées au paiement des intérêts et au remboursement des obligations lorsque ces sommes ne sont pas réclamées depuis plus de 3 ans qui suivent leur échéance:

Corporation Métropolitaine de Transport de Sherbrooke	Village de Sainte-Marthe-sur-le-Lac
Corporation municipale de Biencourt	Corporation municipale de la paroisse de la Plaine
Municipalité de la paroisse de Saint-Antoine	Municipalité de Grantham
Municipalité de Saint-Théophile	Ville de Matagami
Municipalité de Saint-Élie-d'Orford	Ville de Chatham
Corporation municipale du village de Compton	Ville de Grand-Mère
Corporation municipale du village de Pointe-au-Pic	Ville de Bedford
Ville d'Asbestos	Ville de Lemoyne
Municipalité de Saint-Sauveur	Canton de Sutton
Municipalité de Thetford-Mines	Municipalité de Crabtree
Ville de Sainte-Anne-des-Plaines	Ville de Bromptonville
Régie Intercommunale des Bois-Francs	Ville de Huntingdon

5° Produit d'une police d'assurance sur la vie d'une personne et dont le bénéficiaire est inconnu ou introuvable: NIL

6° Biens délaissés par une personne morale dissoute:

Nom:	No dossier	Nom:	No dossier
Cie de Construction Modernaire	880407-2	Gestion La Poulette Grise Inc.	880409-8
Rosaire Larouche Inc.	880416-3	Spisi-Alma Inc.	880417-1

Nom:	No dossier	Nom:	No dossier
Nord Contractors And Builders	880418-9	Construction Laterreur Inc.	880419-7
Centre d'achat Métropolitain	880420-5	Thibeault & Associés Inc.	880421-3
Le Carrefour de la Cuisine Inc.	880422-3	Rosedale Construction Inc.	

7° Biens confiés à un administrateur du bien d'autrui et délaissé par lui: NIL

8° Les biens sans maîtres et ceux qui deviennent la propriété de l'État par déshérence ou confiscation définitive: NIL

9° Successions vacantes:

Nom	No dossier	En son vivant	Date du décès
Bélanger, André	676759-4	1700, boulevard Portland, Sherbrooke	21 04 1990
Bélanger, Normand	676746-1	1323, 1 ^{re} Concession à Asbestos	27 06 1989
Brosseau, Mathieu	676753-7	940, rue Champlain, Saint-Jean-sur-Richelieu	04 12 1990
Bouchard, Claire	676776-8	2050, Montcalm, appartement 20, Saint-Hubert	28 10 1989
Bouchard, Marcel	676754-5	23, 8 ^e Avenue Est, La Sarre	05 09 1987
Bourbeau, Michel	676761-0	187, de la Colombière Ouest, Québec	15 11 1990
Cadioux, Victorien	676765-1	4390, 8 ^e Avenue, Laval-Ouest	14 11 1990
Chevarie, André	676752-9	4065, de la Valjean, Québec	08 10 1990
Cloutier, Linda	676740-4	5252, Bordeaux, Montréal	01 06 1990
Collin, Jean	676778-4	62, Lafleur, Verdun	01 03 1990
Corbeil, Martin	676758-6	6435, rue Chabot, appartement 151, Montréal	13 06 1989
Cross, Bernard	676767-7	1667, Fleury Est, appartement 2, Montréal	11 06 1987
Daigle, Paul	676780-0	6520, Monkland, appartement 36, Montréal	07-02-1991
David, Jean	676749-5	5936, Des Écores, Montréal	24 12 1990
Demers, Jean-Guy	676770-1	926, rue Malo, Mont Saint-Hilaire	04 12 1989
Denoncourt, André	676774-3	162, rue Principale, Saint-Stanislas	23 09 1990
Gauthier, Guy	676777-6	504, boulevard Sainte-Croix, Saint-Laurent	01 01 1991
Gauvreau, Yvon	676755-2	2550, boulevard Harwood, Vaudreuil	21 03 1989
Gravel, Georges-Albert	676750-3	5220, Lionel, Saint-Félix-de-Valois	15 05 1990
Guay, Gérald	676766-9	545, rue Saint-Jacques, Napierville	25 09 1990
Labelle, Gérald	676739-6	488, chemin Desmarais, Mont-Tremblant	15 10 1989
Laliberté, Marcel	676745-3	5250, rue Jarry Est, appartement 32, Montréal	03 04 1990
Lapierre, Michel	676768-5	193, chemin Bélisle, Morin-Heights	01 06 1990
Larochelle, Claude	676775-0	9222, Saint-Urbain, Montréal	17 11 1990
Mallette, Sylvain	676763-6	1650, Papineau, appartement 6, Montréal	26 03 1990
Marcil, Gaétan	676742-0	215, rue Principale, Saint-Joseph-du-Lac	19 08 1990
Martel, Louis	676762-8	480, boulevard Desaulniers, appartement 1, Saint-Lambert	08 06 1989
Morin, Viateur	676743-8	4105, Angora, Terrebonne	10 03 1990
Noël, Jacques	676760-2	188, rue Salaberry, Saint-Jean-sur-Richelieu	14 07 1990
Paquette, Victor	676741-2	17, boulevard Kennedy, Saint-Jérôme	07 05 1989
Paré, Michel	676764-4	9754, Royal, Sainte-Anne-de-Beaupré	23 08 1990
Parent, Wilfrid	676744-6	18, rue Saint-Louis, Saint-Eustache	02 07 1990
Parenteau, Alain	676757-8	120A, 9 ^e Avenue, Drummondville	22 10 1989
Pelland, André	676773-5	956B, Moncton, Québec	28 09 1990
Pelletier, René	676748-7	2122, rue Guérin, Longueuil	17 04 1990
Rivest, Pierre-Fernand	676769-3	863, rue Martel, Joliette	18 05 1989
Rouillard, Henri-Paul	676747-9	4582, rue Cartier, Lac-Mégantic	26 06 1990
Roy, Eve-Anne	676772-7	5420, Lafond, Montréal	11 06 1990

Nom	No dossier	En son vivant	Date du décès
Tremblay, Aimé	676779-2	30, Ch. du Rang Saint-Jean, Sherrington	26 10 1990
Tremblay, Thérèse	676751-1	314, rue Saint-Sacrement Ouest, Alma	15 09 1990

Le curateur public remettra les biens et le cas échéant, les revenus produits depuis le début de l'administration provisoire au propriétaire, à l'héritier ou au bénéficiaire, selon le cas, qui se présente dans les dix ans, de la présente publication et qui établit son droit sur ce bien.

Le soussigné recevra à l'adresse ci-dessous, le paiement de toutes dettes envers les successions ou personnes énumérées ci-haut et la preuve de toute réclamation contre elle:

Le curateur public du Québec
monsieur RENÉ CHARTRAND
Service des successions vacantes et autres juridictions
Tour de la Place-Victoria, 6^e étage
800, Square Victoria, C.P. 51
Montréal, Québec
H4Z 1J6

72399

Déclarations des compagnies et sociétés — Loi sur les

Changement dans la nature de leurs affaires

Le notaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, les sociétés en commandite suivantes ont changé la nature de leurs affaires:

Raison sociale de la société	Modifications apportées à la nature de leurs affaires	Date d'enregistrement
HOOGOVENS ALUMINIUM QUÉBEC, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE HOOGOVENS ALUMINIUM QUEBEC AND COMPANY, LIMITED	Construire, posséder, exploiter une aluminerie et en assurer l'entretien, ou posséder un droit par indivis sur cette aluminerie, ce qui comprend l'exercice des activités suivantes: achat et exploitation à façon d'alumine, et vente d'aluminium fabriqué par l'aluminerie ou provenant d'une autre source; achat, production, fabrication, traitement et vente de minerais et de métaux, ainsi que toute activité industrielle, manufacturière ou commerciale reliée directement ou indirectement à celles précitées.	1991 03 18
PLACEMENTS ÉGYPTIENS MONTEBELLO BLOODSTOCK I, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE MONTEBELLO EGYPTIAN BLOODSTOCK INVESTMENTS I AND COMPANY, LIMITED PARTNERSHIP	Faire l'acquisition, l'élevage, l'exposition et la vente de chevaux, et faire la vente de parts dans des chevaux, le tout afin d'en tirer un revenu; exercer toutes les activités qui font nécessairement partie de ce qui précède, ou qui y sont accessoires ou reliées.	1991 03 12
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE BELLE FILLE I BEAUTIFUL GIRL I AND COMPANY, LIMITED PARTNERSHIP	Posséder des parts dans une société en commandite étrangère qui acquiert, détient ou exploite, directement ou indirectement, des droits sur des films produits pour la télévision, et fait produire des films pour la télévision.	1991 03 21

Raison sociale de la société	Modifications apportées à la nature de leurs affaires	Date d'enregistrement
2540		<i>Le protonotaire adjoint de la Cour supérieure, district judiciaire de Montréal,</i> CLAUDE LEBEAU

Dissolution

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, la majorité des associés de la société en commandite suivante a consenti à sa dissolution:

Raison sociale de la société	Date de formation	Lieu du principal établissement	Date de dissolution
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LES JARDINS ST-MARTIN	1984 04 18	335, Allée de la Seigneurie, Boucherville, QC, J4B 1A2	1991 03 08
2541			<i>Le protonotaire adjoint de la Cour supérieure, district judiciaire de Longueuil,</i> LORRAINE SAUVÉ

Formation

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, la déclaration de société en commandite suivante a été enregistrée à son bureau:

Raison sociale de la société	Date d'enregistrement	Lieu du principal établissement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE TERRASSES LOUIS ALEXANDRE	1991 04 09	345, des Saguenéens, local 202, Chicoutimi, QC
2540		<i>Le protonotaire adjoint de la Cour supérieure, district judiciaire de Longueuil,</i> GUY BOIVIN

Inspecteur général des institutions financières

Assurances — Loi sur les

LA CAPITALE, COMPAGNIE D'ASSURANCE GÉNÉRALE

Modification de permis

Avis est donné, par les présentes, que le permis d'assureur de LA CAPITALE, COMPAGNIE D'ASSURANCE GÉNÉRALE a été modifié et autorise désormais ladite compagnie à pratiquer au Québec les catégories d'assurances suivantes:

- Automobile
- Biens
- Bris des machines
- Garantie
- Responsabilité.

Conformément aux exigences du chapitre II, titre IV de la Loi sur les assurances (L.R.Q., c. A-32), l'assureur maintient un cautionnement suffisant auprès du ministre des Finances du Québec, soit un cautionnement d'une valeur marchande de 921 250 \$.

Le siège social de la compagnie est situé au 625, rue Saint-Amable, Québec, QC, G1R 2G5.

Québec, le 1^{er} avril 1991

L'inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD

2539

La Compagnie d'assurance Union Commerciale Limitée

Modification de permis

Avis est donné, par les présentes, que le permis d'assureur de la Compagnie d'assurance Union Commerciale Limitée a été modifié et autorise désormais ladite compagnie à pratiquer au Québec les catégories d'assurances suivantes:

- Aviation

- Biens
- Responsabilité
- Maritime

Conformément aux exigences du chapitre II, titre IV de la Loi sur les assurances (L.R.Q., c. A-32), l'assureur a été relevé de son obligation de fournir un cautionnement au Québec, à l'exception du cautionnement déjà fourni pour la catégorie « maritime ».

Le siège social de la compagnie est situé à St. Helen's, 1 Undershaft, London (England).

Le représentant principal au Québec est monsieur André Corbeil, 999, de Maisonneuve Ouest, 9^e étage, Montréal, Québec, H3A 3L4.

Québec, le 1^{er} avril 1991

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

2539

SOCIÉTÉ MUTUELLE D'ASSURANCE GÉNÉRALE ROUYN-NORANDA-TÉMISCAMINGUE

Modification de permis

Avis est donné, par les présentes, que le permis d'assureur de SOCIÉTÉ MUTUELLE D'ASSURANCE GÉNÉRALE ROUYN-NORANDA-TÉMISCAMINGUE a été modifié et autorise désormais ladite société à pratiquer au Québec les catégories d'assurance suivantes:

- Automobile
- Biens
- Bris des machines
- Garantie
- Responsabilité

Conformément aux exigences du chapitre III.I, titre III de la Loi sur les assurances (L.R.Q., c. A-32), la société est membre du Groupe Promutuel Fédération de sociétés mutuelles d'assurance générale et de la Corporation de fonds de Garantie. Elle verse à la Fédération les cotisations fixées et contribue au capital de la Corporation de fonds de garantie.

Le siège social de la société est situé au 41, rue des Oblats Nord, Ville-Marie (Québec), J0Z 3W0.

Québec, le 1^{er} avril 1991

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

2539

TÉMISCOUATA, SOCIÉTÉ MUTUELLE D'ASSURANCE GÉNÉRALE

Modification de permis

Avis est donné, par les présentes, que le permis d'assureur de TÉMISCOUATA, SOCIÉTÉ MUTUELLE D'ASSURANCE GÉNÉRALE a été modifié et autorise désormais ladite société à pratiquer au Québec les catégories d'assurance suivantes:

- Automobile
- Biens
- Bris des machines
- Garantie
- Responsabilité

Conformément aux exigences du chapitre III.I, titre III de la Loi sur les assurances (L.R.Q., c. A-32), la société est membre du Groupe Promutuel Fédération de sociétés mutuelles d'assurance générale et de la Corporation de fonds de Garantie. Elle verse à la Fédération les cotisations fixées et contribue au capital de la Corporation de fonds de garantie.

Le siège social de la société est situé au 464, avenue Principale, ville Dégelis, Témiscouata, Québec, G0L 1H0.

Québec, le 1^{er} avril 1991

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

2539

VAUDREUIL, SOCIÉTÉ MUTUELLE D'ASSURANCE GÉNÉRALE

Modification de permis

Avis est donné, par les présentes, que le permis d'assureur de VAUDREUIL, SOCIÉTÉ MUTUELLE D'ASSURANCE GÉNÉRALE a été modifié et autorise désormais ladite société à pratiquer au Québec les catégories d'assurance suivantes:

- Automobile
- Biens
- Bris des machines
- Garantie
- Responsabilité

Conformément aux exigences du chapitre III.I, titre III de la Loi sur les assurances (L.R.Q., c. A-32), la société est membre du Groupe Promutuel Fédération de sociétés mutuelles d'assurance générale et de la Corporation de fonds de Garantie. Elle verse à la Fédération les cotisations fixées et contribue au capital de la Corporation de fonds de garantie.

Le siège social de la société est situé au 123, rue Saint-Pierre, case postale 1090, Rigaud (Québec), J0L 1P0.

Québec, le 1^{er} avril 1991

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

2539

Liquidation des compagnies — Loi sur la

LES INDUSTRIES BOLTON LTÉE

L'inspecteur général des institutions financières donne avis que la corporation « LES INDUSTRIES BOLTON LTÉE », constituée en vertu de la Partie I de la Loi sur les compagnies en date du 9 septembre 1974, avec siège social au 8, rue Maple, Lac Brome, a été dissoute le 26 mars 1991 en vertu de la Loi sur la liquidation des compagnies.

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD
1359-0518*

72370

Ministères — Avis concernant les

Affaires municipales

Divers

Municipalité de Saint-Alphonse-Rodriguez

Le ministre des Affaires municipales donne avis qu'il a approuvé en date du 11 avril 1991, conformément à l'article 25 de la Loi sur l'organisation territoriale municipale (L.R.Q., c. O-9), la demande de changement de nom de la municipalité de paroisse de Saint-Alphonse-de-Rodriguez en celui de municipalité de Saint-Alphonse-Rodriguez.

Le ministre des Affaires municipales,
CLAUDE RYAN

2542

Ville de Buckingham

Le ministre des Affaires municipales donne avis conformément à l'article 162 de la Loi sur l'organisation territoriale municipale (L.R.Q., c. O-9) qu'il a approuvé, en date du 2 avril 1991, le règlement numéro 1989-18 de la ville de Buckingham, tel que modifié, décrétant l'annexion à cette municipalité d'une partie du territoire de la municipalité de L'Ange-Gardien et imposé un partage de l'actif et du passif relatif au territoire visé par ce règlement.

Le conseil de la ville de Buckingham a, par la résolution numéro 90-427, accepté la modification.

Ce partage, assimilé à un accord, est le suivant:

« La municipalité dont le territoire est visé par l'annexion doit remettre à la municipalité annexante une partie des taxes foncières générales perçues à l'égard de ce territoire.

Le montant dû sera calculé en proportion du nombre de jours qui restent à écouler dans l'année de l'entrée en vigueur de l'annexion et il devra être versé dans les 60 jours de cette date. »

La description du territoire visé par l'annexion est celle qui a été rédigée par le ministre de l'Énergie et des Ressources le 12 novembre 1990. Cette description apparaît en annexe.

Le ministre des Affaires municipales donne également avis conformément à l'article 30 de la Loi sur l'organisation territoriale municipale (L.R.Q., c. O-9), qu'à la suite de cette annexion, la population de la ville de Buckingham est établie à 10 000 habitants et celle de la municipalité de L'Ange-Gardien à 2 380 habitants.

2533

Le ministre des Affaires municipales,
CLAUDE RYAN

DESCRIPTION OFFICIELLE DES LIMITES DU TERRITOIRE DÉTACHÉ DE LA MUNICIPALITÉ DE L'ANGE-GARDIEN ET ANNEXÉ À LA VILLE DE BUCKINGHAM, DANS LA COMMUNAUTÉ RÉGIONALE DE L'OUTAOUAIS

Un territoire faisant actuellement partie de la municipalité de L'Ange-Gardien, dans la communauté régionale de l'Outaouais, comprenant en référence au cadastre du canton de Buckingham la partie des lots 12A et 12B du rang 5 renfermée dans les limites ci-après décrites à savoir: partant du sommet de l'angle sud-est du lot 12B du rang 5; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: partie de la ligne brisée limitant au sud ledit lot 12B, étant le côté nord d'un ancien chemin public et du chemin du lac Donaldson, sur une distance de deux cent cinquante mètres et sept centièmes (250,07 m); dans les lots 12B et 12A du rang 5, une ligne droite faisant un angle intérieur de 91°39' avec le dernier tronçon de la ligne précédente et passant par un point situé sur la ligne séparative des lots 12A et 12B dudit rang à une distance de deux cent cinquante mètres et trente centièmes (250,30 m) de l'extrémité est de ladite ligne séparative de lots jusqu'à la ligne médiane du ruisseau McPaul traversant ledit lot 12A; la ligne médiane dudit ruisseau dans une direction générale nord-est jusqu'à la ligne séparant le lot 11C des lots 12A et 12B du rang 5; enfin, partie de ladite ligne séparative de lots en allant vers le sud jusqu'au point de départ; lequel territoire est annexé à la ville de Buckingham.

Ministère de l'Énergie et des Ressources
Service de l'arpentage
Québec, le 12 novembre 1990

Préparée par GILLES CLOUTIER, arpenteur-géomètre

Ville de Québec

Le ministre des Affaires municipales donne avis conformément à l'article 162 de la Loi sur l'organisation territoriale municipale (L.R.Q., c. O-9) qu'il a approuvé, en date du 11 avril 1991, le règlement numéro 3622 de la ville de Québec décrétant l'annexion à cette municipalité d'une partie du territoire de la municipalité de Saint-Émile.

La description du territoire visé par l'annexion est celle qui a été rédigée par le ministre de l'Énergie et des Ressources le 8 août 1990. Cette description apparaît en annexe.

Le ministre des Affaires municipales donne également avis conformément à l'article 30 de la Loi sur l'organisation territoriale municipale (L.R.Q., c. O-9), qu'à la suite de cette annexion, la population de la ville de Québec est établie à 168 600 habitants et celle de la municipalité de Saint-Émile à 5 800 habitants.

Le ministre des Affaires municipales,
CLAUDE RYAN

2533

DESCRIPTION OFFICIELLE DES LIMITES DU TERRITOIRE DÉTACHÉ DE LA MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE SAINT-ÉMILE ET ANNEXÉ À LA VILLE DE QUÉBEC, DANS LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE QUÉBEC

Un territoire faisant actuellement partie de la municipalité du village de Saint-Émile, dans la Communauté urbaine de Québec, comprenant en référence au cadastre de la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette les lots ou parties de lots et leurs

subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues ou parties d'iceux, le tout renfermé dans les limites ci-après décrites, à savoir: partant du point de rencontre de la ligne séparative des lots 1167-75 et 1165-76 et du côté sud de l'emprise de la servitude de l'Hydro-Québec; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: le côté sud de ladite emprise dans une direction sud-est jusqu'à sa rencontre avec le prolongement de la ligne nord-ouest du lot 1161, sur le lot 1162-2; vers le sud-ouest, dans les lots 1162, 2800 et 1165-65 et coïncidant avec la ligne nord-ouest du lot 1163-95, le prolongement de ladite ligne nord-ouest jusqu'à la ligne séparative des lots 1165 et 1167; enfin, partie de ladite ligne séparative de lots en allant vers le nord-ouest et son prolongement à travers le lot 2800 jusqu'au point de départ; lequel territoire est annexé à la ville de Québec.

Ministère de l'Énergie et des Ressources
Service de l'arpentage
Québec, le 8 août 1990

Préparée par GILLES CLOUTIER, arpenteur-géomètre

Ville de Thurso

Le ministre des Affaires municipales donne avis conformément à l'article 162 de la Loi sur l'organisation territoriale municipale (L.R.Q., c. O-9) qu'il a approuvé, en date du 11 avril 1991, le règlement numéro 5-1988 de la ville de Thurso, tel que modifié, décrétant l'annexion à cette municipalité d'une partie du territoire de la municipalité du canton de Lochaber et l'accord sur le partage de l'actif et du passif relatif au territoire visé par ce règlement ratifié le 11 mars 1991 par les représentants de ces municipalités.

Le conseil de la ville de Thurso a, par la résolution numéro 199-90, accepté la modification.

La description du territoire visé par l'annexion est celle qui a été rédigée par le ministère de l'Énergie et des Ressources le 20 septembre 1989. Cette description apparaît en annexe.

Le ministre des Affaires municipales donne également avis conformément à l'article 30 de la Loi sur l'organisation territoriale municipale (L.R.Q., c. O-9), qu'à la suite de cette annexion, la population de la ville de Thurso est établie à 2 665 habitants et celle de la municipalité du canton de Lochaber à 505 habitants.

Le ministre des Affaires municipales,
CLAUDE RYAN

2533

DESCRIPTION OFFICIELLE DES LIMITES DU TERRITOIRE DÉTACHÉ DE LA MUNICIPALITÉ DU CANTON DE LOCHABER ET ANNEXÉ À LA VILLE DE THURSO, DANS LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE PAPINEAU

Un territoire faisant actuellement partie de la municipalité du canton de Lochaber, dans la municipalité régionale de comté de Papineau, comprenant en référence au cadastre du canton de Lochaber les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures ainsi que les chemins, routes, emprise de chemin de fer, cours d'eau ou parties d'iceux, le tout renfermé dans les limites ci-après décrites, à savoir: partant du sommet de l'angle nord-est du lot 11A du rang 4; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: la ligne est dudit lot 11A, cette ligne prolongée à travers l'emprise de chemin de fer (lot 31) et le chemin public qu'elle rencontre; la ligne est du lot 11 du rang 3

et son prolongement jusqu'à la ligne frontière Québec/Ontario dans la rivière des Outaouais; vers l'ouest, partie de ladite ligne frontière jusqu'au prolongement de la ligne ouest du lot 11 du rang 3; ledit prolongement et ladite ligne ouest; la ligne ouest du lot 11C du rang 4, cette ligne prolongée à travers le chemin public et l'emprise de chemin de fer (lot 31) qu'elle rencontre; enfin, la ligne nord des lots 11C, 11B et 11A du rang 4 jusqu'au point de départ; lequel territoire est annexé à la ville de Thurso.

Ministère de l'Énergie et des Ressources
Service de l'arpentage

Québec, le 20 septembre 1990

Préparée par GILLES CLOUTIER, arpenteur-géomètre

Enseignement supérieur, de la Science

Institut Armand-Frappier

Avis est donné qu'en vertu du décret no 110-91, adopté le 30 janvier 1991, des lettres patentes supplémentaires ont été accordées à l'Institut Armand-Frappier, conformément à l'article 52 de la Loi sur l'Université du Québec (L.R.Q., c. U-1).

La ministre de l'Enseignement
supérieur et de la Science,
LUCIENNE ROBILARD

2532

Industrie, du Commerce et de la Technologie

Heures d'affaires

Corporation du village de Sainte-Agathe-Sud

Avis d'autorisation

Le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie donne avis, conformément à l'article 13 de la Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux, qu'il autorise que le public soit admis en dehors des heures prévues à l'article 2 ainsi que le dimanche et les jours visés par l'article 3, dans les établissements commerciaux situés sur le territoire de la corporation du village de Sainte-Agathe-Sud et ce, pour la période du 1^{er} avril 1991 au 31 mars 1992 inclusivement.

Québec, le 28 mars 1991

Le ministre de l'Industrie, du Commerce
et de la Technologie,
GÉRALD TREMBLAY

2534

Expo Habitat de Saint-Hyacinthe

Avis d'autorisation

Le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie donne avis qu'à l'occasion de l'Expo Habitat de Saint-Hyacinthe qui se tiendra au Pavillon des pionniers de la Société d'Agriculture de Saint-Hyacinthe du 4 au 7 avril 1991 et conformément à l'article 14 de la Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux, il autorise les établissements commerciaux qui prendront part à cette exposition à admettre le public jusqu'à 23 h les 4, 5 et 6 avril 1991 et de 12 h à 18 h le dimanche, 7 avril 1991.

Québec, le 13 mars 1991

*Le ministre de l'Industrie, du Commerce
et de la Technologie,
GÉRALD TREMBLAY*

2534

Expo Habitat Granby
Avis d'autorisation

Le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie donne avis qu'à l'occasion de l'Expo Habitat Granby qui se tiendra au Centre sportif Interplus de Granby du 11 au 14 avril 1991 et conformément à l'article 14 de la Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux, il autorise les établissements commerciaux qui prendront part à cette exposition à admettre le public jusqu'à 22 h le 11 avril 1991, jusqu'à 23 h les 12 et 13 avril 1991 et de 12 h à 18 h le dimanche, 14 avril 1991.

Québec, le 13 mars 1991

*Le ministre de l'Industrie, du Commerce
et de la Technologie,
GÉRALD TREMBLAY*

2534

Ville de Sainte-Adèle
Avis d'autorisation

Le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie donne avis, conformément à l'article 13 de la Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux, qu'il autorise que le public soit admis en dehors des heures prévues à l'article 2 ainsi que le dimanche et les jours visés par l'article 3, dans les établissements commerciaux situés sur le territoire de la ville de Sainte-Adèle et ce, pour la période du 1^{er} mai 1991 au 30 avril 1992 inclusivement.

Québec, le 28 mars 1991

*Le ministre de l'Industrie, du Commerce
et de la Technologie,
GÉRALD TREMBLAY*

2534

Justice

**Tarif des frais judiciaires des droits de greffe et
cautionnement en matière pénale**
Avis d'indexation

Conformément au troisième alinéa de l'article 8 du Tarif des frais judiciaires des droits de greffe et cautionnement en matière pénale, édicté par le décret 1285-90 du 5 septembre 1990, le ministre de la Justice publie, ci-après, le Tableau des droits indexés au 1^{er} avril 1991, selon le taux d'augmentation de l'indice des prix à la consommation pour le Canada pour la période se terminant le 31 décembre de l'année précédente, déterminé à 5 % par Statistique-Canada.

2536

*Le ministre de la Justice,
GIL RÉMILLARD*

**TABLEAU DU TARIF DES FRAIS JUDICIAIRES DES
DROITS DE GREFFE ET CAUTIONNEMENT EN MATIÈRE
PÉNALE INDEXÉS**

Articles	Montants indexés
a. 1, par. 1 ^o	21,00 \$
a. 1, par. 2 ^o	21,00 \$
a. 1, par. 3 ^o	32,00 \$
a. 1, par. 4 ^o	47,00 \$
a. 1, par. 5 ^o	21,00 \$
a. 1, par. 8 ^o	11,00 \$
a. 1, par. 9 ^o	21,00 \$
a. 1, par. 10 ^o	37,00 \$
a. 2, par. 2 ^o	74,00 \$
a. 2, par. 3 ^o	21,00 \$
a. 2, par. 4 ^o	21,00 \$
a. 2, par. 5 ^o a)	131,00 \$
a. 2, par. 5 ^o b)	110,00 \$
a. 2, par. 6 ^o	37,00 \$
a. 2, par. 7 ^o	189,00 \$
a. 4	68,00 \$
a. 5	121,00 \$

**Projet de loi d'intérêt privé —
Avis de présentation d'un**

BETTS REALTY LTD.

Avis est, par les présentes, donné que BETTS REALTY LTD., constituée par lettres patentes, émises le 4 novembre 1959 en vertu de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q., 1941, c. 276) s'adressera au Parlement du Québec au cours de la présente session ou à la prochaine session, aux fins de demander l'adoption d'un projet de loi d'intérêt privé ayant pour objet de l'autoriser à présenter une demande de reprise d'existence en vertu de l'article 11 de la Loi concernant les renseignements sur les compagnies (L.R.Q., c. R-22).

Toute personne qui a des motifs d'intervenir sur ce projet de loi d'intérêt privé doit en informer le directeur de la législation à l'Assemblée Nationale du Québec.

Montréal, le 11 avril 1991

*Les procureurs,
DESIARDINS DUCHARME*

72462

Régime des eaux — Loi sur le

Pembroke Electric Light Company
Demande du dépôt des plans et devis

Avis est donné au public, conformément à l'article 60 de la Loi sur le régime des eaux, que la Pembroke Electric Light Company, de Waltham, dans le comté de Pontiac, se propose de remplacer le barrage existant à la sortie du Lac Forant, sur la Rivière Noire, dans les territoires non organisés du canton de Forant dans la région de Pontiac. Le barrage sera de même nature que celui existant, mais construit avec des matériaux permanents, le tout

dans le but de régulariser le débit et assurer ainsi l'uniformité d'alimentation aux aqueducs et aux usines et la constance des forces hydrauliques.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant l'emplacement de ces travaux a été transmis au ministère de l'Environnement et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au Bureau de la division d'enregistrement de Pontiac, à Campbell's Bay.

La demande d'autorisation contenue dans la requête sera prise en considération par le gouvernement le ou après le dixième jour suivant la date de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Québec, le 8 avril 1991

72466

Le procureur,
ME GILLES RIVARD, C.R.
Procureurs de la Pemtroke Electric Light Company
Une division de Jay-M. Holdings Limited

Renseignement sur les compagnies — Loi concernant les

Reprise d'existence — Avis de

La ministre déléguée aux Finances donne avis qu'elle a délivré un certificat de reprise d'existence à chacune des corporations suivantes:

Dénomination sociale	Date de délivrance du certificat	Dispositions particulières
2323-5310 SOCIÉTÉ D'ANIMAUX FRONTIÈRE	1991 03 20	Aucune
1307-6237 LA SOCIÉTÉ ST-JEAN BAPTISTE DE BAIE-DES-SABLES	1991 03 20	Aucune

2531

La ministre déléguée aux Finances,
LOUISE ROBIC

Syndicats professionnels — Loi sur les

SYNDICAT DES APICULTEURS DU NORD-OUEST DU QUÉBEC

Avis est donné qu'en vertu de la Loi sur les syndicats professionnels, l'inspecteur général des institutions financières a, en date du 1991 03 20, autorisé « SYNDICAT DES PRODUCTEURS DE MIEL LAURENTIDES-LANAUDIÈRE » à changer son nom en celui de « SYNDICAT DES APICULTEURS DU NORD-OUEST DU QUÉBEC ».

Donné chez l'inspecteur général des institutions financières, le 1991 03 27.

L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD
1632-8437

2535

Ventes par shérif

AVIS PUBLIC est, par la présente, donné que les terres et héritages sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs mentionnés plus bas.

Charlevoix

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Charlevoix
Nos 240-18-000001-911
240-05-000104-894

FRANÇOIS-XAVIER SIMARD, médecin, résidant et domicilié au 229, rue Saint-Raphaël, Cap-à-l'Aigle, district de Charlevoix, demandeur, contre ELZÉAR FORGUES, homme d'affaires, résidant et domicilié au 301, rue Saint-Raphaël, Cap-à-l'Aigle, district de Charlevoix, défendeur, et LA BANQUE NATIONALE DU CANADA, corporation légalement constituée, ayant son siège social en la ville de Montréal et une succursale au 316, rue Saint-Étienne, La Malbaie, district de Charlevoix, et

LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Charlevoix no 1, bureau d'enregistrement, La Malbaie, comté de Charlevoix, mis en cause.

« Un emplacement sis à Cap-à-l'Aigle, connu et désigné comme étant et composant la subdivision cinq du lot originaire quatre-vingt-cinq (85-5), la subdivision un du lot originaire huit cent soixante-douze (872-1), la subdivision deux du lot originaire huit cent soixante-douze (872-2), la subdivision R01 du lot originaire huit cent soixante-douze (872-R01) et la subdivision cent un du lot originaire huit cent soixante-douze (872-101) du cadastre officiel pour la paroisse de La Malbaie, division d'enregistrement de Charlevoix no 1; avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Avec toute servitude active ou passive, apparente ou occulte, pouvant grever ou bénéficier ledit immeuble. »

Le montant minimal que l'adjudicataire devra verser audit shérif, en argent ou par chèque visé au moment de l'adjudication, est fixé à 25 % de l'évaluation, soit 39 794,00 \$, compte tenu du facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Charlevoix no 1, La Malbaie, 237, rue Saint-Étienne, La Malbaie, QC, G5A 1T8, le VINGT-HUITIÈME jour de MAI 1991 à QUATORZE heures.

Le shérif adjoint,
HÉLÈNE BRISSON

Bureau du shérif
Cour supérieure
La Malbaie, le 4 avril 1991

72438

Chicoutimi

Saisie-exécution immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Chicoutimi
No 150-18-00005-913

TRUST GÉNÉRAL DU CANADA, corporation légalement constituée, ayant un bureau au 494, rue des Champs-Élysées, case postale 395, ville et district de Chicoutimi, G7H 5C2, partie

demanderesse, contre LOUIS TURCOTTE, domicilié et résidant au 1520, des Martinets, ville et district de Chicoutimi, G7H 5Y1, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Chicoutimi, 227, rue Racine Est, ville et district de Chicoutimi, G7H 5B7, partie mise en cause.

« Un terrain ou emplacement formé de la subdivision un de la subdivision dix du lot original six cent cinq (lot 605-10-1) et la subdivision onze du lot original six cent cinq (lot 605-11), au cadastre officiel de la ville de Chicoutimi, division d'enregistrement de Chicoutimi; avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au shérif lors de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque visé à l'ordre du ministre des Finances, est fixé à 25 696,75 \$, représentant 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1).

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Chicoutimi, 227, rue Racine Est, Chicoutimi, le VINGT-NEUVIÈME jour de MAI 1991 à DIX heures.

Le shérif adjoint,
LISE GÉRAVAIS

Bureau du shérif
Cour supérieure
Chicoutimi, le 3 avril 1991

72404

Kamouraska

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Kamouraska
Nos 250-04-000016-801
250-18-000010-911

JEANNE PELLETIER, 681, rue Octave, Saint-Pascal, district de Kamouraska, G0L 3Y0, partie demanderesse, contre ROBERT LEVESQUE, 457, rue de l'Amitié, Saint-Pascal, G0L 3Y0, partie défenderesse, et FRANCINE ST PIERRE, 457, rue de l'Amitié, Saint-Pascal, G0L 3Y0, mis en cause.

« Un immeuble de figure rectangulaire, connu et désigné au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Pascal, division d'enregistrement de Kamouraska, comme étant:

1. Une partie de la subdivision deux du lot original numéro deux cent soixante-douze (ptie 272-2), bornée vers le nord par une partie du lot 272-1 ci-après décrite, vers le sud-est par une partie du lot 272-2-3, étant la 2^e Avenue (de l'Amitié) et vers le sud-ouest par une autre partie du lot 272-2, appartenant à la Société d'Entraide Économique du K.R.T. ou représentants.

2. Une partie de la subdivision un du lot original numéro deux cent soixante-douze (ptie 272-1), bornée vers le nord-ouest par une autre partie du lot 272-1, appartenant à Louis-Georges Paradis ou représentants, vers le nord-est en partie par une autre partie du lot 272-1, appartenant à Jacques Frère et Louise Landry ou représentants et en partie par une autre partie du lot 272-1, appartenant à Camille Dumais Inc. ou représentants, vers le sud-est par une partie du lot 272-1-7, étant la 2^e Avenue (de l'Amitié), vers le sud par une partie du lot 272-2 ci-dessus décrite et vers le sud-ouest par une autre partie du lot 272-2, appartenant à la Société d'Entraide Économique du K.R.T. ou

représentants; la ligne nord-ouest dudit terrain étant située dans le prolongement vers le nord-est d'une ligne imaginaire droite réputée être la ligne de division du lot 272-1-1 avec les lots 272-6-2, 272-5-2, 272-4-2 et 272-3-2.

Le tout mesurant cent pieds (100 pi) de front vers le sud-est et le nord-ouest par cent quatre-vingt-cinq pieds (185 pi) de profondeur vers le sud-ouest et le nord-est; avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Sous réserve du droit de rétention prévu à l'article 689 du C.P.C., le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque certifié fait au nom du shérif du district de Kamouraska, conformément à l'article 687.1 du Code de procédure civile, est fixé à la somme de 63 050,00 \$, représentant 50 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives (L.R.Q., c. F-2.1).

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Kamouraska, 395, Chapleau, Saint-Pascal-de-Kamouraska, QC, G0L 3Y0, le JEUDI VINGT-TROISIÈME jour de MAI 1991 à DIX heures.

Le shérif adjoint,
JEAN-CHARLES FRASER

Bureau du shérif
Cour supérieure
Rivière-du-Loup, le 28 mars 1991

72402

Longueuil

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Longueuil
Nos 450-02-002164-906
505-18-000011-916

LA CAISSE POPULAIRE ST-HYPPOLITE DE WOTTON, corps politique légalement constitué, ayant son siège social au 560, rue Saint-Jean à Wotton, district judiciaire de Saint-François, partie demanderesse, contre ROBERT MONDOUX, domicilié et résidant au 100, rang 2 à Wotton, district judiciaire de Saint-François, faisant affaires sous les nom et raison sociale de FAB ACTION, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Chambly, mis en cause.

Un emplacement vacant situé en la municipalité de Saint-Basile-Le-Grand, ayant front sur la rue Rocheleau, connu et désigné comme étant une partie de la subdivision numéro soixante-dix-huit du lot original numéro trois cent quatre-vingt-dix-sept (397-ptie 78) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Bruno, mesurant cent vingt pieds (120 pi) de profondeur dans ses lignes nord-est et sud-ouest par quarante-huit pieds et cinq pouces (48 pi 5 po) de largeur dans ses lignes sud-est et nord-ouest, bornée vers le nord-est par une autre partie dudit lot 397-78, vers le sud-est par le lot 397-47 (rue Rocheleau), vers le sud-ouest par le lot 397-72 et vers le nord-ouest partie par le lot 397-79-1 et partie par une partie du lot 397-79; sans bâtisse. Tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble, sans exception ni réserve de la part du vendeur et notamment sujet à une servitude de vue telle que créée aux

termes d'un acte enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Chambly sous le numéro 816341.

La mise à prix est fixée à 3 060,75 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Longueuil, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Chambly, 2555, boulevard Roland-Therrien, salle RC-21, Longueuil, QC, le DIX-HUITIÈME jour de JUIN 1991 à QUATORZE heures.

Le shérif adjoint,
ÉLIZABETH S. GOBEILLE

Bureau du shérif
Cour supérieure
Longueuil, le 9 avril 1991

72449

Mégantic

Vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Mégantic
Nos 480-05-000003-916
480-18-000001-913 (Shérif)

CAISSE POPULAIRE NOTRE-DAME DE FATIMA, société régie par la loi sur les caisses d'épargne et de crédit, ayant son siège social au 6318 de la rue Salaberry à Lac-Mégantic, district de Mégantic, demanderesse, contre **TRANSPORT RÉAL BROCHU INC.**, corporation légalement constituée, ayant son siège social à Stornoway, district de Mégantic, défenderesse, et **RÉAL BROCHU**, domicilié et résidant au 2041, R.R. 1, Lac-Mégantic, district de Mégantic, défendeur, et **LE RÉGISTRATEUR** de la division d'enregistrement de Frontenac, 5527, Frontenac, Lac-Mégantic, QC, mis en cause.

Avis public est, par la présente, donné que les terres et héritages sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs mentionnés plus bas.

Désignation

« 1. Un immeuble situé en la municipalité de Frontenac, situé du côté est du chemin public, route 161, comprenant:

a) un terrain à prendre et à distraire du lot de terre numéro dix, du rang Un, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Ditchfield (ptie 10, rg 1, Ditchfield), division d'enregistrement de Frontenac, et plus amplement décrit comme suit: en partant d'un point « A » situé du côté est du chemin public et à deux cents pieds (200 pi) de la ligne de division entre les lots dix et onze (10 et 11) dudit rang et canton, dans une direction nord en longeant le côté est dudit chemin public sur une distance de trois cent trente pieds (330 pi) jusqu'au point « B »; de ce point « B » en direction est, sur une distance de deux cent vingt-cinq pieds (225 pi), jusqu'au point « C », ladite ligne « B-C » étant perpendiculaire au chemin public; de ce point « C » en direction sud, sur toute la distance nécessaire pour rejoindre la ligne de division entre les lots dix et onze (10 et 11) dudit rang Un jusqu'au point « D »; de ce point « D » en direction nord-ouest jusqu'au point « E », ladite ligne « D-E » longeant la ligne séparative entre le lot dix et le lot onze dudit rang et canton; de

ce point « E » en direction nord, sur une distance de deux cents pieds (200 pi) jusqu'au point « F », ladite ligne « E-F » longeant le côté est du terrain, propriété de dame Françoise H. Corriveau; de ce point « F » en direction nord-ouest sur une distance de trois cents pieds (300 pi) jusqu'au point « A », point de départ, ladite ligne « F-A » longeant le côté nord-ouest du terrain propriété de dame Françoise H. Corriveau. Ledit terrain étant borné comme suit: en front, vers l'ouest, en partie par le chemin public, route 161, et en partie par partie du même lot, propriété de dame Françoise H. Corriveau, suivant titre enregistré à Frontenac sous le no 113618; d'un côté, vers le nord, ainsi qu'à l'arrière, vers l'est, par partie dudit lot dix (10), propriété de monsieur Jacques Laroche; de l'autre côté, vers le sud, en partie par la ligne de division entre les lots dix (10) et onze (11) dudit rang Un (1) et en partie par partie du même lot, propriété de dame Françoise H. Corriveau.

Ledit terrain contenant en superficie cent sept mille pieds carrés (107 000 pi²).

Avec toutes bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, lesdites bâtisses comprenant notamment une maison-résidence ainsi qu'un garage de réparation mécanique situés sur ledit terrain et un entrepôt.

Servitude passive

Le terrain ci-dessus désigné est affecté d'une servitude personnelle en faveur de monsieur Jacques Laroche ou Excavation Mégantic Inc. sur un chemin de passage existant présentement, le tout tel que plus amplement mentionné aux termes de l'acte de vente enregistré à Frontenac sous le no 152508. Ledit terrain est aussi sujet à une servitude perpétuelle de puisage d'eau en faveur de l'emplacement, propriété de dame Françoise H. Corriveau suivant titres de cette dernière enregistrés à Frontenac sous les nos 78124 et 113618.

Servitude active

Audit terrain est attachée une servitude perpétuelle de puisage d'eau à une source se trouvant à environ cinquante pieds (50 pi) de la ligne arrière de l'emplacement ci-haut désigné et à environ dix pieds (10 pi) de la ligne du chemin de fer, le tout tel que plus amplement mentionné aux termes de l'acte de vente enregistré à Frontenac sous le no 152508.

La vente de cet immeuble est faite sous réserve de la Loi sur l'acquisition des terres agricoles par des non-résidents, et sous réserve de la Loi concernant les droits sur les transferts de terrains.

Le montant minimal que l'adjudicataire devra payer au shérif au moment de l'adjudication, en argent ou par chèque visé (certifié) fait à l'ordre du ministre des Finances est de 22 737,00 \$.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Frontenac, 5527, rue Frontenac, local 219, Lac-Mégantic, QC, G6B 1H6, le VINGT-HUITIÈME jour de MAI 1991 à DIX heures.

Le shérif,
H. BRUNEAU

Bureau du shérif
Cour supérieure
Lac-Mégantic, le 2 avril 1991

72401

Montréal

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec

Cour du Québec — District de Montréal
No 500-02-018996-905

ADVANCE PROCESS SUPPLY, corporation légalement constituée, ayant son siège social au 445, boulevard Guimond à Longueuil, district de Longueuil, partie demanderesse, contre **HUBERMAN SIMON**, résidant et domicilié au 12155, 55^e Avenue à Montréal, district de Montréal, partie défenderesse, et **LE RÉGISTRATEUR** de Montréal, mis en cause.

La propriété du défendeur Simon Huberman.

« Un emplacement ayant front sur la Cinquante-Cinquième Avenue en la ville de Montréal, connu et désigné comme étant composé des lots numéros mille deux cent onze et mille deux cent dix de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre-vingt-seize (96-1211 et 1210) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Rivière-des-Prairies, division d'enregistrement de Montréal; avec bâtisse dessus érigée portant le numéro d'immeuble 12155 de la Cinquante-Cinquième Avenue en ladite ville de Montréal, et dont le mur nord-ouest est mitoyen. Tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes, actives et passives, apparentes ou occultes, attachées audit immeuble sans exception ni réserve. »

La mise à prix est fixée à 40 959,00 \$, soit 50 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.

L'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Montréal, au moment de l'adjudication, 20 479,50 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.

Pour être vendu au bureau du shérif, palais de justice de Montréal, 10, rue Saint-Antoine Est, local 3.03, le VINGT-DEUXIÈME jour de MAI 1991 à DOUZE heures.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN

Bureau du shérif
Cour supérieure
Montréal, le 3 avril 1991

72439

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montréal
No 500-05-012800-908

BANCROFT CREDIT CORPORATION, corps politique et incorporé, ayant son siège social et son bureau principal au 2100, de Maisonneuve Ouest, ville et district de Montréal, partie demanderesse, contre **JEAN CLAUDE BOUDREAU**, résidant et domicilié au 6087, Gérard-Morisset, ville et district de Montréal, partie défenderesse, et **LE RÉGISTRATEUR** de Montréal, mis en cause.

« Un emplacement ayant front sur l'avenue Gérard-Morisset en la ville de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro vingt de la resubdivision du lot numéro quatre-vingt-treize de la

subdivision officielle du lot originaire numéro trente-quatre (34-93-20), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Longue-Pointe; avec la maison dessus érigée portant les numéros 6081 à 6087, avenue Gérard-Morisset, dont le mur sud-ouest est mitoyen. Avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble et spécialement sujet à une servitude de vue, telle que créée par acte enregistré à Montréal, sous le numéro 3206246. »

La mise à prix est fixée à 65 129,25 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Montréal, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau du shérif, palais de justice de Montréal, 10, rue Saint-Antoine Est, local 3.03, le VINGT-QUATRIÈME jour de MAI 1991 à QUATORZE heures.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN

Bureau du shérif
Cour supérieure
Montréal, le 5 avril 1991

72443

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Québec
No 200-05-003568-909

BUREAU DE MARKETING MUNICIPAL (B.M.M.) INC., partie demanderesse, contre **LES RÉSIDENCES TRECO LTÉE**, corporation légalement constituée, ayant son siège social au 590, rue Sagard, Saint-Bruno, district de Longueuil, partie défenderesse, et **LE RÉGISTRATEUR** de Montréal, mis en cause.

« Un emplacement connu et désigné comme étant le lot numéro vingt-six de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent quarante-six (146-26) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Pointe-Claire, division d'enregistrement de Montréal; avec bâtisse dessus construite portant le numéro 14 de la rue Brigantine à Kirkland. »

La mise à prix est fixée à 52 669,50 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Montréal, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau du shérif, palais de justice de Montréal, 10, rue Saint-Antoine Est, local 3.03, le VINGT-TROISIÈME jour de MAI 1991 à QUATORZE heures.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN

Bureau du shérif
Cour supérieure
Montréal, le 5 avril 1991

72441

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montréal
No 500-05-007211-905

COMPAGNIE TRUST CENTRAL GUARANTY, corporation légalement constituée, ayant son bureau au 1130, Sherbrooke Ouest, ville et district de Montréal, partie demanderesse, contre PIERRE SÉGUIN, domicilié et résidant au 3475, 10^e Rue, Sainte-Lucie-des-Laurentides, et MULTI SERVICES IMMOBILIERS DU QUÉBEC INC., et YVES TURENNE, du 41, place de la Rochelle, Sainte-Julie, parties défenderesses, et LE RÉGISTRATEUR de Montréal, mis en cause.

« Un immeuble ayant front sur la rue Évelyn en la ville de Verdun, connu et désigné comme étant les lots numéros trois cent trente-quatre et trois cent trente-cinq de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois mille quatre cent un (3401-334 et 335), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal; avec les dépendances y érigées, notamment une maison portant les numéros 3564 à 3580, rue Évelyn en la ville de Verdun. Sujet, ledit immeuble, à une servitude de vue enregistrée au bureau de la division d'enregistrement de Montréal sous le numéro 3547748. Tel que le tout se trouve présentement, sans exception ni réserve. »

La mise à prix est fixée à 42 291,00 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multiplié par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Montréal, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau du shérif, palais de justice de Montréal, 10, rue Saint-Antoine Est, local 3.03, le VINGT-DEUXIÈME jour de MAI 1991 à QUATORZE heures.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN

Bureau du shérif
Cour supérieure
Montréal, le 2 avril 1991

72440

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montréal
No 500-12-183109-895

EVA FORGUES, domiciliée et résidant au 4061, boulevard Sainte-Rose à Laval, district de Montréal, partie demanderesse, contre YVON TETREAU, domicilié et résidant au 3112, 6^e Rue, Chomedey, Laval, district de Montréal, et LE RÉGISTRATEUR de Laval, mis en cause.

« Un emplacement ayant front sur la 6^e Rue, ville de Laval, quartier Chomedey, province de Québec, connu et désigné comme étant le lot numéro 114 de la subdivision officielle du lot originaire numéro 205 (205-114), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Martin; avec la maison y érigée portant le numéro d'immeuble 3112 de ladite 6^e Rue, ville de Laval, quartier Chomedey, province de Québec. Tel que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble, sans

exception ni réserve. L'immeuble servant de résidence familiale. (Ville de Laval, rôle no 022-A-19-32). »

La mise à prix est fixée à 51 150,00 \$, soit 50 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.

L'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Montréal, au moment de l'adjudication, 25 575,00 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Laval, 155, boulevard Je-me-Souviens, Laval, le VINGT-NEUVIÈME jour de MAI 1991 à QUATORZE heures.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN

Bureau du shérif
Cour supérieure
Montréal, le 5 avril 1991

72445

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montréal
No 500-05-009525-906

LA CORPORATION TRUST CAPITAL, corporation légalement constituée, ayant son bureau principal au 600, boulevard René-Lévesque Ouest, ville et district de Montréal, partie demanderesse, contre GIUSEPPE GARGANO, homme d'affaires, demeurant au 2600, terrasse Louisbourg, ville et district de Montréal, et GIUSEPPINA SARAGOSA, épouse de Giuseppe Gargano, demeurant au 2600, terrasse Louisbourg, ville et district de Montréal, parties défenderesses, et LE RÉGISTRATEUR de Montréal, mis en cause.

« Un emplacement ayant front sur la rue Jean-Talon Est en la cité de Saint-Léonard, connu et désigné comme étant composé du lot numéro trois cent soixante-neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre cent vingt-huit (428-369), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sault-au-Récollet; avec bâtisse y érigée portant les numéros d'immeuble 5187, 5189, 5191, 5193, 5195 et 5197 de la rue Jean-Talon Est en la cité de Saint-Léonard, dont le mur nord-est est construit mitoyen. Tel que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble, sans exception ni réserve et notamment avec et sujet aux servitudes de droit de vue et de passage créées aux termes des actes enregistrés à Montréal sous les numéros 2357591 et 2371790 et 2355058. »

La mise à prix est fixée à 113 969,25 \$.

« Un emplacement ayant front sur terrasse Louisbourg en la ville de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro dix de la subdivision du lot numéro cent trente-sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois cent trente (330-137-10), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sault-au-Récollet, division d'enregistrement de Montréal; avec bâtisse dessus érigée portant les numéros 2600, 2602 et 2604, terrasse

de Louisbourg en ladite ville de Montréal. Sujet à une servitude en faveur d'Hydro-Québec créée aux termes de l'acte enregistré à Montréal sous le numéro 1589514; et avec et sujet à une servitude réciproque de droit de vue, créée aux termes de l'acte enregistré à Montréal, sous le numéro 1775019. Tel que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes, actives et passives, apparentes ou occultes, attachées audit immeuble, sans exception ni réserve. »

La mise à prix est fixée à 46 675,50 \$.

Ces différents montants représentent 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Montréal, au moment de l'adjudication.

Pour être vendus séparément au bureau du shérif, palais de justice de Montréal, 10, rue Saint-Antoine Est, local 3.03, le TRENTE ET UNIÈME jour de MAI 1991 à ONZE heures.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN

Bureau du shérif
Cour supérieure
Montréal, le 9 avril 1991

72447

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montréal
No 500-05-016791-905

LA CORPORATION TRUST CAPITAL, corporation légalement constituée, ayant un siège social dans les ville et district de Montréal, au 600, boulevard René-Lévesque Ouest, partie demanderesse, contre ADOLPHE MELEGE, résidant et domicilié dans les ville et district de Montréal, au 10336, avenue Larose, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de Montréal, mis en cause.

« Un emplacement ayant front sur la rue Jean-Talon Est en la ville de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro sept cent quatre-vingt-dix de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre cent quarante-trois (443-790), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sault-au-Récollet, division d'enregistrement de Montréal; avec bâtisse dessus érigée portant les numéros d'immeuble 3636 et 3638, rue Jean-Talon Est en la ville de Montréal. Ainsi que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble, sans exception ni réserve et notamment sujet à des servitudes d'utilités publiques enregistrées au bureau de la division d'enregistrement de Montréal sous les numéros 2734693 et 3153365 et une servitude mutuelle et réciproque de vue enregistrée à Montréal sous le numéro 3915517. »

La mise à prix est fixée à 27 722,25 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par

chèque visé à l'ordre du shérif du district de Montréal, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau du shérif, palais de justice de Montréal, 10, rue Saint-Antoine Est, local 3.03, le TRENTE-UNIÈME jour de MAI 1991 à QUATORZE heures.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN

Bureau du shérif
Cour supérieure
Montréal, le 8 avril 1991

72446

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montréal
No 500-05-012666-903

METRO INDUSTRIAL LEASEHOLD LTD, 4700, de la Savane, local 200, Montréal, partie demanderesse, contre FABRICATION & ASSEMBLAGE EN MÉTAL STEVEN INC., et STEFANOS MORAITIS, tous deux domiciliés au 7421, Champagneur, Outremont, Montréal, parties défenderesses, et LE RÉGISTRATEUR de Montréal, mis en cause.

« Un emplacement ayant front sur l'avenue Champagneur en la ville de Montréal, connu et désigné comme étant composé des lots suivants:

a) la subdivision cinq cent quatorze du lot originaire six cent trente-sept (637-514), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, mesurant vingt-six pieds (26 pi) de largeur pour la pleine longueur dudit lot;

b) la subdivision cinq cent quinze de la partie sud-est du lot originaire six cent trente-sept (637-S.-E. ptie 515), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, mesurant vingt-quatre pieds et huit pouces (24 pi 8 po) de largeur pour la pleine longueur dudit lot et bornée comme suit: en avant par l'avenue Champagneur, en arrière par une ruelle, sur un côté au sud-est par le lot 637-514 et de l'autre côté, au nord-ouest, par le résidu dudit lot 637-515. Toutes les mesures sont mesures anglaises et plus ou moins; avec bâtisse dessus construite portant les numéros d'immeuble 7417, 7419, 7421 et 7423, avenue Champagneur à Montréal, et dont le mur sud-est est mitoyen. Ainsi que le tout se trouve présentement, avec tous les droits et appartenances, sans exception ni réserve de la part de l'intervenant. »

La mise à prix est fixée à 35 686,50 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Montréal, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau du shérif, palais de justice de Montréal, 10, rue Saint-Antoine Est, local 3.03, le VINGT-QUATRIÈME jour de MAI 1991 à ONZE heures.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN

Bureau du shérif
Cour supérieure
Montréal, le 5 avril 1991

72442

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montréal
No 500-05-013532-898

THE CHASE MANHATTAN BANK OF CANADA, une banque canadienne dûment constituée selon la loi, ayant son bureau principal au Airway Centre 111, 5295 Airport Road, suite 800, Mississauga, Ontario, partie demanderesse, contre **CAMIONNAGE TRANSIT INC.**, corps politique dûment incorporé, a/s M. René Biello, administrateur, résidant et domicilié au 253, Pierre-Fontaine, ville de Boisbriand, et **JACQUELINE CLAING**, femme d'affaires, résidant et domiciliée au 1205, rue Barré, ville Saint-Laurent, parties défenderesses, et **LE RÉGISTRATEUR** de Montréal, mis en cause.

« Un emplacement ayant front sur la rue Barré en la ville de Saint-Laurent, et composé:

a) du lot numéro deux cent cinq de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent cinquante-quatre (254-205), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, mesurant 30 pieds de largeur sur une profondeur de 72,1 pieds dans sa ligne nord-ouest et de 72 pieds dans sa ligne sud-est. À distraire cependant, la partie de ce dit lot, de forme triangulaire, contenant une superficie de 12,5 pieds carrés, vendu à la ville de Saint-Laurent, aux termes de l'acte enregistré à Montréal sous le numéro 2119308;

b) d'une partie du lot connu et désigné comme étant le lot numéro deux cent quatre de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent cinquante-quatre (254-ptie 204), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, laquelle dite partie mesure vingt pieds (20 pi) de largeur sur une profondeur de soixante-douze pieds et quinze centièmes de pied (72,15 pi) dans sa ligne nord-ouest et de soixante-douze pieds et un dixième de pied (72,1 pi) dans sa ligne sud-est et est bornée comme suit: en front, au sud-ouest, par la rue Barré (numéro 254-175); en arrière, au nord-est, par le lot numéro 255-161; d'un côté, au nord-ouest, par le lot numéro 254-377; et de l'autre côté, au sud-est, par le lot numéro 254-205, tous des plan et livre de renvoi officiels susdits.

Toutes les mesures ci-haut sont en mesures anglaises et plus ou moins.

Avec toutes les bâtisses dessus érigées et notamment celle portant les numéros d'immeuble 1205, 1207 et 1209 de ladite rue Barré, circonstances et dépendances.

Avec la servitude ou droit d'occupation temporaire, créée aux termes d'un acte enregistré à Montréal sous le numéro 2119308.

Tel que le tout se trouve présentement sans exception ni réserve aucune.

L'immeuble appartenant à Jacqueline Claing, servant de résidence familiale. »

La mise à prix est fixée à 54 612,00 \$, soit 50 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.

L'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Montréal, au moment de

l'adjudication, 27 306,00 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.

Pour être vendu au bureau du shérif, palais de justice de Montréal, 10, rue Saint-Antoine Est, local 3.03, le TRENTEIÈME jour de MAI 1991 à DOUZE heures.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN

Bureau du shérif
Cour supérieure
Montréal, le 9 avril 1991

72448

Québec

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Québec
C.S.Q. 200-05-001221-907
S. 200-18-000129-906

BANQUE NATIONALE DU CANADA, corporation légalement constituée, ayant son siège social à Montréal, étant aux droits de la Banque Canadienne Nationale et de la Banque Provinciale du Canada, par la fusion de ces deux dernières banques en vertu de la Loi sur les banques du Canada et telle qu'approuvée par le gouverneur en conseil en date du 1^{er} novembre 1979 suivant arrêté CP 1979-2921, demanderesse, contre **GESTION A.C.J.M. INC.**, corporation légalement constituée, ayant son bureau au 2530, rue Richelieu, Beloeil, QC, défenderesse.

« La subdivision onze du lot originaire cinq cent dix (510-11) du cadastre officiel pour la paroisse de Charlesbourg.

La subdivision quatorze du lot originaire cinq cent onze (511-14) du cadastre officiel pour la paroisse de Charlesbourg.

Ainsi que la portion n'ayant pas été rénovée pouvant être désignée comme suit:

i. Une partie du lot originaire cinq cent dix (510 ptie) au cadastre officiel pour la paroisse de Charlesbourg, division d'enregistrement de Québec, bornée comme suit: au nord-est et au sud-est par une autre partie du lot cinq cent dix (510 ptie), au sud-ouest par la subdivision onze du lot originaire cinq cent dix (510-11), au nord-ouest par une partie du lot cinq cent onze (511 ptie) ci-après désignée comme étant partie des présentes;

ii. Une partie du lot originaire cinq cent onze (511 ptie) du même cadastre, bornée au nord-est par une partie du lot cinq cent onze (511 ptie), au sud-est par une partie du lot cinq cent dix (510 ptie), faisant l'objet des présentes et ci-avant désignée, au sud-ouest par la subdivision quatorze du lot originaire cinq cent onze (511-14) et au nord-ouest par une partie du lot cinq cent douze (512 ptie).

Ces deux portions n'ayant pas été rénovées mesurent en totalité, en mesures anglaises, dans sa ligne sud-ouest, trois cent cinquante pieds (350 pi), dans sa ligne nord-ouest étant la ligne séparative des lots cinq cent onze et cinq cent douze, plus ou moins cinquante pieds (50 pi); dans sa ligne nord-est, au total, plus ou moins trois cent vingt-cinq pieds (325 pi) et dans sa ligne sud-est plus ou moins quarante-cinq pieds (45 pi).

Tel que le tout se trouve actuellement, sans bâtisse dessus construite, circonstances et dépendances. »

Pour être vendus en bloc suivant jugement rendu par Me André Gagné, protonotaire spécial, le 26 mars 1991.

La mise à prix est fixée à huit mille neuf cent vingt-deux dollars et trente-huit cents (8 922,38 \$), soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, que l'adjudicataire devra verser au shérif de Québec, en argent ou par chèque visé, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, 300, boulevard Jean-Lesage, bureau RC-32, Québec, le VINGT-DEUXIÈME jour de MAI 1991 à DIX heures.

Le shérif adjoint,
RAYMONDE AUCLAIR

Bureau du shérif
Cour supérieure
Québec, le 20 avril 1991

72407

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Québec
C.S.Q. 200-05-002793-904
S. 200-18-000039-915

CAISSE POPULAIRE DE ST-MALO, corporation légalement constituée, ayant un bureau au 150, rue Marie-de-l'Incarnation, Québec, district de Québec, demanderesse, contre MARCEL BOIVIN, domicilié et résidant au 1300, rue Monère, Val-Bélair, district de Québec, défendeur.

« Un emplacement connu et désigné comme étant la division deux de la subdivision dix-sept du lot originaire trois cent vingt-trois (323-17-2) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette, division d'enregistrement de Québec; avec la maison dessus construite, portant le numéro d'immeuble 1891, Mandeville, Val-Bélair, QC, circonstances et dépendances. »

La mise à prix est fixée à douze mille dollars (12 000,00 \$), soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, que l'adjudicataire devra verser au shérif de Québec, en argent ou par chèque visé, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, 300, boulevard Jean-Lesage, bureau RC-32, Québec, le VINGT-DEUXIÈME jour de MAI 1991 à DIX heures TRENTE.

Le shérif adjoint,
RAYMONDE AUCLAIR

Bureau du shérif
Cour supérieure
Québec, le 20 avril 1991

72406

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Québec
C.S.Q. 200-05-000940-911
C.Q. 200-02-08705-909
S. 200-18-000023-919

LES INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES MONSIEUR WATT (CANADA) INC., corporation ayant son siège social au 1260, de

la Vallée à Saint-Nicolas, district de Québec, demanderesse, contre NICOLAS SCHIROSA, PARYSE LUKIC et LU-ROSA INC., et GESTION NIMPAR INC., corporations et personnes ayant leur bureau principal au 710, des Rubis à Saint-David-de-l'Auberivière, district de Québec, et BANQUE TORONTO DOMINION, 9445, boulevard de l'Ornière, Québec, défendeurs.

« La subdivision quarante du lot originaire numéro cent trente-trois (133-40) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-David-de-l'Auberivière, division d'enregistrement de Lévis; avec bâtisse dessus construite, circonstance et dépendance. Ledit immeuble appartenant suivant les actes notariés produits au bureau d'enregistrement de Lévis aux défendeurs Nicolas Schiroza et Paryse Lukic. »

La mise à prix est fixée à dix-huit mille deux cent vingt-six dollars (18 226,00 \$), soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, que l'adjudicataire devra verser au shérif de Québec, en argent ou par chèque visé, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Lévis, 5420, boulevard de la Rive-Sud, local 34, Lévis, le VINGT-DEUXIÈME jour de MAI 1991 à DIX heures.

Le shérif adjoint,
RAYMONDE AUCLAIR

Bureau du shérif
Cour supérieure
Québec, le 20 avril 1991

72405

Trois-Rivières

Saisie-exécution immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Trois-Rivières
No 400-02-001922-903
S. 400-18-000006-910

COMMISSION SCOLAIRE DE GRANDPRÉ, demanderesse, contre PYROCEL INC., corps politique légalement constitué, ayant un bureau au 851, du Boulevard Ouest, Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup, district de Trois-Rivières, défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Maskinongé, 121, Petite-Rivière, Louiseville, district de Trois-Rivières, JSV 2H3, mis en cause.

« Partie du lot 345:

Un immeuble connu et désigné comme étant une partie du lot 345 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup, de forme irrégulière, borné vers le nord-est par une partie du lot 345, vers le sud par une partie du lot 346, vers le nord-ouest par une partie du lot 345 (boulevard Ouest, route 138); mesurant 12,22 mètres vers le nord-est, 22,01 mètres vers le sud, 18,31 mètres vers le nord-ouest et contenant une superficie de 111,9 mètres carrés.

Partie du lot 346:

Un terrain connu et désigné comme étant une partie du lot 346 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup, de forme irrégulière, borné vers le nord par une partie du lot 345, vers le nord-est par une partie du lot 346, vers le sud-est par une partie du lot 346, vers le sud par une partie du lot 346-101, vers l'ouest par une partie du lot 346, vers le sud par

une partie du lot 346 et vers le nord-ouest par une partie de lot 346 (boulevard Ouest, route 138); mesurant 22,01 mètres vers le nord, 12,66 mètres vers le nord-est, 26,76 mètres vers le sud-est, 41,29 mètres vers le sud, 0,45 mètre vers l'ouest, 32,49 mètres vers le sud, 64,09 mètres vers le nord-ouest et contenant une superficie de 1 854,0 mètres carrés.

Partie du lot 346-101:

Un terrain connu et désigné comme étant une partie du lot 346-101 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup, de forme irrégulière, borné vers le nord par une partie du lot 346, vers le sud-est par une partie du lot 346-101, vers l'est par une partie du lot 346-101, vers le sud-ouest par le lot 346-100; mesurant 41,29 mètres vers le nord, 19,09 mètres vers le sud-est, 16,37 mètres vers l'est, 49,23 mètres vers le sud-ouest et contenant une superficie de 660,4 mètres carrés.

Lot 346-100

Un terrain connu et désigné comme étant le lot 346-100 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup.

Lot 346-99

Un terrain connu et désigné comme étant le lot 346-99 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup.

Partie du lot 346-83:

Un terrain connu et désigné comme étant une partie du lot 346-83 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup, de forme irrégulière, borné vers le nord-ouest par le lot 346-100, vers l'est par une partie du lot 346-83, rue, vers le sud par une partie du lot 346, vers l'ouest par une partie du lot 346-98 et par le lot 346-99; mesurant 12,96 mètres vers le nord-ouest, 32,00 mètres vers l'est, 9,20 mètres vers le sud, 22,86 mètres vers l'ouest et contenant une superficie de 252,3 mètres carrés.

Partie du lot 346-98

Un terrain connu et désigné comme étant une partie du lot 346-98 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup, de forme rectangulaire, borné vers le nord par le lot 346-99, vers l'est par une partie du lot 346-83, vers le sud par une partie du lot 346, vers l'ouest par une partie du lot 346-97; mesurant 25,91 mètres vers le nord, 4,57 mètres vers l'est, 25,91 mètres vers le sud, 4,57 mètres vers l'ouest et contenant une superficie de 118,4 mètres carrés.

Avec usine dessus construite, circonstances et dépendances.

Ledit immeuble est grevé d'un privilège environnemental en vertu de l'article 113 de la Loi sur la qualité de l'environnement pour toute ordonnance éventuelle du ministre de l'Environnement du Québec pour le nettoyage et la dépollution dudit immeuble.

La mise à prix a été fixée à neuf mille dollars (9 000,00 \$) par l'honorable juge Jean-Marie Châteauneuf de la Cour du Québec, suivant jugement rendu le 12 mars 1991, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du ministre des Finances, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Maskinongé, 121, Petite-Rivière, Louiseville, district de Trois-Rivières, JSV 2H3, le VINGT-TROISIÈME jour de MAI 1991 à QUATORZE heures.

*La shérif adjointe,
JEANNINE BOISVERT*

Bureau du shérif
Cour supérieure
Trois-Rivières, le 5 avril 1991

72403

Ventes pour taxes

Municipalité régionale de comté d'Antoine-Labelle

Avis est, par les présentes, donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la municipalité régionale de comté d'Antoine-Labelle, que la liste des immeubles devant être vendus pour non-paiement de l'impôt foncier le 9 mai 1991, a été publiée à deux reprises dans l'hebdomadaire « Le Choix », les jeudis 14 et 21 mars 1991, conformément à l'article 1027 du Code municipal.

Mont-Laurier, le 1^{er} avril 1991

*Le secrétaire-trésorier,
PIERRE BORDUAS*

72350

Municipalité régionale de comté de Deux-Montagnes

Avis public est, par la présente, donné par le soussigné Yvon Bélair, secrétaire-trésorier de la municipalité régionale de comté de Deux-Montagnes qu'en vertu de l'article 1027 du Code municipal, la liste des propriétés qui seront vendues à l'enchère publique, le 9 mai 1991 a été publiée au journal « La Concorde » dans son édition du 20 mars 1991 et une deuxième publication a été faite le 27 mars 1991.

Saint-Eustache, le 2 avril 1991

*Le secrétaire-trésorier,
YVON BELAIR*

72363

Municipalité régionale de comté de Pontiac

Avis public est, par la présente, donné par le soussigné, André Gagnière, secrétaire-trésorier de la municipalité régionale de comté de Pontiac, qu'en vertu de l'article 1027 du Code municipal, la liste des propriétés qui seront vendues à l'enchère publique le 9 mai 1991, a été publiée au « Journal du Pontiac », dans ses éditions du 12 et du 26 mars 1991.

Campbell's Bay, le 8 avril 1991

*Le secrétaire-trésorier,
ANDRÉ GAGNIÈRE*

72467

Ville de Mont-Joli

Avis public est, par les présentes, donné par le soussigné, Gilles Thibault, directeur général, greffier, que la liste des immeubles à être vendus pour défaut de paiement de taxes, le 29 avril 1991 et l'avis qui l'accompagne ont été publiés au journal « L'Information », les dimanches 17 mars et 24 mars 1991.

Mont-Joli, le 5 avril 1991

*Le directeur général, greffier,
GILLES THIBAUT*

72400

Ville de Roberval

Avis public est, par la présente, donné par le soussigné, greffier de la ville de Roberval, qu'il y aura vente aux enchères publiques

pour taxes municipales et scolaires impayées, jeudi le 16 mai 1991, à 10 h 00.

La liste des immeubles vendus pour non-paiement de taxes paraîtra au journal « L'Étoile du Lac », les 9 et 16 avril 1991.

Roberval, le 4 avril 1991

72380

Le greffier,
BENOÎT HARVEY

Erratum

Conseil scolaire de l'Île de Montréal

Rachat d'obligations

Obligations à fonds d'amortissement émises par The Montreal Catholic School Commission, La Commission des écoles catholiques de Montréal.

Émission de 10 000 000 \$ d'obligations 7¼ % à fonds d'amortissement remboursable en monnaie canadienne échéant le 15 mai 1992 dont le numéro commence par S33.

Dans l'avis de rachat d'obligations publié le 30 mars 1991 à la page 1072, dans le tableau donnant la liste des numéros des obligations à coupons de 5 000 \$, portant le préfixe S33-, rachetées jusqu'à concurrence du montant en principal apparaissant vis-à-vis chacun des numéros, après le numéro 595, ajouter:

596 2 000 \$.

2538

CORPORATION DES PROPRIÉTAIRES, 1^{re} ET 2^e AVENUE, DAM-EN-TERRE LTÉE

Dans l'avis d'octroi de lettres patentes publié le 16 mars 1991 à la page 929, la septième dénomination sociale aurait dû se lire: « CORPORATION DES PROPRIÉTAIRES, 1^{re} et 2^e AVENUE, DAM-EN-TERRE LTÉE ».

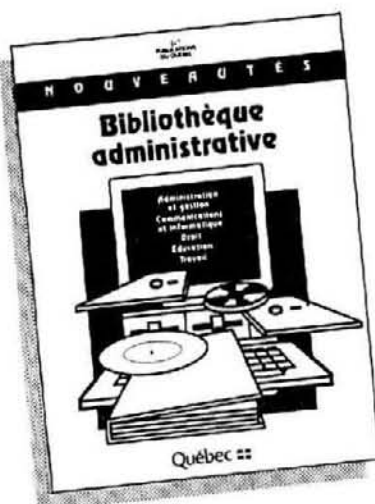
2538

Nouvelles conditions d'extension de la Juridiction de la Cour municipale de la ville de Granby sur le territoire de la municipalité du canton de Granby

Dans la proclamation publiée le 23 mars 1991 à la page 1028, la date de la proclamation aurait dû se lire « 27 février 1991 » au lieu de « 20 février 1991 ».

2538

L'INDISPENSABLE!



Nouveautés de la Bibliothèque administrative

Pour être au courant des dernières publications en administration et gestion, communication et informatique, droit, éducation et travail, acquises par la Bibliothèque administrative, il vous faut **Nouveautés de la Bibliothèque administrative**.

Abonnement d'un an: 45 \$
(12 numéros)

Abonnement de deux ans: 80 \$
(24 numéros)

Abonnement et information
Les Publications du Québec
Service à la clientèle
Division des abonnements
C.P. 1190
Outremont (Québec)
H2V 4S7

Tél.: (514) 948-1222
(sans frais) 1 800 465-9266



BON D'ABONNEMENT

Nom: _____ No compte client: _____

Adresse: _____

Ville: _____ Code postal: _____ Téléphone: () _____

Quant.	Code	Titre	Prix unitaire	Total
		Nouveautés de la Bibliothèque administrative		
		Abonnement d'un an (12 numéros)	45 \$	
		Abonnement de deux ans (24 numéros)	80 \$	

Somme partielle

TPS 7 %

TOTAL

Cartes de crédit acceptées ☐  ☐ 

Numéro: _____

Date d'échéance: _____

Banque: _____

Nom du titulaire: _____

Signature: _____

Important:

Paiement par chèque ou mandat postal à l'ordre de « Les Publications du Québec ».
Prix et conditions de vente modifiables sans préavis.
Les prix indiqués sont établis en dollars canadiens.

Québec 



Port de retour garanti
Gazette officielle du Québec
1279, boulevard Charest ouest
Québec
G1N 4K7

ISSN 0703-5756

